

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

20, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Après le 4<sup>e</sup> Congrès (Marcel Cachin). — Le 4<sup>e</sup> Congrès mondial (Compte rendu *in extenso*). — 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> séances : Le rapport de Zinoviev, La

Situation dans le Parti Communiste américain, le Gouvernement ouvrier. — Monographie de l'Eure (Ernest Lepez).

## Après le 4<sup>e</sup> Congrès

**A** l'exception d'un seul qui a cru devoir s'abstenir, tous les camarades délégués par le Parti au 4<sup>e</sup> Congrès de Moscou ont déclaré accepter les décisions de la 3<sup>e</sup> Internationale. Ils ont apposé leurs signatures au bas de ce contrat renouvelé.

Par là, ils ont confirmé leur attitude à leurs engagements antérieurs. Dès le Congrès de Paris, les communistes de toutes nuances avaient déclaré publiquement qu'ils s'en remettaient aux résolutions du Congrès mondial. Pour mettre un terme à la situation inextricable créée au Congrès de Paris, il ne pouvait se présenter aucune autre procédure.

Dans l'intervalle, les délégués de la Fédération de la Seine, réunis spécialement au cours même de la Conférence mondiale, avaient donné à l'unanimité leur adhésion à l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil fédéral déclare que la Fédération de la Seine, disciplinée dans le Parti et disciplinée dans l'Internationale, attend avec confiance les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès, auxquelles il se soumettra sans réserves et sans discussion. »

C'est dans ces conditions que se présente la situation actuelle. Le 4<sup>e</sup> Congrès a parlé : il a formulé ses décisions. Tous les membres du Parti Communiste français qui avaient pris

l'engagement de s'y soumettre ont le devoir de passer aux actes, même si certaines de ces décisions sont à leurs yeux d'une application malaisée. A cette heure, il importe de se mettre en face de ses responsabilités. Un grand trouble agite encore notre Parti. Il ne peut se prolonger sans le mener à l'ébranlement le plus profond ou à des éventualités pires. Entendons-nous tous sur les conclusions générales du Congrès, sur ses directives essentielles, sur l'esprit dans lequel elles furent remises à notre examen. Et cet acte élémentaire de loyalisme communiste une fois accompli, plaçons-nous en face des textes positifs pour les comprendre, pour en assurer l'application, pour les faire descendre dans les faits.

A ceux qui n'oublient pas les polémiques intérieures d'hier, à ceux qui furent froissés légitimement par des attaques injustes, qu'il me soit permis de répondre d'un mot.

Les résolutions du 4<sup>e</sup> Congrès tendent toutes vers un but unique : donner au Parti une discipline plus rigoureuse et plus sévère; lui fournir une armature solide; le décider à accentuer son attitude d'opposition irréductible avec toutes les institutions bourgeoises ou demi-bourgeoises quelles qu'elles soient; le préparer aux grands événements qui se préparent et en face desquels, de toute évidence, il a prouvé jusqu'ici

son insuffisance. C'est là le fond : quant aux modalités d'application, la bonne volonté commune et le dévouement de chacun y doivent pourvoir.

La 3<sup>e</sup> Internationale a analysé le présent état du Parti français et l'a rappelé avec son habituelle rudesse à son propre examen de conscience. Elle a distribué le blâme à tout le monde, surtout, il faut le dire, à notre tendance. Mais, dans le détail, elle n'a ménagé personne. Tout cela, au reste, c'est le passé, et un homme d'action, un militant digne de ce nom ne s'y attarde que pour profiter des leçons de l'expérience et faire mieux à l'avenir.

L'important, à cette heure, c'est de faire régner l'ordre dans les esprits; c'est d'apporter à tous les camarades, encore sous l'impression de la fin du Congrès de Paris, les assurances qu'on sort de la crise; qu'elle sera résolue définitivement au Conseil national du 22 janvier; que d'ici là le devoir de chacun est de faire litière de tout ce qui n'est pas l'essentiel, de mettre au second plan les rivalités internes, les soucis d'amour-propre, les querelles personnelles.

Il est sûr que l'immense majorité des commu-

nistes français, que les modestes et fidèles militants du Parti sont décidés à se remettre au travail commun en harmonie avec la 3<sup>e</sup> Internationale, qui reste pour eux la force prolétarienne la seule vivante de ce temps, la seule digne qu'on lui reste attaché en dépit de certaines contingences. La Révolution Russe ne fut jamais mieux assise; Moscou conserve son prestige vis-à-vis des masses ouvrières du monde entier. Nous lui avons tous, depuis deux années, donné l'assurance de notre dévouement sans réserves. Elle exige de nous une activité plus intense encore; elle nous demande d'entrer résolument dans les voies qu'elle nous trace. L'unique manière de sortir de la crise qui se prolonge, c'est de rester en étroit contact avec elle, de lui apporter les uns et les autres notre concours entier. Pour nous, camarades de la majorité du Congrès de Paris, nous devons, par notre attitude loyale, désarmer toutes critiques et contribuer à refaire l'unité morale du Parti en affirmant clairement notre attachement à la décision que nous avons prise en toute liberté à Tours dans un enthousiasme réfléchi, dont nul de nous ne doit perdre le souvenir.

Marcel CACHIN.

## LE 20 DÉCEMBRE CLARTÉ

### commémorera la Révolution bolchevique

**CLARTÉ** publiera, pour la première fois en France, des documents absolument inédits sur les fameuses journées révolutionnaires d'octobre 1917, à Petrograd et à Moscou.

C'est la Révolution prolétarienne racontée par ceux-là mêmes qui l'ont faite.

Leaders du Parti Bolchevik, aussi bien que les ouvriers et les soldats qui se battirent dans la rue, y racontent à leurs frères de France quelles furent leurs luttes, leurs joies, leurs souffrances et comment sont morts les héros de la Première Révolution prolétarienne.

Chaque militant, chaque révolutionnaire a pour devoir de lire ces récits passionnants et vivants de l'idéalisme le plus pur.

### ONT COLLABORÉ A CE NUMÉRO :

**W. I. LENINE** et sa vaillante compagne **Kroupskaïa** ; l'écrivain **Mstislavsky** ; l'ouvrier **Zorine** ; le soldat **Dresen** ; **V. Soloviev** ; **A. Arossev** ; une dactylographe du 1<sup>er</sup> Soviet Ouvrier de Moscou, **P. Vinogradskaïa** ; le poète **André Biély**, et des Français, acteurs et participants de cette première Révolution : **Victor Serge**, **Pierre Pascal**, **Jacques Sadoul**, **Parijanine**.

Tous ces récits sont illustrés par des dessins et des bois gravés d'artistes russes : **Feder**, **Barthe**, **Zadkine**, **Lebedeff**, **Aktmann**, **Chana Orloff**, etc...

Ce numéro sensationnel paraîtra sur 36 pages au moins et sous une couverture illustrée recto et verso par **Feder** et par **Barthe**. Il constitue une Anthologie unique et absolument complète de la Première Révolution prolétarienne.

### IL FAUT L'ACHETER ET LE RÉPANDRE !

En vente partout 2 fr. 50 ; par 10 exemplaires : franco : 17 fr. 50

# Le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial

## Cinquième Séance (11 Novembre)

### Suite des débats sur le rapport de Zinoviev.

Orateurs : Humbert-Droz, Michalkowski, Murphy, Haakon-Meyer, Boukharine, Carr, Ferdinand Faure.

Le camarade Kolarov préside.

HUMBERT-DROZ. — Le Presidium du Congrès a reçu presque un millier de salutations de toutes parts, de la Russie et des différentes parties du monde. Nous ne pouvons pas lire toutes ces salutations ici. Il en est cependant deux qui ont paru particulièrement importantes au Presidium : 1<sup>o</sup> les vœux du soviét des députés, ouvriers et paysans rouges de Vladivostock aux prolétaires du monde entier.

(L'orateur donne lecture du message du soviét de Vladivostok.)

2<sup>o</sup> Un télégramme qui nous vient d'Alexandrie : « Grand meeting occasion 7 novembre vote profond attachement à l'Internationale. Exprime le vœu complet succès congrès pour triomphe cause prolétarienne mondiale. Comité central Parti Socialiste égyptien. » (Applaudissements.)

MICHALKOWSKI (Pologne). — Le camarade Zinoviev a fait beaucoup d'honneur au Parti Communiste polonais ; il n'a pas manqué non plus de lui faire des reproches. Il nous a loués comme d'anciens révolutionnaires qui ont su combiner l'action légale et l'action clandestine. La dernière campagne électorale est un bel exemple de la façon dont le communisme, même dans un pays où les communistes sont poursuivis de toutes façons, sait se frayer une route vers l'action politique à découvert. Quand les camarades de province apprirent par les journaux qu'un Comité Central s'était constitué à Varsovie, des comités électoraux se formèrent presque automatiquement en l'espace de quelques jours, dans 45 circonscriptions. Il faut remarquer que ces comités électoraux devaient pour cela recueillir des signatures. Plus encore : pour établir les listes de candidats, il fallait réunir les signatures. Nous n'avons pas encore les résultats des élections, nous n'avons pas encore reçu de nouvelles des différentes circonscriptions ; et cependant le nombre des électeurs qui ont voté pour les communistes dans trois circonscriptions, à Dombrowo, à Varsovie et à Lodz, est d'environ 100.000. Notre présence dans l'arène électorale a été une grande surprise aussi bien pour la bourgeoisie que pour le gouvernement, et c'est pourquoi la Ligue du prolétariat a pu lancer même un tract légal. Mais, en très peu de temps, tout fut interdit et confisqué. Des papillons qui portaient le numéro de notre liste, le numéro 5, ont été confisqués. Ainsi la combinaison de l'action souterraine et des moindres possibilités d'action légale s'est faite presque automatiquement ; c'est dans la tradition, dans l'instinct, dans le sang de nos camarades.

Le camarade Zinoviev a critiqué aussi bien des choses dans notre Parti. Tout d'abord, permettez-

moi quelques mots sur la tactique du front unique en Pologne. Il est certain qu'au début ce mot d'ordre a quelque peu troublé nos camarades et trois tendances se sont fait jour sur cette question au Congrès qui se réunit quelque temps après la séance du Comité Exécutif élargi. La première tendance était complètement d'accord avec le Comité Exécutif sur la tactique du front unique, et finalement, cette tendance a réuni une grosse majorité au Congrès. La deuxième tendance aussi était d'accord avec la tactique du front unique, mais elle s'opposait à l'accord avec les chefs. Elle s'est fondue, au reste, avec la première. Avant le 1<sup>er</sup> mai, notre Parti a envoyé une lettre ouverte au P.P.S. pour l'inviter à organiser pour le 1<sup>er</sup> mai des manifestations en faveur des revendications partielles. Cette proposition, qui naturellement a été repoussée par la direction du P.P.S., a donné à la tactique du front unique un grand retentissement aussi bien chez les ouvriers du Parti Communiste, que chez ceux du P.P.S. et dans les masses inorganisées. Cette proposition ouverte du chef responsable a agi en ce sens que la tactique du front unique a été située sur une base plus large, sur une base publique. De cette façon, les masses apprennent plus rapidement la position des Partis et se persuadent que nous sommes pour l'unité et les autres contre.

Nous avons en outre, à notre Congrès, une troisième tendance qui ne rejetait pas seulement le mode d'application de la tactique du front unique, mais cette tactique elle-même. Mais cette opposition se trouvait liée par des idées tactiques sur d'autres questions, qui en faisaient une tendance K.A.Pédiste bien nette. Le camarade Zinoviev a bien présenté les choses, quand il a dit que notre Parti polonais pouvait se débarrasser lui-même de ce courant et, selon mon opinion, il le peut très facilement. C'est une tendance qui, sur la question du caractère et du rôle du Parti Communiste, sur l'utilisation du parlementarisme, sur la tactique du front unique, enfin sur la politique du gouvernement des soviets et sur le rôle du Parti Communiste russe, comme parti gouvernemental et comme parti dirigeant de l'Internationale Communiste, défend des idées en opposition avec les vues du Parti. Dans toutes ces questions si importantes, cette tendance est foncièrement K.A.Pédiste. Mais elle est assez faible, surtout au point de vue doctrinal, elle est encore plus naïve et plus pauvre que les groupes auxquels elle s'apparente en Allemagne et ailleurs. (Interruption : si c'est possible.) Certainement, c'est possible, et en Pologne tout est possible, car la Pologne petite-bourgeoise est encore beaucoup plus pauvre d'esprit que les autres pays.

Le chef de cette troisième tendance K.A.Pédiste se trouve actuellement à Moscou. C'est pourquoi notre délégation a décidé de l'inviter avec voix

consultative et de lui donner pleins pouvoirs pour représenter son opinion. J'espère que le camarade Schreiber présentera ses idées ici avec le même courage et la même franchise qu'il l'a fait à notre Congrès.

Le camarade Zinoviev, dans son rapport, a abordé ensuite la question agraire en Pologne. Il a appelé la position que notre Parti avait prise sur cette question, un peu vieux jeu. Cependant, cette expression est trop forte. Nous aurons encore l'occasion d'en parler, je ne suis pas un ami des gens vieux jeu. La question est vivement discutée dans le Parti polonais. Nous avons publié un livre et nous publierons des articles de discussion dans notre presse. Je peux dire dès maintenant : à notre dernier Congrès, on a vu que presque tout le Parti est unanimement d'avis que la classe ouvrière, pour faire la révolution, doit marcher avec la population agricole, avec les petits paysans. Selon moi, c'est ce qu'il y a de plus important pour des pays comme la Pologne, où la population paysanne forme l'énorme majorité des masses ouvrières. Si notre Parti considère dès maintenant qu'on peut trouver pratiquement, politiquement et économiquement, une formule qui groupe les ouvriers et les petits paysans en un pouvoir révolutionnaire, selon moi, le principal est acquis au point de vue pratique ; on arrivera facilement à l'énoncer dans le programme.

Je voudrais encore dire quelques mots sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. Je dois vous prévenir que notre conférence n'a pas discuté cette question, que nous n'en avons pas discuté dans notre littérature et que le Parti comme tel n'a pris aucune décision sur cette question, parce que, en Pologne, cette question n'est pas actuelle à l'époque présente, et selon toutes prévisions ne passera pas au premier plan dans les périodes suivantes. Selon moi, on a beaucoup trop spéculé sur cette question et on a spéculé dans le vide. (*Très juste ! chez les Allemands.*) La critique repose sur trois points : 1<sup>o</sup> ou bien c'est un gouvernement de Scheidemaniens ou un gouvernement de coalition des communistes et des social-traitres, ou 2<sup>o</sup> c'est un gouvernement qui s'appuie sur le parlementarisme ou sur les conseils de fabrique, 3<sup>o</sup> est-ce en même temps l'expression de la dictature du prolétariat, oui ou non ? Maintenant, camarades, je veux dire que, sous ce rapport, nous n'avons pas besoin de jouer avec la souris, car nous avons une expérience historique réelle. Je vous le demande : qu'est-ce qu'ont fait les bolcheviks, en 1917, avant la conquête du pouvoir ? Ils demandaient la réalisation du mot d'ordre : tout le pouvoir aux soviets ! Qu'est-ce que cela voulait dire alors : tout le pouvoir aux soviets ? Cela voulait dire : le gouvernement aux mencheviks et aux social-révolutionnaires détenteurs de la majorité dans les soviets ! Socialement et politiquement parlant, les bolcheviks réclamaient un gouvernement ouvrier sous la forme des soviets. Une autre question, c'est de savoir, quand et comment on peut réaliser ce mot d'ordre. En tout cas le gouvernement ouvrier a rendu aux bolcheviks de grands services dans leur agitation. En Allemagne, nous avons vu la même situation après les journées de novembre. Les spartakistes ont demandé : tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, c'est-à-dire aux Scheidemaniens et aux indépendants en majorité dans les soviets et adversaires de la dictature. Il n'était donc pas question d'un gouvernement communiste ! Il en est de même en Pologne et partout où des Conseils ouvriers se sont formés. C'est là toute la question. Car suivant les circonstances, quand viendra une nouvelle vague révolutionnaire, quand les masses ouvrières sillon-

neront les rues, quand des Conseils d'ouvriers se formeront, nous reprendrons selon toute vraisemblance ce mot d'ordre en nous basant sur nos expériences historiques et nous réclamerons le pouvoir aux Conseils ouvriers. Nous réclamerons ensuite la dictature du prolétariat et alors, comme en 1917 et en 1918, il y aura des camarades qui nous critiqueront et nous diront : Comment ! vous demandez tout le pouvoir pour les soviets, où vous n'avez pas la majorité ! Il peut très bien se faire que nous ayons à faire face à un grand mouvement révolutionnaire à un moment où nous n'aurons pas encore acquis la majorité de la classe ouvrière. La révolution venue, nous conquerrons beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui la majorité, par l'enthousiasme révolutionnaire, par la révolution elle-même. Donc, si nous nous servons d'un mot d'ordre, ce sera, en principe, le même mot d'ordre que le Comité Exécutif a déjà essayé de formuler sous une forme ou sous une autre. En principe, ce sera le même gouvernement, mais un gouvernement qui s'appuiera sur le mouvement des masses.

Et si le Comité Exécutif n'a pu jusqu'ici déterminer ce mot d'ordre, cela vient, il me semble, de ce que nous confondons des choses différentes, de ce que nous voulons fixer un mot d'ordre et essayer en même temps de lui donner une forme que nous ne pouvons pas lui donner, parce que cette forme dépendra des circonstances révolutionnaires dans lesquelles elle pourra trouver une base plus large qu'actuellement. Et je suis d'avis qu'il est bon de se souvenir un peu de ce que nous avons fait pendant la période révolutionnaire. Nous remarquerons que ce qui est maintenant le but de la critique de beaucoup de camarades de Gauche n'était pas à ce moment un motif de critique pour ces mêmes camarades, qui avaient une position encore plus révolutionnaire qu'aujourd'hui.

MURPHY. — Camarades, notre Parti est en complet accord avec la ligne générale du Comité Exécutif. Nous sommes heureux de constater combien son analyse de la situation capitaliste à travers le monde est juste. L'offensive capitaliste contre la classe ouvrière n'est pas aujourd'hui l'offensive d'une classe confiante en sa puissance, elle porte tous les caractères de l'inquiétude. Il n'y a probablement pas un pays au monde où cette offensive ait été plus intelligemment menée qu'elle ne le fut en Grande-Bretagne. Mais en dépit des tentatives, en dépit des efforts des capitalistes avisés, ceux-ci ont prouvé une fois de plus leur incapacité totale à résoudre leurs propres problèmes fondamentaux. Nous venons d'apprendre la chute de Lloyd George. Elle marque une nouvelle étape dans le processus de désagrégation du capitalisme en Grande-Bretagne, et cela même si les élections consolident le parti impérialiste.

De nouveau, la bourgeoisie a manœuvré d'une façon très intelligente et bien que le Labour Party ait fondé de grands espoirs sur ces élections, je vois que la réalisation de ces espoirs ne prendra pas l'envergure attendue. Néanmoins le progrès est important en soi, parce qu'il met en relief une nouvelle période d'activité plus intense que celle que nous avons vécue jusqu'à présent.

Zinoviev a déclaré que le mouvement fasciste se confine en Italie. Lorsque les fascistes italiens déclanchèrent leur attaque contre les communistes, les coopératives, etc..., les journaux capitalistes de Londres annoncèrent l'organisation d'une police spéciale qui deviendra, à l'avenir, le fascisme de l'Angleterre.

Des conditions analogues se présentent, presque partout, il est de la plus haute importance que nous prenions toutes les mesures nécessaires et tracions notre politique pour l'avenir immédiat.

Nous avons entendu beaucoup parler du front unique, mais ce qu'il y a de sûr, c'est que l'opposition au front unique est en train de disparaître dans les rangs de l'Internationale. L'introduction du front unique en Grande-Bretagne a eu quelques effets remarquables. Il a été pour notre Parti en quelque sorte une galvanisation. Le Parti était jeune, il n'avait pas grande expérience et tout d'abord la campagne pour l'unité de front entraîna dans quelques régions une perte considérable d'effectifs. Le front unique ne s'acclimata que progressivement, non sans luttes dans un Parti encore en formation.

Au second Congrès, il n'y avait pas de Parti Communiste. Il y avait seulement un certain nombre de groupements, de petits groupements, avec toutes les nuances socialistes, depuis le rose pâle jusqu'au rouge éclatant. Ceux-ci furent invités par le second Congrès à se réunir, à former une unité et à travailler immédiatement et sans relâche à l'affiliation avec le Labour Party. Autre chose d'unifier des groupements socialistes et de les dénommer Parti Communiste. C'est une autre chose encore de faire de ces éléments un véritable Parti Communiste : et les mois suivants ont été des mois de luttes incessantes dans lesquelles le Parti lui-même combattait pour venir à bout des difficultés diverses qui surgissaient dans ses rangs. La question du Labour Party avait créé des divisions dans les groupements même avant cette union, et maintenant qu'ils se sont unis, à la première conférence cette question particulière fut seulement soulevée par une petite majorité. Il faudra une autre année avant que cette question, une fois soumise à l'expérience du Parti, permette un travail pratique. Le Labour Party nous a incontestablement aidés, en renvoyant à la conférence de Brighton l'examen de la question. Douze mois se sont écoulés avant que vienne pour le Parti un sujet de combat avec le Labour Party. Il y avait eu auparavant plutôt un sujet de discussion théorique qu'un sujet de lutte pratique avec le Labour Party. Le combat fut mené à la conférence du Labour Party d'Edimbourg, cette année.

Pour se rendre compte des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés, je veux rappeler ici que nous n'avons pas eu seulement à combattre celles qui avaient trait à l'affiliation au Labour Party. Mais c'est seulement en octobre dernier que le Parti procéda à l'élection de son Comité Central à la conférence nationale : preuve du caractère syndicaliste de beaucoup d'éléments de notre Parti. Dans ces conditions, vous pouvez aisément comprendre que ce ne fut pas chose aisée. Mais le Parti puisa dans cette lutte des leçons pleines d'enseignements à la fois pour le Parti et pour le mouvement travailliste tout entier. Le Labour Party qui fut battu aux élections générales ou si l'on veut, dans la période de préparation des élections, par les groupes capitalistes dans leurs tentatives pour se concilier la classe moyenne, perdit l'appui de la classe ouvrière. Une de ses tactiques pour capturer les votes de la classe moyenne était d'expulser les communistes. La résolution d'Edimbourg attisa le combat entre les communistes et le Labour Party. De là deux résolutions, qui déclaraient qu'un Parti qui présenterait des candidats au Parlement ne pourrait être affilié si ceux-ci faisaient de l'opposition au Labour Party.

En conséquence nous nous sommes trouvés dans cette situation que les conditions posées nous interdisaient l'accès du Labour Party. Le Labour

Party forçait les organisations qui lui étaient affiliées à exclure tel et tel membre comme appartenant à un Parti qui menait une campagne parlementaire contre lui en présentant ses candidats. C'est pourquoi nous avons changé d'attitude. Immédiatement le Parti retira celles de ses candidatures au Parlement qui faisaient concurrence au Labour Party. Grâce à cette attitude, les communistes remportèrent une victoire considérable dans les rangs du mouvement travailliste. Nous avons d'abord perdu des adhérents, mais l'influence du Parti Communiste s'accrut sensiblement dans les différentes catégories de la classe ouvrière.

A Glasgow, Sheffield, Manchester, Birmingham, le Labour Party s'est montré incapable de faire passer dans le domaine pratique ses propres résolutions. De plus, dans d'autres régions, Barrow, Battersee et autres groupes locaux ouvriers, les communistes ont presque partout acquis le contrôle de fait des organisations du Labour Party. De plus, cette tentative d'exclusion faite par le Labour Party l'accula à des problèmes compliqués, qu'il ne put résoudre. Par exemple, étant formé par l'affiliation d'organisations syndicales, le Labour Party dut songer à en expulser les communistes. Mais là il était obligé de compter avec les organisations de la grande industrie, peu disposées à la suivre. Ainsi une organisation ouvrière, et une très importante, refusa de mettre en pratique la résolution du Labour Party et immédiatement celui-ci dut envisager une menace de scission. Sa tactique aboutit donc à l'affaiblir.

Nous pouvons constater que la politique du front unique, au lieu d'affaiblir le Parti Communiste, accroît singulièrement sa force.

Non moins importants ont été nos progrès dans le mouvement industriel, et même ici laissez-moi vous dire que des pas de géant ont été faits. Au Congrès des trade-unions, par exemple, en continuant la politique qui consiste à établir un programme pour la consolidation du mouvement unioniste, nous avons pu tenir tête à tous les leaders trade-unionistes devant les masses et nous avons montré à ces dernières leur impuissance.

La lutte actuelle dans les fabriques et dans le mouvement unioniste nous montre que nous avons une influence considérable. Dans la question du lock-out des mécaniciens, ce sont les communistes qui servirent d'arbitres et obtinrent l'issue voulue.

Ici je dois relever un point du rapport du camarade Zinoviev concernant le mouvement des comités de fabriques. « Un Parti Communiste, dit-il, ne peut être considéré comme un vrai Parti de masses s'il n'a pas une influence très assise dans les usines et les ateliers, dans les industries, les mines, les chemins de fer, etc... Dans les circonstances présentes, aucun mouvement ne peut être considéré comme un mouvement des masses prolétariennes organisées si la classe ouvrière et son organisation n'arrivent pas à établir des comités d'usines. »

Sur ceci nous faisons une remarque. Parlant ainsi, on pense trop exclusivement à l'Allemagne. En Angleterre, nous avons un mouvement puissant pour les Comités de fabriques. Mais il ne peut exister que si les conditions objectives sont favorables. Ces conditions nécessaires n'existent pas en ce moment en Angleterre. Comment pouvez-vous édifier des organisations d'usines quand vous avez 1.750.000 ouvriers se promenant par les rues ? Vous ne pouvez organiser ces comités dans une période où les usines ne donnent pas de travail, où vous avez de larges réserves de travail inemployé. Le mouvement dans ces conditions prend d'autres formes ; il ne concerne plus

qu'une minorité dans les unions, et tend vers la constitution de comités de chômeurs. Dans le lock-out des mécaniciens, ce furent ces derniers qui conduisirent la lutte. Le Parti Communiste doit s'adapter aux diverses formes de combat provoquées par les conditions historiques données. Dans un pays, ces conditions rendent possibles la création de comités d'usines. Dans un autre pays, les comités de chômeurs sont à l'ordre du jour. Un Parti Communiste profondément entraîné à la lutte de masses, sachant s'adapter aux formes variées des organisations qu'elle fait naître, est par là même capable d'être un vrai Parti Communiste, quelle que soit la forme d'organisation de la masse, comité d'usine ou autre.

Considérons aussi la portée internationale de la politique exprimée par le front unique. Depuis les conférences de la 2<sup>me</sup> Internationale et de la 2 1/2, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu bien des combats se produire dans tel ou tel pays. Au moment du lock-out des mécaniciens, il y avait plusieurs pays où les travailleurs des métaux luttèrent pour leurs revendications ; mais les Partis Communistes de ces pays ne savaient que faire et n'avaient aucun contact entre eux. Ils ne pouvaient mettre sur pied les mêmes mots d'ordre et aucune mesure n'était prise pour faire n'être le front unique entre les Partis Communistes. Dans ce but, l'Internationale a beaucoup à faire si elle veut améliorer la situation.

Mais de plus, nous avons entendu parler des peuples opprimés de l'Orient et des populations des colonies. Nous entendons parler d'un mouvement qui s'élève dans l'Inde, l'Égypte, la Mésopotamie et nous avons un mouvement révolutionnaire en Irlande. Cependant peu de choses ont été faites pour grouper et rapprocher les Partis de ces pays et pour établir un contact étroit entre leurs organisations ouvrières.

Remédiez à ce défaut et nous ferons notre possible pour une plus large application du front unique et le développement du communisme international dans sa marche en avant.

HAAKON-MEYER. — Chers camarades, je ne parlerai pas longuement de la question norvégienne ; elle sera traitée dans la commission norvégienne et reviendra ensuite devant le Congrès. Mais je dirai seulement quelques mots sur les observations rapides du camarade Zinoviev dans son rapport sur les travaux de l'Exécutif.

Il s'agit ici avant tout de ce que Zinoviev appelle la naissance du Parti Communiste. C'est avant tout une question d'organisation, mais aussi de tactique du Parti. Tels sont les deux principaux points à étudier dans la question norvégienne.

L'essentiel n'est certes pas dans la dénomination des journaux du Parti. Zinoviev en avait parlé déjà au cours de nos discussions et aussi au Congrès, et l'Exécutif est revenu sur cette question du nom des journaux dans sa dernière lettre au Parti norvégien. Zinoviev a dit : En Norvège les journaux s'appellent encore « social-démocrates ». Le Parti norvégien est relativement un Parti très fort. C'est un Parti qui, non seulement provient d'un autre grand Parti, mais qui a conquis presque tous les journaux. Le nom de « social-démocrate » n'a jamais été dans notre langue une injure. (Rires.) Oui, camarades, cela vous paraît ridicule mais cela est ainsi. Du reste peu importe. Le plus important, et Zinoviev le sait bien, c'est que la direction centrale de notre Parti a proposé à l'unanimité que les journaux qui portent encore des noms démocratiques les changent. Nous comptons 40 à 50 journaux dans notre Parti. Dans un

petit pays comme la Norvège, plus de 40 journaux qui depuis plus de 5 ans travaillent pour la révolution russe, pour l'idée révolutionnaire, valent plus qu'un nom. La proposition de changement de nom devait être discutée déjà au Congrès de septembre, avant que l'Internationale eût émis la moindre exigence en ce sens ; le Congrès a été ajourné jusqu'en janvier, mais en janvier les noms seront changés et l'Exécutif le sait bien.

Je vais ajouter quelques mots relativement au groupe Mot-dag. Zinoviev a appelé ce groupe un groupe Lévi de Norvège. J'appartiens à ce groupe ; il comprend surtout de jeunes universitaires. Certes ce groupe, quoique organisé et affilié au Parti, est en conflit très aigu avec certains camarades. Mais personne ne nous avait encore désignés sous le nom de groupe Lévi. Sous ce nom, on entend en général des gens qui attaquent traitreusement leur propre Parti pendant l'action. Cela n'a jamais été notre cas. Jamais il n'attaqua traitreusement son Parti. D'une façon générale, il n'est pas permis de découvrir tout à coup un groupe Lévi dans le Parti norvégien.

Au cours de la discussion au Congrès, la question du gouvernement ouvrier est venue au premier plan. Cette question est encore très peu traitée dans notre Parti norvégien ; elle n'a même pas été proposée à son étude. Mais nous savons bien qu'il y a dans le Parti une tendance dont la politique tend systématiquement à constituer un gouvernement ouvrier basé sur le front unique ; sur un front unique constitué non seulement par des Partis ouvriers, mais aussi par des groupes bourgeois. Ce n'est pas seulement parce que nous pensons que cette politique est mauvaise que nous l'attaquons, mais parce que les camarades qui veulent la suivre sont précisément ceux du groupe parlementaire, qui ont mené une politique opportuniste au parlement. On a rappelé au cours des débats sur la situation des Partis et du gouvernement la déclaration suivante du vice-président de notre groupe parlementaire : « Il y a longtemps j'ai exprimé mon opinion sur les questions de gouvernement en disant que je ne m'opposerais jamais, dans n'importe quelles circonstances, à un gouvernement bourgeois ; mon avis, que mon Parti ne partageait pas, était que dans certaines circonstances nous devions admettre le socialisme ministériel tant décrié. Lorsque, il y a beaucoup d'années je parlais ainsi, j'étais en opposition avec mon propre Parti et je m'attendais à ce qu'on ne m'accepte pas plus tard aux élections parlementaires, précisément parce que j'avais exprimé cette opinion. Ce que je disais alors s'applique parfaitement à la situation d'aujourd'hui et peut-être pouvons-nous dire maintenant qu'il n'est pas possible de combattre un gouvernement bourgeois dans toutes les circonstances sans exception. »

Mais comme je l'ai déjà dit, le Parti n'était pas de cet avis ; il pensait au contraire qu'il fallait combattre tout gouvernement bourgeois libéral. Ce n'est pas là un hasard, c'est au contraire un symptôme de toute la politique du groupe parlementaire de notre Parti. Lorsque des camarades de ce groupe — et avant tout dans la question des tribunaux d'arbitrage obligatoire, en faveur desquels les parlementaires du Parti s'étaient prononcés, de façon que le Parti fût obligé d'accepter cette loi — lorsque, disais-je, des camarades mènent une politique aussi opportuniste, il est bien compréhensible que nous ne croyions pas pouvoir continuer ainsi sans que le Parti se corrompe complètement. Je pourrais citer encore bien des cas qui montrent à quel point ce groupe parlementaire était opportuniste. Par exemple il a discuté la question de

savoir si l'Etat devait soutenir une banque bourgeoise en déconfiture et il a décidé que dans certains cas il le doit. Nous avons encore bien des cas analogues et, avant tout, celui de l'arbitrage obligatoire. Dans l'avant-dernière lettre de l'Exécutif à notre Parti, il était dit que l'attitude prise par le groupe parlementaire dans cette question était influencée par des considérations d'opportunisme parlementaire. Mais dans la dernière lettre il est déjà dit que c'est une question de tactique extrêmement grave. Lorsque ce groupe accepta les tribunaux d'arbitrage obligatoire pour les ouvriers, il ne l'a pas fait en considération des organisations syndicales. C'est donc encore une manifestation de sa politique opportuniste, connue depuis longtemps déjà. Il l'a faite encore parce qu'il fallait soutenir le gouvernement libéral ou, comme nous l'avons déjà dit, le socialisme ministériel, afin de ne pas avoir un gouvernement plus conservateur. Lorsqu'on voit un gouvernement absolument opportuniste du groupe parlementaire on se méfie un peu lorsqu'il préconise un gouvernement ouvrier devant comprendre non seulement les ouvriers, mais aussi des groupes bourgeois.

Je vais ajouter quelques mots sur la résolution qui vient probablement que la majorité de la centrale du Parti norvégien n'est pas d'accord avec la dernière lettre de l'Exécutif au Parti, comme d'ailleurs sur diverses autres questions. Si nous adoptons cette résolution, nous devons aussi approuver ce que la majorité de la direction centrale, dont nous sommes ici les représentants, ne veut pas accepter. Nous ne pourrions donc adopter cette résolution que si elle est transformée de façon à n'exprimer d'approbation à l'Exécutif que d'une façon générale et non dans les cas séparés, lesquels devront être exclus jusqu'à ce qu'ils aient été traités dans les commissions. Nous ne voterons cependant pas contre la résolution, car on pourrait interpréter notre vote comme une opposition globale contre l'Internationale, ce qui n'est pas le cas. Si donc la résolution n'est pas modifiée, nous ne participerons pas au vote ; je parle ainsi seulement au nom des représentants de la majorité de la direction centrale du Parti, c'est-à-dire au nom de trois membres de la délégation. *(Quelques applaudissements.)*

**BOUKHARINE.** — Chers camarades, il est étrange qu'à ce Congrès mondial du communisme international, pas un orateur n'ait parlé jusqu'à présent de la situation internationale, de la situation dans tous les Partis. Presque tous les orateurs ont parlé exclusivement de la situation dans leur Parti respectif. Même notre ardente camarade de Berlin, Ruth Fischer, s'est occupée exclusivement de l'organisation de Berlin ou à la rigueur du Parti allemand, alors que nous discutons en ce moment le rapport de Zinoviev, qui analyse la situation dans toute l'Internationale. Après cette analyse, nous pouvions attendre de nos amis des différents Partis frères un débat portant précisément sur cette situation générale.

Comme vous le savez tous, il y a à l'ordre du jour plusieurs articles traitant la situation dans les différents Partis ; nous aurons donc l'occasion de nous en entretenir plus en détail. Nous sommes encore trop social-démocrates, et c'est pour cela que nous ne sommes pas encore habitués à analyser la situation dans l'ensemble de l'Internationale. Je voudrais essayer de le faire maintenant, en étudiant la tactique de l'Exécutif dans toute l'Internationale à l'égard des divers groupements et tendances. Nous devons dire si l'Exécutif de l'Internationale Communiste a bien agi. La question se divise en deux parties.

Premièrement : l'Internationale a-t-elle bien apprécié les différentes tendances existant dans son sein ? A-t-elle suivi une bonne tactique en politique intérieure ?

Et deuxièmement : a-t-elle bien défini sa tactique générale ?

Voilà les deux grandes questions auxquelles il nous faut répondre. Au sein de l'Internationale, je distingue différents courants et tendances tactiques. Je vais les énumérer :

- 1° Les tendances centristes ;
- 2° Les tendances semi-réformistes ;
- 3° Diverses formes intermédiaires en Partis syndicalistes, en Partis réformistes, ou contenant à la fois ces deux courants ;

- 4° Enfin la Gauche proprement dite. (J'entends par la Gauche les groupements qui commettent les erreurs dites de Gauche.)

Nous avons enfin le noyau véritable de l'Internationale, qui, nous l'espérons, suit la bonne voie.

Les tendances centristes sont celles qui se font jour le plus dans toute l'Internationale, et aussi à ce Congrès en la personne des représentants de deux Partis : une fraction du Parti français et une fraction du Parti norvégien, dont le représentant (de la minorité) vient de parler ici.

La tendance centriste en France est une survivance de l'ancienne mentalité social-démocrate. Mais elle se donne un certain masque en acceptant tout ce qu'on lui demande. On lui pose 21 conditions ; elle les accepte. On lui propose de bonnes résolutions sur l'action du Parti : ces résolutions sont aussitôt adoptées à l'unanimité, même sans discussion, par acclamations. *(Rires.)* On approuve toujours tout ce que la dictature moscovite désire, quitte à la maudire plus tard de toute son énergie communiste ; mais on souscrit à tout ce qu'elle veut. En apparence, on est parfaitement loyal ; mais le danger est que tout reste sur le papier. Après l'adoption d'aussi bonnes résolutions, on ne fait rien pour les appliquer.

Les écarts tactiques évidents qu'on se permet n'ont jamais été formulés. On n'a jamais essayé de définir son point de vue divergent. Un des camarades français l'a justement remarqué, et c'est un des rares points justes de son discours, la Gauche discute toujours les choses à fond, tandis que les centristes font toujours des réserves, de sorte qu'on ne sait jamais ce qu'ils veulent. Voilà le plus dangereux. Quand nous considérons les centristes français, nous pouvons caractériser ainsi leur tactique : une lutte pour la conquête du pouvoir, mais dans le cadre de leur Parti. *(Rires.)* Quant à la physionomie que le Parti montre aux masses, elle ne sert en rien le mouvement ouvrier. La lutte syndicale, c'est-à-dire l'essentiel, la substance de la vie sociale en France, se passe en dehors du Parti. Il ne s'en soucie même pas. On peut le remarquer dans le travail des sections, au Comité directeur, dans l'organe central du Parti. Nous devons le dire à nos camarades français : l'*Humanité* n'est pas un journal communiste, quoiqu'il donne des promesses pour l'avenir. Lorsque les camarades français s'occuperont davantage de la vie du prolétariat, ils pourront faire valoir d'une manière beaucoup plus forte que jusqu'à présent leur influence sur les ouvriers. Au sein de cette tendance centriste, nous remarquons un fort courant pacifiste et humanitaire, dont la seule vertu est de continuer les traditions bourgeoises.

Dans le Centre, nous remarquons même une tendance anti-communiste, c'est-à-dire dirigée contre la discipline internationale. C'est un des plus grands dangers au sein de l'Internationale et nous devons absolument le combattre.

Pour ce qui est du Parti norvégien, voyons ce que nous a dit le camarade de l'aile droite qui vient de parler ici. Le nom du journal, le *Social-démocrate*, n'est, dit-il, qu'un nom, un assemblage de lettres, rien de plus. (*Rires.*) Mais pourquoi nous appeler social-démocrates ? Est-ce par amour pour certaines lettres ? Nous pensons que le nom est un symbole qui détermine une ligne politique. Pendant deux ans, nous avons toléré les journaux « social-démocrates » : ne pensez-vous pas que ce nom a eu quelque influence sur le contenu ? Nous pourrions démontrer ici, et nous le ferons, que ces journaux sont au moins en partie social-démocrates par leur contenu. On peut voir assez souvent des articles dirigés contre l'Internationale Communiste. C'est l'absolue vérité, et lorsque le camarade norvégien nous dit que ce n'est que chicanerie, qu'en janvier (après deux ans et demi) tout ira mieux, je dois lui répondre : bien des fois on nous a fait cette promesse, mais en vain. Que devient la discipline internationale ? Le camarade oublie complètement d'en parler. Nous avons bien souvent répété que les décisions de l'Internationale, les décisions de l'Exécutif et toutes les décisions de nos Congrès interdisent la prolongation de cette situation, et on vient nous dire aujourd'hui que c'est de la chicane ! Non, camarade, ce n'est pas là une bagatelle. Après toutes les décisions de l'Internationale, ce n'est pas une bagatelle. C'est une question de discipline.

Il y a en outre, là, une tromperie dont je dois parler. Certains éléments centristes et semi-centristes constituent une catégorie à part en ce qu'ils se présentent toujours sous un masque de Gauche. Nous avons deux sortes de critiques contre notre programme : les unes portent sur la question agraire, les autres sur la question des nationalités. Dans la question agraire, notre ami Serrati nous a violemment critiqués d'un point de vue Gauche. Quelle sorte de marxisme faites-vous là, disait-il, lorsque vous partagez la terre entre les paysans petits-bourgeois ? Vous cédez à la petite-bourgeoisie, tandis que nous, vrais révolutionnaires, marxistes orthodoxes, nous faisons la guerre à cette canaille de petite-bourgeoisie. Comme cela sonnait bien ! L'expérience a prouvé que ce n'était que tromperie. Le camarade Serrati lui-même, je l'espère, ne le nierait plus. Il y avait quelque chose de pourri au fond. De même pour la question des nationalités. Ici aussi nous avions un adversaire de principe : Lévi. Vous cédez tout, disait-il. Qu'est-il resté de votre orthodoxie ? Nous avons vu ensuite la magnifique évolution de l'ex-camarade Lévi. Cela nous démontre le fond de l'histoire. C'était le masque dont les tendances opportunistes cachaient leur véritable nature. Nos mencheviks et nos socialistes-révolutionnaires crient sur tous les toits qu'ils sont contre la nouvelle politique économique, qu'ils représentent les véritables intérêts des ouvriers. C'est une ruse de guerre que nous devons démasquer.

Voyons maintenant quelques exemples concrets. Prenons les camarades français. Leur caractéristique en matière tactique, c'est la passivité. Ils ne soutiennent aucune grève, mais ils ont un masque : les dangers du front unique. Que voulez-vous que nous fassions, disent-ils, avec des canailles qui ne sont même pas socialistes ? Vous venez d'en avoir une illustration en la personne d'un camarade très Gauche : j'ai nommé le camarade Duret. Il y a quelques jours, il était contre l'exclusion de Verfeuil et consorts. Il était et il reste un partisan de l'autonomie des syndicats, et voici qu'il vient nous accuser, nous, d'opportunisme. Il était, je le répète, contre l'exclusion

de Verfeuil. Ce Verfeuil est un pure canaille bourgeoise et voici que le camarade Duret vient nous dire : « Vous êtes une Internationale opportuniste, vous exigez de nous le front unique, vous voulez accepter Serrati », etc. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire, camarade Duret, que nous contemplons en votre personne un reste de réformisme au sein de l'Internationale et que vous voulez nous tromper avec vos phrases. (*Applaudissements.*)

Nous lisons les documents français. Nous nous réjouissons fort de savoir que vous êtes en train de vous améliorer (*Rires*) ; mais, en politique, les symptômes d'amélioration ne sont pas tout : il faut vérifier les faits (*Rires*) et voir l'aspect qu'ils auront plus tard. Nous voulons la preuve concrète, avant de vous croire complètement. Nous savons comment certaines personnes sont habiles à louvoyer, et lorsqu'un camarade vient ici parler avec assurance et presque avec mépris de l'Internationale, il ne nous reste qu'à répéter ce que Radek a dit à un camarade : « Soyez un peu plus modeste et donnez-nous la preuve de votre activité révolutionnaire ».

Quant aux arguments de fait du camarade Duret, voici ce que je puis en dire. Le premier — j'ai choisi le plus frappant — était celui-ci : on ne peut pas manœuvrer notre Parti, car ce Parti est incapable de manœuvrer. C'était le premier argument contre le front unique et cet argument avait déjà été présenté par notre ami Bordiga. Je dis, moi, que c'est une conception tout à fait fautive de vouloir instruire un Parti, homme par homme jusqu'au dernier, et commencer ensuite à manœuvrer. Chez nous, les Partis commencent par manœuvrer bien qu'ils soient encore imparfaits et ce n'est qu'au cours de cette manœuvre qu'ils se forment. Si vous attendez que le Parti soit bon et si vous espérez ainsi obtenir un Parti satisfaisant, c'est que vous faites cette même tactique de passivité que vous critiquez dans le Parti français. Vous montrez du doigt nos camarades centristes en disant : voyez ces gens passifs qui ne veulent rien faire, et vous commettez vous-mêmes la même erreur en voulant attendre que votre Parti soit ce que vous le désirez. Un Parti ne se forge que dans la lutte, en France comme ailleurs.

Le camarade Duret nous donne ensuite un autre argument : les socialistes opportunistes, dit-il, ne voulaient pas marcher avec nous. Voilà un argument vraiment frappant. Vous nous prouvez votre innocence communiste par ceci que les opportunistes socialistes ne veulent pas marcher avec vous. Quel argument est-ce là ? S'ils ne sont pas d'accord avec vous, il faut les démasquer et diriger toute votre agitation contre eux. Tel est votre devoir. Vous devez exploiter cette faute comme toutes les autres fautes des social-patriotes, mais de nouveau cette maudite passivité vous en empêche. Vous êtes trop paresseux, je regrette de vous le dire. (*Applaudissements.*)

Le troisième argument, très comique, c'est que la tactique du front unique est excellente pour l'Allemagne. C'est ce que disent toujours les opportunistes. Même en Allemagne pendant la guerre on disait : Nous voulons bien soutenir la révolution en Russie, mais en Allemagne c'est autre chose. Vous argumentez de la même façon : en Allemagne les masses sont organisées, tandis qu'ici elles ne le sont pas. C'est pourquoi en Allemagne nous pouvons gagner les masses par la tactique du front unique, mais pas chez nous. Y a-t-il seulement un commencement d'argument dans tout cela ? Premièrement, vous avez des masses organisées, tout comme en Allemagne, et ensuite les masses même non organisées doivent

aussi se tourner vers vous. Si vous avez par surcroît quelques camarades bien organisés, ce noyau entraînera les couches non organisées beaucoup plus vite. Que signifie donc votre argument ? En Allemagne on appellerait cela nous donner la collique. (*Rires prolongés.*)

ZINOVIEV. — L'expression n'est pas parlementaire.

BOUKHARINE. — Zinoviev dit que ce n'est pas une expression parlementaire, j'en conviens, mais je ne suis pas parlementaire.

Permettez moi, camarades, de passer maintenant à une autre catégorie, celle qui tend à la fois vers la Gauche et vers le réformisme, et dont le type représentatif est le camarade Weithauer. Celui-ci a dit : Je suis de la Gauche, de l'opposition de Gauche. Je distingue entre les divers éléments de l'opposition tchèque et je choisis le camarade Weithauer comme celui qui s'efforce par tous les moyens de se faire le doctrinaire de l'opposition de Gauche. Or ce que le camarade Weithauer nous expose n'a rien de commun avec le communisme, mais rappelle bien plutôt le proudhonisme petit-bourgeois, depuis le commencement jusqu'à la fin. Il ne manque pas de drôles pareils dans le mouvement ouvrier d'Allemagne ; il y a par exemple un certain docteur Bernstein qui a préconisé la grève du ventre dans la lutte contre le capitaliste : les femmes ne feraient plus d'enfants et ainsi le militarisme serait supprimé. (*Rires.*) Le camarade Weithauer nous propose des moyens de ce goût pour casser l'échine au capitalisme ; notamment ceci : personne ne devra plus rien acheter au capitalisme sans cœur pour la classe ouvrière. Voilà qui est merveilleux ! Mais je ne sais comment le camarade Weithauer combattra les capitalistes qui ne sont pas sans cœur. Sa terminologie est tout à fait philanthropique. On dirait que c'est une femme philanthropique. On dirait que c'est une femme qui parle (*Rires*), et une aristocrate par-dessus le marché. (*Rires.*) Mais soyons sérieux, ce n'est pas là du marxisme. Théoriquement tout cela est faux, depuis le commencement jusqu'à la fin. Cette thèse suivant laquelle l'ouvrier serait plus exploité par le capital commercial que par le capital industriel est tellement absurde que je conseillerais volontiers au camarade Weithauer d'aller en première classe dans une école de préparation marxiste (*rires*), ce qui ne veut pas dire que ce soit là une théorie de première classe. (*Nouveaux rires.*) Donc, la base théorique est fautive, la tactique est ridicule, mais elle n'est pas seulement ridicule, elle est opportuniste, absolument opportuniste. Au lieu de prêcher la grève, l'insurrection des masses, etc., on nous propose de l'eau sucrée pour la bourgeoisie, mais non pour le prolétariat révolutionnaire, et on vient ensuite nous dire : Vous êtes une Internationale étrange, avec votre Parti russe qui a fait la Révolution d'Octobre. Camarades, tout cela est bien peu sérieux. Ce qui est plus sérieux, c'est que des idées aussi peu nettes trouvent des partisans et nous avons même pu voir que notre ami Bordiga a applaudi ce discours de Weithauer. Nous avons affaire à une manœuvre pleine de fausseté. Je ne prétends pas que ces camarades fassent cela en toute conscience, mais la question est secondaire de savoir s'ils agissent consciemment ou inconsciemment. C'est le résultat objectif qui nous intéresse. Le cas du camarade Weithauer peut être généralisé. J'ai entendu dire que Weithauer était philosophe, mais cette philosophie n'est pas du tout celle de la raison pure, c'est bien plutôt la négation de la raison. (*Rires.*)

Ce dont il s'agit ici, en ce moment, c'est de savoir si l'Exécutif a bien ou mal agi. L'Exécutif a immédiatement compris qu'il y avait dans l'opposition des éléments ouvriers honnêtes. Dans la question française l'Exécutif a mené une lutte énergique contre la Droite et exigé son exclusion. Quant au Centre, il a conseillé la patience à son égard, mais naturellement dans une certaine mesure. A-t-il bien agi ou non ? A mon avis, oui. Dans la question tchèque, nous savions que quelques ouvriers partageaient les idées du camarade Weithauer. Qu'avons-nous fait alors ? Nous avons remis les choses en l'état. Le Parti tchèque devait essayer de garder encore quelque temps dans ses rangs les ouvriers partisans de ces inepties. Vous déciderez si nous avons bien fait.

Je dois dire encore quelques mots au sujet des erreurs dites de Gauche, et d'abord sur celles de la camarade Ruth Fischer. Elles consistent dans l'exagération de certaines vérités. Dans quelques cas la critique était juste et Radek, qui n'appartient certes pas à la Gauche, a déclaré officieusement il est vrai que cette critique était fondée : mais la faute commence lorsque la camarade Ruth Fischer nous parle de réformisme et de révisionisme. Il n'y a là qu'exagération tout à fait illogique. Voilà quelle est l'erreur, nous devons la signaler franchement.

Une deuxième erreur importante que j'ai remarquée dans le discours de la camarade Ruth Fischer était contenue dans le passage suivant, que je résume à ma façon : « La force d'organisation est une survivance de l'esprit social-démocrate ». Nous ne devons pas donner à entendre que l'organisation n'est presque rien à nos yeux, alors que la bourgeoisie découvre chaque jour de nouvelles formes d'organisations. Le fascisme n'est pas la variante d'une organisation existant depuis longtemps, c'est une forme toute nouvelle adaptée à un mouvement nouveau et susceptible d'entraîner les masses. En d'autres termes, la bourgeoisie comprend fort bien qu'elle a besoin d'un Parti de masses et, je regrette de le dire, le camarade Bordiga ne semble pas comprendre cette vérité. Il s'agit là d'une forme d'organisation tout à fait nouvelle, et on ne saurait se permettre de dire que la forme d'organisation n'est rien. L'essentiel est naturellement la masse. C'est elle qui agira d'une façon décisive. Mais le noyau doit avoir une forme d'organisation et ce n'est pas là un souci exclusivement social-démocrate, mais qui intéresse tout Parti militant. (*Cris : Très juste !*)

Enfin j'en viens au troisième point. La camarade Fischer a dit qu'on a beaucoup combattu le Parti allemand à cause de la tactique putschiste et il en est résulté une certaine dépression. Cela est bien possible, mais on sait qu'il n'est jamais possible dans la vie de tout prévoir, de tout déterminer à l'avance. Et ce serait bien pour le Parti si nous avions combattu par avance le putschisme.

Et maintenant revenons au camarade Bordiga. Il a dit dans son introduction qu'il acceptait l'esprit de la tactique du front unique. Voilà qui est noblement dit. Voilà qui est exprimé avec un idéalisme spiritueliste. Mais, camarade Bordiga, c'est de l'esprit bien pauvre. (*Rires.*) Et nous avons besoin de quelque chose de plus consistant. La principale erreur de Bordiga consiste en ce qu'il ne cherche pas la logique vivante, mais veut fixer l'inconnu. Il veut faire tout d'abord inventaire de toutes les éventualités et élaborer ensuite toutes sortes de mesures de prudence pour ne commettre aucune erreur. (*Rires.*) Mais comme la vie est

extrêmement compliquée et qu'on ne saurait tout prévoir *a priori* voilà notre camarade Bordiga qui reste les bras croisés. Bordiga emploie plus loin les termes élasticité et électionisme comme synonymes. Ce que le Parti russe considère comme la plus grande conquête n'est pour Bordiga que manque de principe et cynisme petit-bourgeois. C'est évidemment une grande erreur, avec laquelle on ne saurait se tirer des difficultés de l'existence. Bordiga nous dit encore dans ses explications contre la tactique du front unique : d'abord le Parti, ensuite l'action du Parti. J'ai déjà parlé de cette erreur.

Le camarade Bordiga analyse fort habilement la discipline internationale. Il nous dit : Je suis centraliste, je suis même contre la centralisation fédéraliste, car je suis pour la centralisation absolue de l'Exécutif. Mais il ajoute aussitôt : nous ne sommes cependant pas des soldats et l'Internationale n'est pas une caserne ; les usages de l'armée ne sauraient être mécaniquement transportés dans l'Internationale. Nous exigeons donc pour les Partis une autonomie nationale bien plus grande. Le camarade Bordiga a beaucoup parlé de contradictions logiques. Mais ce qu'il nous dit là n'est pas une contradiction, c'est un contre-sens. Ici encore il y a une petite fausseté, quoique, il est vrai, d'une nature plus élevée. C'est une mauvaise plaisanterie, la discipline internationale traduite de la manière suivante : L'Internationale a tous les pouvoirs, mais nous restons autonomes et nous agissons comme nous le voulons.

Encore une remarque. Voyez la situation actuelle en Italie. Tout exige l'union des forces prolétariennes. Le problème le plus essentiel est celui de l'union dans une même organisation avec le Parti Socialiste, et Bordiga ne nous en dit pas un mot. Tout son discours n'est qu'un essai de philosophie bergsonienne sur l'action. Ce n'est pas là de l'action. Pas un mot du problème concret. Voilà encore une manifestation de cet esprit pauvre qui ne saurait être un bon instrument de la lutte prolétarienne.

Nous saisissons là des restes de l'esprit de secte et de dogmatisme. Le Parti italien, qui a fait d'excellente besogne, a commis aussi des fautes dans la question agraire, dans la question des « arditi del popolo », etc. Toutes ces fautes ne sont que l'expression et la conséquence logique des fautes qui apparaissent dans le discours de Bordiga.

Camarades, quelle que soit l'attitude de l'Exécutif, de notre organisation internationale, à l'égard de ces questions, le fait est que nous avons redressé ces erreurs de Gauche, et cela non pas d'un point de vue de Droite ou de Gauche, mais tout simplement du point de vue de la véritable tactique prolétarienne. Cette tactique n'a pas besoin d'être de Gauche ou de Droite, elle doit seulement s'adapter à la situation concrète du prolétariat de tel ou tel pays. C'est pourquoi je vous demande d'approuver la tactique de l'Exécutif et de l'appuyer à l'avenir jusqu'à ce que tout le prolétariat soit avec nous. *Applaudissements.*)

CARR (Amérique). — Camarades, bien que Boukharine estime que c'est une faute, lorsque la délégation d'un Parti ne s'occupe que de ce qui intéresse ce Parti, je m'en vais tout de même commettre cette faute. C'est peut-être le mieux ; en tout cas, c'est le plus sûr pour un Parti aussi petit que le nôtre et qui a si peu d'expérience, comme l'a dit ici Zinoviev et comme cela est en réalité.

Pour commencer, je pourrai dire que les paroles que je prononce ce soir, je les prononce au nom du Parti. Oui, au nom du Parti Communiste américain, je déclare que nous sommes tout à fait d'accord avec la tactique observée par l'Exécutif au cours de l'année écoulée. Cela concerne non seulement l'ensemble de cette tactique, mais aussi les décisions concrètes prises par l'Exécutif pour l'Amérique.

D'abord, je parlerai des principes généraux. Nous avons reçu du 3<sup>e</sup> Congrès le mot d'ordre : « Travaillez au sein des masses ! » Il est vrai que fort longtemps, en Amérique, a régné une conception erronée des tâches du Parti Communiste. Mais, actuellement, il reste très peu de camarades américains, à tel point efficace a été la propagande sous ce mot d'ordre, qui, comme le dirait le camarade Radek, estiment vertueux de se promener dans la solitude sous les étoiles en attendant la belle aurore, avec l'apparition de laquelle le soleil rouge de la Révolution viendra leur éclairer la face. Actuellement, presque tous les membres du Parti comprennent que sa tâche consiste à agir sur les masses et qu'il ne faut pas borner toute son activité à des causeries entre camarades communistes, mais qu'il faut répandre son influence sur les diverses organisations ouvrières. Personne ne se prononce plus à l'heure actuelle, dans le Parti américain, contre ce mot d'ordre.

La deuxième devise, celle du front unique, a également trouvé en Amérique un sol propice. Cependant la situation était différente de celle des pays européens. C'est tout naturel, car en Amérique il n'y a pas de Parti ouvrier, il n'y a pas de Parti Socialiste ralliant les masses. Les socialistes jaunes continuent à y piétiner sur place comme une sorcière en incantation, mais personne ne s'occupe plus d'eux et les masses ne leur obéissent plus. Lorsque ce mot d'ordre du front unique nous arriva, certains malentendus, comme il est naturel, surgirent dans le Parti à son sujet. Quelques camarades comprenaient cette formule comme un ordre d'entrer en accord avec les politiciens et les chefs du Parti Socialiste de même qu'avec les autres organisations ouvrières. C'est à ce point qu'on proposa même, comme nous posions la candidature d'un de nos camarades aux élections, de la retirer au profit de Meyer-London, socialiste jaune, dont il nous aurait fallu soutenir la candidature. Mais cette opinion a cessé de régner actuellement dans le Parti, où tout le monde a compris qu'il ne s'agit pas du tout de cela, mais bien d'une action qui nous permettrait de réaliser certaines mesures contre la bourgeoisie, de concert avec toutes les organisations ouvrières.

J'en viens aux questions concrètes. Comme vous ne l'ignorez pas, il y a en Amérique un Parti Communiste illégal dont les groupes sont organisés clandestinement. Tout d'abord il y avait deux Partis. Ils furent, en mai 1922, fondus en un seul. Après ce fusionnement, une question se posa au premier plan : comment ce Parti agira-t-il sur les masses ? Comment réaliser le mot d'ordre de l'Internationale ?

Dans cette occurrence, plusieurs pensèrent qu'il serait indispensable d'organiser un Parti légal, afin de pouvoir mieux pénétrer dans les masses et influencer sur elles de l'intérieur. Cette question : organiser ou ne pas organiser un Parti légal, divisa le Parti. Elle a été débattue à Moscou. Des thèses furent écrites à ce sujet et nous les avons adoptées : il en ressortait qu'il fallait organiser un Parti légal. Des mots d'ordre furent formulés,

des revendications partielles avancées. Il fut déclaré avec netteté qu'il ne fallait pas dissoudre le Parti illégal, mais que l'action clandestine devait être poursuivie activement, renforcée même, et qu'en dehors de ce Parti illégal, un Parti légal devait être édifié comme instrument du Parti Communiste, afin de mieux pouvoir agir parmi les masses. Voilà les thèses qui ont été adoptées en Amérique. Elles furent accueillies avec joie par l'immense majorité des membres du Parti. Il est vrai que certaines voix se firent entendre contre elles : elles émanaient des deux extrêmes. L'opposition de Gauche, qui était en dehors du Parti, prit position contre les thèses : elles étaient défavorables à sa propagande. Mais même à l'intérieur du Parti ces thèses ne furent pas admises par tous les camarades. Ceux qui les estimaient fausses disaient qu'elles étaient basées sur de mauvaises informations et que l'Exécutif ne savait pas quelle était la situation en Amérique. C'est ce qui expliquait l'envoi de ces thèses erronées. Mais, quoi qu'il en soit, ces thèses ont été officiellement adoptées et la discussion des questions qui y étaient traitées dura des mois. Un grand litige surgit à leur sujet. C'est sans doute ce qui a fourni au camarade Zinoviev l'occasion de dire que de grands conflits de fraction déchirèrent le Parti américain. Ces conflits sont déjà le domaine du passé. Les questions débattues cet été ont été solutionnées par notre Congrès avec l'appui actif du représentant de l'Internationale qui y assistait. Sans doute en parlera-t-on encore ici. Ce sont les grondements d'un orage qui est déjà éloigné. La vraie tempête soulevée par ces questions est déjà passée et les thèses qui nous ont été envoyées par l'Internationale sur les tâches immédiates du Parti Communiste, ces thèses où il était parlé du Parti illégal et du Parti légal, sont actuellement adoptées par l'écrasante majorité, je puis même dire par les 9/10 des membres du Parti : elles sont reconnues adéquates aux conditions américaines.

L'Exécutif de l'Internationale a invité l'hiver dernier le Parti à convoquer de nouveau son Congrès. Les camarades de l'Opposition de Gauche qui étaient venus ici pour protester et pour revendiquer le nom de Parti Communiste américain requerront l'ordre de réintégrer le Parti, en même temps que le Parti lui-même recevait l'ordre de les reprendre dans son sein. L'unité du Parti américain fut ainsi décrétée par l'Exécutif. En cette occurrence encore, l'Exécutif a agi excellemment. Telle est actuellement l'opinion de l'immense majorité du Parti. Mais naturellement cet ordre a, lui aussi, rencontré une certaine opposition. Les Gauches qui avaient déjà scindé le Parti ne voulaient pas le réintégrer, et un certain nombre des chefs de la « Droite » ne voulaient pas les voir revenir. Officiellement, ils se déclarèrent prêts à les admettre à nouveau, mais en fait ils saluèrent les réintégrant avec beaucoup moins d'empressement qu'on aurait pu s'y attendre. Cette question-ci, comme les autres, souleva une grande discussion entre ceux qui désiraient véritablement l'unité du mouvement communiste américain, qui voulaient que tous ceux qui ont le droit de s'appeler communistes soient au sein du Parti, et d'autre part ceux qui croyaient pouvoir mieux servir le Parti une fois débarrassés de ces éléments de Gauche. Après une discussion qui se prolongea des mois, l'ordre de l'Exécutif fut enfin réalisé et ces derniers temps les deux fractions sont de nouveau unies sans réserve. Le représentant de l'Internationale Communiste, qui était alors en Amérique, a grandement contribué à cette fusion. Là

encore, le Parti américain doit déclarer hautement que l'Internationale avait raison.

Maintenant il faut que j'indique deux ou trois petits détails que j'ai remarqués dans le rapport du camarade Zinoviev.

Le camarade Zinoviev dit que nous avons un Parti très peu nombreux. C'est vrai. Il dit encore qu'il y a en Amérique un fort mouvement de Gauche parmi les ouvriers et qu'il n'est pas bien certain que nous ayons adopté la voie qu'il faut. Or le mouvement ouvrier de Gauche est pour une grande partie le fruit de notre action. Les militants de notre Parti agissent dans les noyaux syndicaux et quelques-uns des principaux chefs syndicaux qui ont été à Moscou ont été entraînés ici, sous l'influence du Parti Communiste, dans le mouvement syndical. Par conséquent il n'est pas tout à fait exact de tracer cette ligne de démarcation entre notre Parti, si peu nombreux, et l'orientation vers la Gauche du grand mouvement syndical. C'est une erreur. Le Parti agit dans les syndicats non pas encore avec la justesse qu'il faudrait, mais tout de même il apprend chaque jour mieux comment il faut s'y prendre pour marquer son influence, pour diriger tout le mouvement ouvrier de Gauche contre les compères de la Droite et pour orienter dans le sens de la Révolution l'opposition ouvrière.

Aussi donc, camarades, nous avons actuellement, en Amérique, grâce surtout à la ligne judicieuse qui nous a été tracée cette année par l'Exécutif de l'Internationale, un Parti uni et agissant dont l'immense majorité des membres est d'accord sur toutes les questions soumises au Parti. Nous tenons à déclarer que le Parti américain est une preuve de l'excellente action de l'Exécutif de l'Internationale et que ce Parti espère et croit fermement que l'action devra être poursuivie l'année prochaine avec la même intensité et la même orientation.

F. FAURE. — Camarades, nous conformant à la décision si judicieuse de l'Exécutif, qui a décidé que les questions intéressant les conflits dans les sections nationales soient réservées pour les commissions compétentes, je dois déclarer tout d'abord que c'est moins en orateur de tendance que je prends la parole ce soir, mais surtout et avant tout à l'occasion de la discussion du rapport de notre camarade Zinoviev, en orateur qui ne veut être que le porte-parole du Parti Communiste de France.

Sur le rapport de notre camarade Zinoviev, accord complet sur les grandes lignes.

Il est de fait que, dans l'ensemble des pays les plus importants du monde, la situation de la classe ouvrière, après avoir connu une période de grand trouble et de crise excessive, paraît à l'heure actuelle s'être légèrement améliorée, et on peut dire que c'est le cas pour nous. Quelle est la situation de notre pays ?

Je sais bien que notre camarade Boukharine a dit tout à l'heure que la plupart des orateurs que se sont succédé à la tribune n'avaient fait que parler de leur pays. Mais c'est de l'ensemble de tous les renseignements que fournissent les orateurs successifs sur leurs pays qu'une synthèse peut être faite et qu'on peut arriver à se faire une opinion raisonnée et véritable sur la situation internationale.

Je ne me vois pas bien apporter des renseignements personnels sur les sections voisines, alors que ceux qui appartiennent à ces sections me paraissent beaucoup plus qualifiés pour le faire. Je vais essayer d'apporter, dans la faible mesure de mon possible, quelques renseignements sur la situation de mon pays.

Il s'agit évidemment de la situation de la classe ouvrière.

Je disais que cette situation paraissait être légèrement améliorée. J'ai dit : « elle paraissait », parce que, dans la réalité, si cette amélioration est apparue, elle consiste uniquement, en quelque sorte, dans la disparition du chômage. Certes, il y a quelques chômeurs en France ; mais, après la crise terrible que nous avons traversée il y a environ deux ans, on peut dire que cette crise s'est estompée. A l'heure actuelle, on peut dire que les chômeurs sont en quantité négligeable dans notre pays. Cette crise avait atteint des centaines de milliers de travailleurs. A cette occasion, nous avons pu nous rendre compte que le travail communiste de la propagande, de l'action et de l'organisation a été profitable, au moins dans notre pays de France.

C'est, en effet, dans le pays où autrefois les travailleurs qui chômaient avaient arboré cette formule à jamais fameuse : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

A l'occasion de cette crise de chômage, nous avons pu nous rendre compte que la bourgeoisie avait senti qu'il pourrait en résulter un danger pour ses privilèges, si le chômage non seulement persistait, mais continuait à s'aggraver.

Personnellement, dans le centre ouvrier où j'ai l'honneur de militer pour notre Parti, j'ai fait une active propagande pour ouvrir les yeux aux travailleurs sur les conditions véritablement curieuses dans lesquelles ce chômage se produisait.

Quelle est la propagande que nous aurions à mener si une nouvelle crise de chômage éclatait ? Nous disons aux travailleurs en France : « Vos gouvernants vous ont dit que vous étiez le pays de la victoire pendant toute la guerre. Ne vous disaient-ils pas : il faut absolument que vous remportiez cette victoire, car si c'est l'échec pour votre pays, c'est la misère pour les travailleurs au lendemain de la guerre. Ils ajoutaient : si, au contraire, c'est la victoire, si vous tenez jusqu'au bout, c'est une ère de prospérité, de travail intensif. La France eût été transformée en un véritable pays de cocagne.

« Voici maintenant la réalité :

« Vous avez eu la victoire, on vous a fait tenir jusqu'au bout. Résultat ? Quinze cents mille morts, huit cents mille écopés, la misère pour vous et le chômage. »

Vous voyez donc, camarades, sur quel plan nous pouvons faire notre propagande. Le travail manquait sur le marché par suite de la guerre. Il y avait quinze cents mille morts, et cependant il n'y avait pas de travail pour les survivants. C'était une manifestation éclatante du désordre du régime capitaliste. C'était la démonstration qui s'imposait aux yeux des travailleurs, dans l'esprit desquels il est si difficile de faire pénétrer notre propagande, quand nous n'avons pas, pour l'appuyer, des faits concrets comme ceux-ci.

Nous avons insisté particulièrement sur cette question, et je peux dire que notre propagande a porté ses fruits.

Il y a également, à l'heure actuelle, une crise de vie chère, une crise des salaires ; on peut affirmer, dans notre pays, que les salaires ont été considérablement diminués. Ainsi, dans la corporation des mineurs, on a, depuis quelques mois, diminué les salaires d'environ 3 francs par jour, et on se propose encore de faire de nouvelles diminutions. Le coefficient du prix de la vie est calculé presque officiellement à raison de 3,5. Avant la guerre, le salaire était d'environ 6 francs par jour ; par conséquent, pour arriver à un sa-

laire normal, il faudrait aujourd'hui de 18 à 20 francs par jour.

On peut affirmer que, d'une manière générale, la moyenne habituelle du salaire l'ouvrier, au moins pour la région dans laquelle j'habite et mène ma propagande, est d'environ 12 francs par jour.

Il en résulte non pas un état de misère comparable à celui des ouvriers d'Allemagne, d'Autriche ou d'Italie, mais tout de même un état qui voisine de la misère. Si l'offensive du capitalisme se poursuit et si une nouvelle diminution du salaire en résulte, la vie deviendra de plus en plus difficile pour les travailleurs et, par conséquent, nous serons placés sur un terrain favorable pour faire notre propagande.

Cette diminution des salaires est encore aggravée en raison de la vie chère. L'impunité assurée à ceux qu'on appelle les mercantis, les spéculateurs et, d'autre part, la diminution des salaires dans l'ensemble du pays, font que la situation économique des travailleurs devient de plus en plus difficile, et notre propagande, par conséquent, donne de meilleurs résultats.

Il y a aussi la crise du logement qui pèse lourdement sur les masses ouvrières. Les loyers augmentent de plus en plus. On ne construit pas. Alors qu'on a pu dire, en Allemagne par exemple, qu'on avait construit 170.000 maisons, alors que l'Angleterre a consacré une quinzaine de milliards pour la construction d'habitations à bon marché, on y a consacré victorieusement, en France, 300 millions. Nous sommes en république. Il nous suffit d'avoir le mot, nous n'avons pas besoin d'avoir la chose, et l'Etat n'intervient pas pour protéger la classe ouvrière.

Toutes ces considérations font prévoir pour la classe ouvrière française, le sort malheureux et misérable de toute la classe ouvrière de l'Europe et du monde entier.

Cette situation est encore aggravée par la crise financière, crise financière à laquelle Zinoviev a fait allusion dans son rapport et aux termes de laquelle, ainsi que l'expliquait très bien Cachin, dans un lumineux article de l'*Humanité* dans lequel il développait les opinions de M. Bokanowski, un financier émérite du Parlement français, il en résulterait qu'en 1929 nous aurions une dette de 430 milliards et que tout le budget actuel ne serait pas suffisant, même si l'Allemagne payait, pour faire face aux charges administratives des dettes publiques et des intérêts.

Par conséquent, vous voyez où nous allons si l'Allemagne paie. Or, il faut dire qu'en France, personne même ne croit plus à la réalisation de ce miracle. Personne ne peut croire à la possibilité de faire saigner les pierres. Nous pouvons nous rappeler ce proverbe : « Où il n'y a rien, le diable perd ses droits ».

Lorsque, récemment, cette phrase : l'Allemagne paiera, a été rapelée à la tribune du Parlement français, tous les parlementaires se sont mis à rire ; personne ne veut plus prononcer ce mot, tant il est évident que l'Allemagne ne pourra jamais payer.

Personne ne veut payer. Les bourgeois français pas plus que les autres. La bourgeoisie compte sur le prolétariat français, ce qui explique l'offensive du capital, et il en est de même dans tous les pays du monde. Offensive directe contre les salaires, les heures de travail ; impôt sur les salaires, sur le chiffre d'affaires ; charges écrasantes qu'on fait peser de plus en plus sur la masse productrice et sur les masses populaires.

Nous pouvons par conséquent affirmer, sans

crainte de nous tromper, qu'on peut considérer la situation de notre pays comme une situation révolutionnaire, et qui deviendra de plus en plus révolutionnaire.

Donc, les postulats de l'Internationale, à propos de l'unité de front révolutionnaire, viennent à point dans notre pays pour que nous puissions envisager toutes les éventualités qui peuvent se présenter à l'avenir.

On a beaucoup médité de la conduite du Parti français. Je n'en veux pas même à ceux qui ont apporté les critiques les plus vives. Cela prouve, à mon sens, que si l'on nous critique beaucoup, c'est que l'on compte beaucoup sur nous, et l'on fait bien de compter sur nous.

Seulement, il ne faut pas oublier que, tout de même, si nous avons le bonheur douteux d'être gouvernés dans notre pays par le Bloc National et par la séquelle de M. Poincaré, appuyé par une armée formidable, si la France est devenue le chien enragé de la réaction, comme on l'a dit, menaçant toute éventualité de révolution dans le monde, en commençant par l'Allemagne ; s'il est vrai qu'elle a été l'initiatrice de ce que M. Poincaré appelle le fil de fer barbelé, dont on voulait entourer la Russie, ce n'est pas notre faute. Il ne faut pas oublier que notre armée ne se contente pas de menacer l'Allemagne, nous l'avons aussi sur le dos, et c'est de cela que je vous demande de tenir compte.

Cela ne veut pas dire que nous n'aurons pas le courage nécessaire pour faire notre devoir, mais quand nous considérons la situation possible de demain, quand nous considérons les efforts de la bourgeoisie, qui a conscience des dangers qui menacent ses intérêts, nous avons le droit de demander à l'Internationale de nous faire crédit, et de nous faire confiance et de comprendre les énormes difficultés en présence desquelles nous nous sommes trouvés. Nous lui demandons également de se rendre compte des efforts que nous avons dû faire pour réaliser dans toute la mesure du possible les résolutions prises et pour continuer dans cette voie, afin que dans un avenir prochain nous soyons dans l'Internationale un des meilleurs Partis Communistes du monde.

D'ailleurs, c'est pour nous, non seulement un devoir d'obéissance, mais c'est aussi l'instinct de la conservation. Imaginons qu'il n'y ait pas eu de Révolution russe, pas de 3<sup>e</sup> Internationale, mais tout de même cette guerre impérialiste de la liquidation de laquelle il s'agit aujourd'hui. Croyez-vous que nous-mêmes nous n'aurions pas senti la nécessité de réfléchir à l'action que nous aurions à mener ? Il aurait suffi de considérer pour cela ce que faisait en face de nous notre bourgeoisie. On a parlé du fascisme, de l'organisation identique qui fleurissait en Allemagne, mais dans notre pays nous ne sommes pas à l'abri. La bourgeoisie s'organise, dans la France du Bloc national. Elle a organisé ce qu'on appelle l'Union civique des volontaires de l'ordre. L'organisation de ces volontaires de l'ordre est placée sous le patronage des préfets. Et tous ces volontaires qui ont commencé à se faire la main à l'occasion des grèves de 1920 en grimant sur les locomotives ou en remplaçant les chauffeurs sur les automobiles, qui ont d'abord commencé leur misérable mission capitaliste en qualité de briseurs de grève, sont d'après les documents officiels, équipés à la moderne et pour qu'ils ne se trompent pas, on leur a donné des paquets de cartouches.

Voilà ce qui nous attend demain.

Il y a aussi, à l'heure actuelle, toute une orga-

nisation de gendarmerie mobile qui s'effectue. Rien que pour la région stéphanoise, 200 gendarmes sont prévus. Dans un centre ouvrier, comme celui de Saint-Etienne, on sait ce que cela veut dire. Non seulement la bourgeoisie a pris ces différentes mesures, mais en ce moment elle projette de nationaliser la police municipale.

Donc, il n'y a pas de doute, la bourgeoisie sait ce qui lui est réservé demain. Elle prend toutes ses précautions les plus indispensables et elle pense que la classe ouvrière, voyant que la bourgeoisie se ramasse sur elle-même, n'aura pas le geste que devrait lui dicter son instinct de conservation.

En France, les capitalistes se serrent les coudes autour du coffre-fort.

Ce simple examen de la situation indique que la classe ouvrière de notre pays pense d'elle-même à réaliser le front unique de tous les révolutionnaires. Nous pensons qu'il est nécessaire de réaliser le plus rapidement possible l'entente indispensable entre tous les militants des organisations syndicales et des organisations politiques et de se sentir les coudes pour résister à la contre-révolution préventive de la bourgeoisie.

Réaliser l'unité de front révolutionnaire, c'est la première besogne qui nous incombe. Si nous ne faisons pas cela, nous serions incapables de nous défendre, parce que ce n'est pas quand la déflagration se produira qu'il s'agira de se mettre d'accord. Pourquoi vraiment pourrait-il y avoir la moindre hésitation ? Est-ce que, par exemple, on peut continuer à se livrer à des discussions byzantines sur le plus ou moins de valeur révolutionnaire de telle ou telle organisation ?

On n'avait pas eu le temps de s'habituer en France à l'idée de la liaison organique, par exemple. Mais la liaison organique a été réalisée au Havre : communistes et syndicalistes ont connu les douceurs de la liaison organique dans les prisons de la République française. Il est préférable de la réaliser pour se défendre plutôt que pour subir les rigueurs de notre gouvernement. Cet argument nous est d'ailleurs donné par les précédents de l'Histoire.

Il s'agit seulement de remonter à l'expérience douloureuse et sanglante de la Commune, pour se rendre compte que nous n'avons plus à nous illusionner sur l'attitude de la bourgeoisie ; ses gendarmes, son union civique, son armée, nous montrent qu'il est nécessaire de nous préparer.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il y aura unanimité complète dans notre Parti de France pour que soit bientôt réalisé le front unique de tous les révolutionnaires.

Quand nous aurons réalisé le front unique, nous aurons naturellement plus de crédit pour aller dans les masses et leur faire comprendre qu'il faut que les travailleurs s'unissent pour la défense de leurs intérêts. Ce sera tout profit parce que nous aurons la possibilité de prendre position et de forcer les chefs réformistes à montrer ce qu'ils ont dans le ventre.

Voilà rapidement esquissée notre position. Elle est la position de l'Internationale, soit en ce qui concerne les rapports du Parti avec les syndicats, soit en ce qui concerne le front unique de tous les travailleurs.

Il était nécessaire de faire cette déclaration et je répète que c'était pour la faire que j'ai préféré ne pas céder aux sollicitations qui auraient pu m'assaillir à la suite des attaques portées à cette tribune contre le Parti français.

Il me sera permis en passant, cependant, de le regretter. Il m'avait semblé que dans les décisions qui nous avaient été communiquées on réservait pour les commissions compétentes, toutes les questions de conflits. On ne pouvait pas éviter qu'on en parle à la tribune, mais, en tous les cas, nous tenons à affirmer que, réserve faite de la solution générale qui émanera de la commission française, l'on peut rendre justice à tous les efforts que nous avons faits. Nous pensons que l'on tiendra compte de la déclaration formelle que nous faisons. Nous entendons demeurer des soldats fidèles à la 3<sup>e</sup> Internationale. Nous ne sommes pas de ceux... Je vois sourire notre camarade Souvarine, je ne sais si c'est cette déclaration qui le fait sourire...

RIEU. — Non, c'est ton discours.

Ferdinand FAURE. — C'est le discours ? Eh bien, vous me permettez de vous dire que vous avez une drôle d'attitude.

Il est des camarades qui se dépensent pour une idée, qui disent que notre Parti est encore trop imprégné de l'esprit social-démocrate. Il en est qui font des efforts désespérés pour amener à eux tous les éléments susceptibles d'y venir, et quand ils amènent des camarades qui avaient compris depuis longtemps et qui, même s'ils n'avaient pas compris depuis longtemps, n'en auraient que plus de mérite, quand ces camarades viennent affirmer à une tribune de Congrès leur profonde conviction ancienne ou nouvelle, même nouvelle, si vous voulez, cela fait sourire ? Le camarade me disait : « C'est ton discours qui me fait sourire »...

RIEU. — C'est un discours de réunion publique qui n'a pas sa place dans un Congrès de l'Internationale.

Ferdinand FAURE. — C'est peut-être ton opinion, tu aurais préféré qu'on apporte ici les ragots du Congrès de Paris. J'ai préféré, moi, renseigner l'Internationale sur ce qui se passe dans mon pays. Vous ne montrez pas que vous avez une conviction bien sincère d'amener à vous des éléments en prenant cette attitude. J'espère le démontrer.

Vous prétendez avoir l'appui moral de l'Internationale. Permettez-moi de vous dire qu'il semble que soit une marque de fabrique que vous dé-

défendiez. J'aurais voulu me dispenser de prononcer de telles paroles, mais votre attitude m'a permis de le faire. Elle ne changera en rien notre décision. Nous sommes au-dessus de ces basses considérations de personnes. Je suis de ceux — et cela peut vous faire sourire — qui depuis 25 ans, depuis leur jeunesse sont sur la brèche. Je n'ai jamais déserté mon organisation. Je n'ai jamais changé de Parti. Je suis venu à la 3<sup>e</sup> Internationale, j'y resterai. Si j'y suis venu, c'est pour rester ce que j'ai toujours été dans le passé. Soyez persuadé qu'en dépit des petites calomnies que vous répandez sur notre social-démocratie, il nous reste toute de même assez de jeunesse et de volonté pour que nous soyons capables de continuer notre action dans la norme qui résultera des travaux de ce Congrès.

Vous vous donnez en France comme les représentants de la Révolution russe et cela vous donne un petit air d'héroïsme qui vous va bien. Mais je rends hommage aux combattants de la révolution russe et j'ai le droit de vous dire que la peau du lion vous va très mal. Vous n'avez pas le droit de considérer la place comme une place de danger et de combat.

Nous savons en France à quelles extrémités nous pourrions être acculés ; nous savons le jeu que nous jouerons et vous le savez comme nous.

Quand des camarades vous parlent de bonne foi et quand, par toute leur action, ils devraient vous imposer au moins le respect qu'on se doit entre camarades, gardez-vous de sourire. Sourire ne signifie rien et il serait plus séant d'apporter ici des résolutions et de bonnes raisons.

Pour terminer cet incident que je regrette d'avoir prolongé, permettez-moi d'affirmer une fois de plus, notre volonté formelle de rester fidèles à la 3<sup>e</sup> Internationale. Notre Congrès national l'a démontré pour toute notre action passée, et notre action à venir le témoignera encore. Nous verrons quels sont ceux qui ont le droit de se dire un noyau pur. Nous ne demanderons pas qu'on nous donne des prix de satisfaction. La satisfaction du devoir accompli nous suffira toujours largement. (Applaudissements.)

La séance est levée à minuit.

## Sixième Séance (12 Novembre)

### Débats sur le rapport du Comité Exécutif (suite) Désignation de la Commission de Contrôle

Orateurs : Kolarov, Bordiga, Schuller, Rosmer, Radek, Peluso, Ravenstein, Landler, Acevedo, Sullivan, Donski, Seidler, Boukharine, Katayama, Rakosi.

Présidents : Kolarov, Marchlewski.

LE PRESIDENT. — Le Présidium vous propose de nommer une commission qui sera chargée de rédiger une résolution sur le rapport du Comité Exécutif. Voici les noms des représentants des différentes délégations qui ont été désignés pour faire partie de la commission :

Le présidium, Bordiga, Ruth Fischer, Renaud Jean, Roy, Welti, Drepp, Stern, Penelon (Argen-

tine), Acevedo, Ravenstein, Michalkowski.

BORDIGA. — Cette commission s'occupera-t-elle des deux parties du rapport de Zinoviev ?

LE PRESIDENT. — Non, du seul rapport

SCHULLER. — Nous proposons un camarade représentant les Jeunes, notre camarade Vourovitch.

LE PRESIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ?... Adopté. La commission est priée de vouloir bien se réunir tout de suite, avant la clôture des débats, pour établir sa résolution. La parole est au camarade Rosmer.

ROSMER. — Il n'est pas du tout dans mes intentions de polémiquer avec un camarade de la délégation française à propos du rapport du Comité Exécutif. Nous aurons assez l'occasion de le faire, quand la question française viendra ici en discussion, pour que nous ne commençons pas dès maintenant.

Cependant, le camarade Faure, hier soir, à la fin de son discours, a fait une déclaration que je juge si importante et si sérieuse que je me permets de l'examiner tout de suite.

En terminant son discours, le camarade Faure a regretté très vivement les attaques que différents orateurs précédents avaient formulées contre le Parti français. C'est une déclaration tout à fait grave, parce qu'elle ne représente pas seulement l'opinion du camarade Faure. Nous savons très bien que cette opinion est assez répandue en France, même chez des camarades ayant la responsabilité de la direction du Parti, et que toutes les interventions des membres de Partis Communistes ou des représentants de l'Internationale Communiste sont constamment jugées comme des intrusions inacceptables et insupportables dans la vie du Parti français.

Cette conception de l'Internationale Communiste, tout à fait erronée et dangereuse, est à la base de toutes les difficultés qui ont surgi si fréquemment entre l'Internationale Communiste et sa section française, au cours des quinze mois derniers.

Nous sommes ici entre communistes, nous discutons et examinons la situation internationale, et les problèmes particuliers qui se sont posés devant les camarades français intéressent non seulement les camarades français mais aussi les camarades des autres pays, d'autant plus que la France a, depuis la guerre impérialiste, une position de grande importance. Son armée a été partout l'instrument de la contre-révolution, et nos camarades des autres Partis sont bien fondés à venir apporter ici les critiques qu'ils jugent nécessaires au sujet de l'action du Parti Communiste français.

Par exemple, le camarade Meyer a bien raison de dire que l'attitude du Parti Communiste français a beaucoup gêné le Parti Communiste allemand. Nous savons que c'est la vérité. Nous pouvons discuter l'opinion de notre camarade allemand, mais nous savons qu'il a raison. Nous savons que le Parti Communiste français n'a pas fait son devoir dans l'action qu'il était nécessaire d'entreprendre pour aider nos camarades d'Allemagne dans leur lutte quotidienne.

Notre camarade Meyer ajoute : Il y a eu récemment à Cologne une conférence qui a réuni des représentants du Parti Communiste français et du Parti Communiste allemand. Cette conférence a pris des décisions, mais ces décisions n'ont pu être appliquées, à cause des discussions intestines qui se sont produites dans le Parti Communiste français.

Et il dit, pour conclure : Nous insisterons pour que la question française soit ici définitivement liquidée.

J'estime, pour ma part, que c'est là une préention très légitime.

S'il était nécessaire de rappeler d'autres exemples où des camarades étrangers ont été en droit de critiquer l'action des révolutionnaires français, je rappellerais un fait d'une gravité particulière : la grève générale décidée pour le 21 juillet 1919, entre des représentants des organisations françaises, italiennes et britanniques.

RENAUD JEAN. — Le Parti Communiste n'existait pas à cette époque.

ROSMER. — Vous savez ce qui s'est passé alors. La C.G.T. française s'était engagée ; elle avait promis de lancer l'ordre de grève générale et, au dernier moment, une décision nouvelle fut prise qui disait que dans les conditions difficiles où se trouvait la C.G.T. française, par suite des menaces gouvernementales, il ne lui était pas possible de tenir les engagements pris et de participer au mouvement de grève annoncé.

Nous avons vu tout de suite les conséquences.

Au lendemain de l'avortement de cette manifestation, la bourgeoisie française se sentit assez rassurée pour engager brutalement la lutte contre la République des soviets de Hongrie, lancer contre elle les armées françaises et détruire le régime soviétique en Hongrie.

Le camarade Renaud Jean me dit que le Parti Communiste n'existait pas encore à cette époque. C'est juste, le Parti Communiste français a déjà un passif assez lourd pour qu'on n'y ajoute rien. Mais je ne me place pas du tout au point de vue étroit du Parti Communiste français. C'est le mouvement ouvrier français que je vois dans son ensemble.

Je souligne que les camarades étrangers sont en droit, quand nous nous rencontrons avec eux dans un Congrès comme celui-ci, de nous demander des explications et nous dire : Faites-vous tout le nécessaire pour vous préparer ? Est-ce que vous renforcez votre organisation pour en faire un Parti Communiste capable de remplir la tâche qui lui incombe dans les circonstances présentes ?

DORMOY. — C'est tout à fait notre avis.

ROSMER. — Les paroles du camarade Ferdinand Faure, hier soir, ne permettaient pas à nos camarades étrangers de croire que c'était l'avis unanime de la délégation française. En outre, si j'ai repris cette déclaration du camarade Faure sur ce point particulier, c'est parce que je considère qu'il existe dans le Parti Communiste un esprit nationaliste absolument insupportable et qu'il faut que nous fassions disparaître. Le camarade Dormoy sait qu'il y a des camarades français et, parmi eux, des membres influents du Parti, qui trouvent inadmissible qu'un camarade étranger apprécie et critique la politique du Parti français.

Quant un communiste vient d'Italie, d'Allemagne ou de Russie, c'est pour nous un communiste, ce n'est pas un étranger. Le camarade Dormoy sait que, pour des membres du Parti français, ce n'est pas d'abord un communiste, c'est d'abord un étranger, qui vient se mêler d'affaires qui ne le regardent pas.

Je voudrais maintenant aborder les points qui ont trait au rapport du camarade Zinoviev et examiner rapidement la question du front unique et l'article 9 des statuts, la crise du Parti français et l'attitude du Comité Exécutif au sujet de cette crise.

Le camarade Duret a déclaré hier que dès qu'on a parlé en France de cette tactique du front unique, il y a eu un soulèvement quasi général de tous les ouvriers français, et il ajoute qu'après tout, c'était une réaction saine contre une tactique dangereuse.

Je pense qu'il est nécessaire de compléter sur ce point l'exposé du camarade Duret.

Pourquoi y a-t-il eu ce soulèvement quasi unanime des ouvriers français ?

L'explication en est bien simple. Il suffit de rappeler comment on a présenté le front unique aux ouvriers français. On l'a présenté comme une tactique de reniement du communisme, un retour

au réformisme, l'abdication des principes qui avaient été jusque-là la base de l'Internationale Communiste ; on a parié de désarmement révolutionnaire et d'autres choses de même importance. Il n'est pas du tout étonnant que les ouvriers français aient été inquiets, alarmés, ou qu'ils se soient dit : Nous nous refusons absolument à nous engager dans une tactique qui doit nous conduire à la réconciliation avec les dissidents et à l'abandon du communisme.

Pourquoi une interprétation aussi fantaisiste du front unique a-t-elle pu s'acclimater aussi facilement en France ?

C'est parce qu'on y était ignorant de toutes les questions qui intéressent le mouvement ouvrier mondial. Cette question du front unique n'était pas neuve. On pouvait la connaître. Elle avait reçu ses premières applications en Allemagne ; mais en France c'était que chose nouvelle et il a semblé que cette tactique proposée était vraiment une rupture avec toute la tactique antérieure.

Les camarades qui ont développé cette fantaisie dangereuse au sujet du front unique étaient sans doute sincères, c'est par ignorance du mouvement international qu'ils ont pu être sincèrement stupéfaits des propositions nouvelles apportées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Si on reprenait maintenant tout ce qui a été dit sur le front unique, dans cette première période, en France, on pourrait le réunir sous le titre : Ce que n'est pas le front unique.

Les communistes, qui ont déformé aussi volontairement cette tactique, ont trouvé un appui chez les camarades syndicalistes qui, à ce propos, n'ont pas compris davantage cette tactique. Il est vrai qu'au moment où cette proposition de l'Exécutif était faite en France, la scission se réalisait dans l'organisation syndicale. Au moment où le mouvement était brisé en deux, par la faute des leaders réformistes, il était évidemment difficile d'appliquer tout de suite la tactique du front unique. Mais, l'opposition faite au front unique n'était pas une opposition qui portait sur des points particuliers ou des modalités d'application. Le front unique tout entier était rejeté comme une proposition dangereuse venant de l'Internationale Communiste.

On a donc dressé la grande majorité des ouvriers français contre le front unique, et après les avoir dressés contre cette tactique, on s'est servi d'eux pour dire à l'Internationale Communiste qu'il était impossible d'appliquer cette tactique en France ; on a dit : Nous aurons tous les ouvriers contre nous, ces ouvriers ne veulent pas entendre parler de la tactique du front unique.

Le Parti français a envoyé à l'Exécutif élargi de février une délégation et il est peut-être utile de rappeler que cette délégation comprenait des membres de toutes les tendances, sauf la Gauche. Le camarade Cachin représentait le Centre, le camarade Daniel Renoult représentant sa tendance, et un autre camarade représentant la tendance d'extrême Gauche. Tous ces camarades étaient absolument d'accord sur la tactique du front unique. Ils n'avaient pas trouvé l'explication, donnée hier, après coup, par le camarade Duret : que le Parti Communiste français était un Parti trop jeune, qu'il n'avait pas de passé révolutionnaire derrière lui, qu'il ne pouvait pas courir le risque de se lancer dans une action de masses. Ces camarades ne nous ont pas du tout dit cela. Ils ont dit : Faire le front unique ? Avec qui ? Les dissidents ? Ils n'existent plus. C'est une fraction infime. Ce n'est pas la peine d'en parler. La C.G.T. de la rue Lafayette ? Elle est en voie de décomposition com-

plète. Ses syndicats sont vides, et il serait absurde de chercher là un surcroît de forces.

Voilà sur quoi ces camarades ont basé leur opposition au front unique.

Je répète que c'étaient les camarades représentant toutes les tendances, sauf la Gauche. Ils étaient unanimes, ils formaient un bloc intangible, bien décidé à ne pas se laisser entamer.

Les camarades français — ceux du moins qui étaient là — ont montré une énergie qu'on voudrait leur voir dans d'autres circonstances, quand il s'agit de devenir vraiment communistes. Sur cette question du front unique, ils ont montré une louable énergie. Il y a eu discussion. Ils ont vu que leur conception n'était partagée par aucune des sections de l'Internationale. Ils ont cependant trouvé un appui auprès des camarades italiens, qui n'avaient pas du tout leur conception, surtout sur ce que doit être un Parti Communiste. Cependant, les Italiens, à ce moment-là, ont signé des textes communs avec la délégation française et lui ont donné ainsi un certain appui. Elle a trouvé là une raison pour maintenir son hostilité et rester sur ses positions concernant le front unique.

Au retour de la délégation, il y a eu en France un Conseil National, qui a examiné à nouveau la question du front unique, et la discussion a abouti au vote d'une résolution qui était vraiment la chose la plus extravagante qu'on puisse imaginer. Non seulement le Parti Communiste français montrait qu'il n'avait rien compris à la tactique du front unique, mais il disait encore que l'Internationale Communiste et les Partis Communistes qui appliquaient le front unique n'étaient déjà plus révolutionnaires et penchaient vers le réformisme, vers la social-démocratie.

C'était le Parti Communiste français qui parlait ainsi !

Le camarade Ferdinand Faure se plaint qu'un camarade allemand apporte des critiques contre le Parti français, mais il oublie bien facilement ce qu'a fait à ce moment-là le Parti français. Il n'est pas facile de jouer au communiste de Gauche. Il y a des Partis et des groupements qui ont eu des justifications pour prendre cette position. Mais le Parti français est le dernier qui puisse se permettre de jouer au communisme de Gauche.

Maintenant que la question française a été si souvent mise en discussion devant l'Internationale Communiste et qu'elle est connue jusque dans ses petits détails par tous les camarades ici présents, l'opinion est unanime que le Parti français, non seulement n'est pas trop à Gauche, mais est beaucoup trop à Droite pour être véritablement un Parti Communiste.

Par la suite, cette position d'hostilité absolue envers le front unique s'est dissipée. Le Parti français était quand même d'avis de la maintenir, cependant que le front unique se réalisait un peu partout, même en France. Alors qu'on l'avait dit absolument impossible en France, on en a vu des exemples tout d'abord dans le mouvement syndical. La C.G.T. de la rue Lafayette avait été considérée comme une force qui n'existait plus, avec laquelle il n'était pas nécessaire de compter. Nous n'avons aucun intérêt à nous tromper sur les forces réelles dont nous disposons. Quand les camarades de la première délégation sont arrivés ici, nous venions de quitter Paris ; dans l'espace de quelques jours, il ne s'était rien passé qui pût modifier la situation. Il ne faut pas exagérer. Il reste encore une force rue Lafayette. Nous l'avons dit aux camarades, qui nous ont répondu : Non, non ; il ne reste absolument rien, c'est la division, la dislocation et la décomposition.

Après, la même tactique a continué en France. On a émis des prétentions fausses et absurdes au sujet des effectifs de la C.G.T.U. et de la C.G.T. Naturellement, il était difficile d'avoir les chiffres exacts, mais on savait bien, sans qu'il fût nécessaire de déterminer un pourcentage précis, que, pour certaines corporations, il restait encore de grandes forces, impossibles à négliger, à la rue Lafayette. Certaines professions, certaines industries d'une grande importance économique, comme les mineurs, ont encore des forces derrière elles. Il était impossible de parler d'engager un mouvement de la classe ouvrière sans elles.

L'opposition au front unique s'est un peu affaibli — pas très vite, cependant — et on a vu cette chose extraordinaire qu'au moment même où le front unique se réalisait, préconisé par les organisations mêmes, qui comprenaient que c'était une nécessité, dans la situation présente, de s'unir, les camarades français disaient : Non, cela n'a pas d'importance, nous aviserons dans six mois.

Ils avaient dit d'abord que le front unique n'était pas réalisable, et, au moment où le front unique se réalisait, ils disaient : Nous verrons plus tard.

Quel a été le résultat de cette tactique ? Non seulement elle a mis le Parti français dans cet état de passivité dont a parlé Boukharine, mais elle a renforcé cette passivité. Le camarade Duret qui est toujours à la recherche d'actions de masses et qui a raison de vouloir entraîner le Parti dans l'action de masse, de vouloir le tirer de cette stagnation où il est depuis longtemps — quand une occasion se présente à lui, il la repousse. Il nous disait que le front unique n'était pas possible, mais que, si on créait des conseils d'usines, il deviendrait possible, parce qu'on s'appuierait sur eux. Il fallait d'abord commencer par créer les Conseils d'usines ; après quoi, on ferait le front unique et l'action de masses.

Après la deuxième session du Comité Exécutif élargi, le camarade Frossard est rentré en France. Je ne peux pas dire qu'il était convaincu de l'opportunité de la tactique du front unique et décidé à l'accepter. Mais il a déclaré qu'il ne fallait plus se faire d'illusion sur l'opinion de l'Internationale à ce sujet et que le Parti français était tout à fait isolé, qu'il lui était impossible de rester plus longtemps dans cet isolement et qu'il n'était plus nécessaire d'attendre la décision du IV<sup>e</sup> Congrès International. On avait, en effet, que le Comité Exécutif n'avait pas qualité, ni les pouvoirs nécessaires pour imposer une discipline sur une question de ce genre, et que seul le IV<sup>e</sup> Congrès était qualifié pour en décider.

Frossard est rentré en France en disant qu'il ne fallait plus attendre pour se rallier à la tactique du front unique et il a entraîné derrière lui un grand nombre de camarades, de sorte qu'au Congrès la tactique du front unique a été adoptée à une grande majorité.

Ainsi il y a eu des discussions interminables pour engager la plus petite action alors que le front unique se réalisait dans les faits. Il se réalisait contre le Parti Communiste, parce que le Parti Communiste avait été constamment contre lui.

Voilà donc une action qui se réalise. Non seulement le Parti n'y est pour rien, mais il a l'air d'en être l'adversaire et n'a rien d'autre à proposer. La meilleure position pour les adversaires du front unique était de proposer quelque chose de mieux. Mais ils ne proposaient rien.

Quelle eût été la position du Parti français si, au contraire, il avait compris dès le début quel

rôle il devait jouer, en tant que section de l'Internationale Communiste ? Si le Parti Communiste français, dès le début, avait compris la tactique du front unique, il ne l'aurait pas imposée du jour au lendemain. Il aurait fallu un temps plus ou moins long ; après quoi le front unique, qui se réalise maintenant, se serait vraisemblablement réalisé plus vite et le Parti Communiste en aurait eu le bénéfice. Ainsi, il gagnerait la confiance de la classe ouvrière et renforcerait les liens encore insuffisants et faibles qu'il a avec la classe ouvrière,

Voyons maintenant les dangers du front unique.

Naturellement, la tactique du front unique, comme toutes les tactiques, présente beaucoup de dangers, contre lesquels il faut se prémunir. En France, il y a des traditions démocratiques : il en résulte pour le Parti le danger de s'unir avec les dissidents pour reconstituer l'unité. Mais, même si nous ne préconisons pas la tactique du front unique, est-ce que nous éviterions ces dangers ? Ils se présentent assez fréquemment pour que nous les connaissions.

La camarade Ruth Fischer, que les opposants français au front unique ont essayé d'annexer, nous a montré que sa position n'est pas du tout la leur. Elle a signalé quelques dangers de cette tactique dans certaines de ses applications particulières. Cela est très utile. Nous devons constamment faire la critique de notre action, montrer en quoi nous nous sommes trompés, sur quel point nous avons fait fausse route, pour bénéficier dans l'avenir des expériences que nous faisons. Mais c'est tout. Cela ne permet en aucune façon de rejeter la tactique tout entière.

L'Internationale Communiste, en 1920, avait déjà sauvé le mouvement ouvrier international en interdisant aux révolutionnaires de quitter les syndicats réformistes. Avec la tactique du front unique, elle sauve de nouveau le mouvement ouvrier, à un moment où les circonstances avaient tout à fait changé et où ses forces s'étaient dispersées.

En 1920, il y avait aussi beaucoup de camarades et de bons révolutionnaires qui croyaient que la période de l'organisation syndicale était terminée, qu'il n'y avait plus rien à faire dans les syndicats réformistes pour les gagner, et tant qu'on ne les aura pas gagnés, on n'aura pas montré qu'on est capable de faire la révolution. C'est une première tâche et non la moindre, qui s'impose aux révolutionnaires.

Eh bien, avec la tactique du front unique, l'Internationale Communiste a rendu le même service à la classe ouvrière.

La scission était faite et il fallait trouver le moyen d'engager tout de même, dans une lutte commune, les éléments des différentes organisations.

Il était utile, pour l'action ouvrière même, de prendre position. Cette action commune était indispensable pour remédier aux conséquences de la scission qui faisait déjà de grands ravages et pour grouper les ouvriers contre le capitalisme.

Je vais examiner maintenant l'article 9. Il est assez étonnant que ce soit le Parti français qui ait posé cette question et qui ait montré un tel intérêt pour les statuts de l'Internationale Communiste. Les textes de l'Internationale Communiste ne sont généralement ni lus, ni connus en France. On a découvert l'article 9, parce qu'il y a eu l'affaire Fabre et, comme il était difficile d'engager la lutte au sujet de l'affaire Fabre, on l'a engagée au sujet de l'article 9. Le texte n'a pas

paru parfaitement clair. Il est dit dans ce texte que l'Internationale Communiste peut exclure une section. Il est évident que si elle peut exclure une section, elle peut exclure un membre de cette section. Mais les camarades français ont dit : Non, l'Internationale Communiste ne peut pas l'exclure, et puis l'article 9 donne à l'Exécutif des pouvoirs exorbitants qu'il faut réviser.

Les mêmes camarades qui avaient soulevé cette question de l'article 9 ont aussi formulé des objections contre la proposition de convoquer désormais des Congrès Nationaux après les Congrès Internationaux. Ils ont choisi une occasion et ont dit : L'Internationale Communiste prétend qu'on discute dans les Congrès internationaux le cas des sections nationales, et ces dernières n'auraient rien à dire. Elles se réuniraient après le Congrès international, et n'auraient qu'à appliquer les décisions prises. On a dit que ce n'était pas admissible, que l'Internationale Communiste est la propriété des masses ouvrières et que ce sont ces masses elles-mêmes qui doivent la diriger.

Voilà ce que l'on disait en France. Le Parti Communiste français est composé de morceaux d'origines diverses qui présentent des conceptions diverses imparfaitement soudées. Son lien avec l'Internationale Communiste est le seul qui puisse faire vivre le Parti Communiste français. Or, on l'a ébranlé, atténué, réduit, présenté comme une chose inadmissible ravalant les sections nationales à un rôle de passivité absolue dans l'Internationale, soit pour l'élaboration des principes, soit pour l'application des tactiques.

Les camarades qui ont fait cette besogne en France se rendent compte aujourd'hui qu'ils se sont engagés dans une voie dangereuse pour le communisme français. Le camarade Duret a beaucoup changé depuis qu'il a quitté Paris. Nous ne le reconnaissons pas. Mais le camarade Boukharine qui ne l'avait jamais vu, a montré qu'il le connaissait très bien et a marqué sa position, de telle sorte qu'il n'est pas nécessaire, je crois, d'y revenir maintenant.

DURET. — Pourquoi ?

ROSMER. — Parce que mon temps est limité et que le Président m'a dit que je l'avais épuisé. Je voudrais seulement parler très rapidement d'un point qui n'est pas clair dans le rapport de notre camarade Zinoviev : les comités d'usines.

Dans la traduction de ce texte en français, on a dit : aussi longtemps que le Parti Communiste ne créera pas des conseils d'usine, il ne pourra pas être pris au sérieux. Le camarade Murphy a souligné justement ce point en disant qu'il ne suffisait pas de la volonté d'un Parti Communiste pour créer des conseils d'usine et qu'un ensemble de conditions était nécessaire. Je partage tout à fait son avis. Il a montré comment la question s'est posée en Angleterre. La même question s'est posée en France et il est bien certain que la difficulté de créer dès maintenant des conseils d'usines est aussi grande en France qu'en Angleterre, pour des raisons différentes. Les quelques tentatives qui ont été faites dans ce sens sont des tentatives isolées et qui ne permettent pas de dire que la question soit en voie de réalisation en France. Il est impossible de concevoir la constitution de ces conseils d'usine assez nettement pour qu'on puisse en parler comme d'un phénomène intéressant le Parti tout entier.

PLUSIEURS VOIX. — On en créera.

Naturellement. Mais il était intéressant de souligner ce point.

Dans le projet de résolution qui nous est soumis, il dit ceci :

« Le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste approuve la décision adoptée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans la crise intérieure du Parti Communiste français. »

Je n'ai plus le temps d'aborder, même succinctement la question de la crise du Parti français. Cette question viendra en discussion plus tard. A ce moment-là, nous montrerons pourquoi les décisions prises par le Comité Exécutif de l'I.C. ont été impuissantes à le résoudre, et quelles sont les raisons de l'importance de cette crise qui s'est si brutalement manifestée au dernier Congrès du Parti français. (Applaudissements.)

KOLAROV. — La délégation hollandaise a déposé une proposition tendant à limiter à cinq minutes le temps de parole de chaque orateur inscrit. Il y a encore vingt orateurs inscrits, parmi lesquels des représentants de partis qui n'ont pas encore pris la parole et d'autres qui ont déjà parlé, mais qui représentent des groupements d'opposition. Il s'agit de décider sur cette proposition ou sur une autre dans le même sens pour abrégier la discussion, car de ce train il nous faudrait encore trois journées entières pour en finir et nous ne disposons pas de ce temps ; il faut donc faire quelque chose.

Je donne la parole au camarade Radek, sur l'ordre du jour.

RADEK. — Je propose que les orateurs des partis s'étant déjà exprimés soient éventuellement biffés sur la liste, sauf pour les cas où il s'agirait de représentants des minorités, et qu'on accorde aux autres orateurs dix minutes. On ne peut rien dire en cinq minutes, et il vaudrait mieux complètement clore les débats que de laisser si peu de temps.

KOLAROV. — Y a-t-il une autre proposition ?

PELUSO. — Nous voudrions savoir si on fera exception pour les déclarations.

KOLAROV. — Une déclaration écrite peut être lue à tout moment.

RAVENSTEIN (Hollande). — Camarades, la délégation hollandaise propose de limiter à cinq minutes le temps de parole des orateurs encore inscrits. Nous étions aussi d'avis qu'il était impossible de continuer les débats de la sorte, puisque le camarade Kolarov avait dit qu'il nous faudrait dans ce cas au moins trois jours encore. Mais, camarades, nous avons fait en même temps la proposition d'accorder une faveur aux représentants des peuples orientaux et coloniaux, qui jusqu'à présent n'ont presque pas eu la parole. Nous proposons de leur accorder le temps de parole habituel. Nous avons choisi cette expression de « peuples orientaux et coloniaux », alors qu'il y en aurait peut-être une meilleure, mais le Congrès nous comprendra. Camarades, si nous continuons les débats comme jusqu'à présent, nous pourrions peut-être — naturellement, je ne connais pas l'ordre dans lequel les différents orateurs sont inscrits — faire en sorte que les représentants des peuples orientaux prennent la parole dans les mêmes conditions que jusqu'ici les représentants de l'Europe occidentale. Telle est la proposition hollandaise, et je vous demande de voter d'abord sur elle dans son ensemble et ensuite séparément sur ses diverses parties.

LANDLER (Hongrie). — Camarades, Zinoviev a aussi parlé de la question hongroise, et dans son discours, il a très violemment attaqué les émigrés hongrois. On vient d'arrêter précisément deux cents camarades en Hongrie et très proba-

blement quelques-uns d'entre eux seront condamnés à mort aujourd'hui ou demain. Zinoviev a dit très peu de chose du mouvement hongrois, et cependant il a exigé du Congrès une attitude extrêmement énergique dans cette question. Je pense qu'on ne saurait la traiter en cinq minutes et que le Congrès ne serait pas en mesure de s'en faire une idée après un si court rapport. Je prie les camarades de m'accorder une demi-heure, comme aux camarades des autres Partis.

ACEVEDO (Espagne) exprime tout d'abord son regret de ne pouvoir parler qu'espagnol. Il espère cependant qu'il restera dans la salle un certain nombre de délégués pour l'écouter.

La délégation espagnole est parfaitement d'accord avec les explications de Zinoviev, à l'exception de ce qui concerne le Gouvernement ouvrier. Il se réjouit tout particulièrement que l'Exécutif ait exercé une excellente et très sévère critique à l'égard des Partis français, italien, norvégien et tchéco-slovaque. Ce n'est qu'ainsi, en exerçant une critique constante, que la 3<sup>e</sup> Internationale pourra maintenir sa tactique. Quoique nous ayons été autrefois contre la tactique du front unique, notre représentant à l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale, ainsi que les représentants des Partis italien et français, ont signé une motion dans laquelle ces Partis s'engagent à appliquer chez eux la tactique du front unique. Néanmoins, cette tactique a été systématiquement sabotée en France, tandis que le Parti espagnol, quoiqu'il rencontrât de bien plus grandes difficultés, surtout de la part des syndicalistes, a fait tout son possible pour la respecter.

Lorsque le camarade Humbert-Droz vint en Espagne, le Parti Communiste adressa une lettre ouverte aux socialistes, aux syndicalistes-réformistes, aux syndicalistes et aux anarchistes, proposant d'engager une action commune à l'occasion de la grève des mineurs. Les mineurs étaient menacés d'une réduction de 20 % sur leurs salaires. Le secrétaire du syndicat des mineurs proposa aux entrepreneurs, au lieu d'effectuer cette réduction, de prolonger plutôt d'une heure la journée de travail, ce qui aurait ainsi amené la renonciation à la conquête la plus sacrée du prolétariat, à la journée de huit heures. A cette occasion, le Parti Communiste d'Espagne commença la lutte dans le sens de la tactique du front unique, et une grève de trois mois fut soutenue. Le résultat de la grève fut que les ouvriers reprirent le travail en acceptant une réduction seulement de 5 %. Cela montre nettement que la tactique du front unique peut donner de bons résultats : 1<sup>o</sup> pour empêcher l'offensive du capital ; 2<sup>o</sup> pour résister à la réaction qui, au cours de ces dernières années, a pris de grandes proportions en Espagne.

Je ne puis malheureusement pas vous donner plus de détails sur la mesure dans laquelle on peut s'opposer, en Espagne, à la tactique du front unique, car il ne me reste que peu de temps.

Quant au Gouvernement ouvrier, nous le considérons comme une illusion réformiste. Je ne puis vous exposer plus longuement mon opinion, car je vois que le président me rappelle que mon temps est fini. J'essaierai donc de me rattraper dans une autre occasion. J'ajoute seulement que la question du Gouvernement ouvrier poussera beaucoup de Partis de la 3<sup>e</sup> Internationale sur la voie du réformisme.

Quelles que soient les décisions et résolutions du Congrès, le Parti espagnol restera dans tous les cas et sous tous les rapports fidèle à la 3<sup>e</sup> Internationale et à sa discipline.

ZINOVIEV demande à l'orateur ce qu'il a dit de l'analyse de Lénine des maladies infantiles du Parti.

L'orateur répond que l'opinion de Lénine sur la maladie infantile du Parti Communiste doit être considérée en même temps que la question du Gouvernement ouvrier. Il n'a rien dit de plus là-dessus parce que le temps lui manquait.

DOMSKI (Pologne). — Chers camarades, avant tout je voudrais dire quelques mots à propos des déclarations de mon très estimé camarade Mikhalkowski. Il a dit que, dans le Parti Communiste polonais, il y a une fraction K. A. Piste, fraction qui, à la dernière conférence, aurait groupé le quart des membres du Parti. Je suis sûr que le camarade Mikhalkowski n'avait pas l'intention de calomnier notre Parti, et c'est cependant une calomnie que d'affirmer que le Parti qui, comme dit Zinoviev, est un des meilleurs Partis révolutionnaires de l'Europe, tolère, pendant des années, des Kapistes parmi ses membres et que le camarade Slussarski, ici présent, chef des Kapistes, soit régulièrement élu depuis six ans au Comité Central du Parti ; ce serait une véritable honte pour notre Parti, si les camarades en question étaient de véritables Kapistes. Cela n'est pas vrai. Ces camarades ne sont pas des Kapistes. Ils constituent une Gauche communiste. Et le camarade Slussarski, avec lequel je ne suis pas d'accord quant à son attitude antiparlementaire, est complètement opposé au K. A. P. dans ses opinions sur la tactique de Putsch, le travail syndical, le centralisme, etc., et dans la pratique il a prouvé mille fois qu'il n'était pas K. A. Piste, mais communiste.

RADEK. — K. A. Piste est donc une injure ?

DOMSKI. — Je ne parle pas au nom de cette opposition, car notre situation illégale ne permet guère d'obtenir des mandats formels de tel ou tel courant d'opinion.

ZINOVIEV. — C'est le seul bon côté de l'illégalité.

DOMSKI. — Oui, mais ce bon côté m'oblige à ne parler ainsi qu'en mon propre nom.

Voici les remarques que je voudrais apporter relativement au problème soulevé ici dans le discours de Zinoviev : le front unique a été éprouvé par nous pendant ces six derniers mois. Notre expérience est grande et je pense qu'elle n'est guère encourageante pour les partisans de cette tactique, telle qu'elle a été appliquée dernièrement. Naturellement, lorsqu'on attaque le front unique, on vous répond toujours : « Vous ne comprenez pas qu'il faut avoir la majorité du prolétariat derrière soi. A Moscou, on parle parfois plus violemment : il faut être un âne pour ne pas le comprendre », etc... L'argument est un peu brutal, il risquerait d'assommer un éléphant (*Rires*), mais il n'est pas juste. Il faut gagner la majorité du prolétariat, mais il faut la gagner au Parti Communiste et non à un ramassis constitué sur la base d'indications obscures.

Des expériences du front unique ont été faites partout, avant tout en Allemagne, mais aussi chez nous en Pologne. La camarade Ruth Fischer a dit bien des choses ici sur le front unique en Allemagne ; elle a caractérisé très justement les erreurs commises dans l'emploi de cette tactique. Je veux y ajouter encore quelque chose. Lorsque les camarades de la Direction centrale du Parti allemand défendent cette tactique, ils disent : « Dieu ! quelle victoire nous avons remportée grâce à elle ! Comme nous avons renforcé notre Parti ! » Camarades, lorsqu'on a une situation comme en

Allemagne : impôts, misère, baisse du change, cherté des vivres, etc., il faut être bien prudent quand on veut attribuer tous les succès du Parti uniquement à sa tactique. Non, il y a des conditions objectives qui ont déterminé cet heureux progrès du Parti Communiste allemand. Lorsqu'on analyse cette tactique du front unique, comme nous le faisons à présent, on se demande si c'est bien elle qui a déterminé le succès en question, ou bien si elle ne les a pas plutôt réduits.

Radek a mentionné un autre « succès » de cette tactique !

Grâce à l'habileté de notre tactique, a-t-il dit, nous avons empêché les social-démocrates de se jeter sur nous pendant l'action Rathenau. Ils ne pouvaient pas se jeter sur nous avec toute la réaction ; ils l'ont fait au moment du putsch de Kapp. Notre tactique les en aurait empêchés, si j'ai bien compris. Je pense que notre tactique, lors du putsch était encore plus inoffensive que lors de l'action Rathenau, et cependant elle n'a pas empêché les social-démocrates de s'allier à la réaction. Pourquoi ? Parce que notre tactique, pendant l'action Rathenau, n'était pas révolutionnaire et que la situation l'était bien moins que pendant le putsch de Kapp. Si nous nous retrouvons dans une situation révolutionnaire et si nous agissons révolutionnairement, aucune tactique, si habile qu'elle soit, n'empêchera la social-démocratie de s'allier aux réactionnaires et de se jeter sur nous.

RADEK. — Qu'est-ce que la réaction ? Si tu ne le sais pas ! (Rires.)

DOMSKI. — Meyer a cité une autre « victoire » : le Parti Indépendant a fusionné avec le Parti social-démocrate. C'est une grande victoire, mais pas pour nous. C'était une victoire des social-démocrates, nous ne pouvons pas la leur contester. Ils ont remporté une autre victoire : les ouvriers du Parti Indépendant n'ont pas protesté contre la fusion. La grande majorité des ouvriers du Parti Indépendant est tranquillement passée aux social-démocrates, et cela précisément parce que notre tactique du front unique avait si bien préparé le terrain que les ouvriers indépendants glissèrent sans s'en apercevoir du côté des social-démocrates, et Ledebour resta isolé. (Cris.) Si c'est là votre victoire, je vous en souhaite moins de pareilles, car elles vous conduiraient au suicide.

Heureusement le Parti Communiste, avec l'aide de l'Exécutif, a reconquis la faute. La tactique du front unique est désormais appliquée de tout autre façon. Tout communiste peut l'approuver, telle qu'elle est suivie par exemple à propos des Conseils de fabriques. C'est là la vraie tactique.

Nous avons fait des expériences avec la tactique du front unique en Pologne aussi. Le camarade Mikhalkowski en a déjà parlé. Nous nous sommes adressés aux fractions en vue d'une démonstration commune. A Varsovie, nous avons renoncé à manifester seuls, à Cracovie 15 de nos camarades ont été sauvagement maltraités par le Parti Socialiste polonais. C'est en vérité une tactique bien réjouissante ! Heureusement qu'il n'y avait là aucune membre de notre Direction centrale ! (Rires.)

Cette tactique eut aussi des conséquences théoriques. Au moment du changement de gouvernement, lorsque Slivinski, créature de Pilsudski vint au pouvoir, les communistes reconnuèrent qu'il y avait danger de guerre avec la Russie. En théorie cette constatation se manifesta tout autrement. Je vais citer textuellement car autrement on pourrait dire que je lis entre les lignes. Voici donc comment parle un des chefs de notre Parti :

« On aurait pu croire que le premier devoir du

Parti social-démocrate eût dû être d'exiger l'amnistie politique immédiate et la liberté pour la partie révolutionnaire de la classe ouvrière. L'agitation communiste contre le gouvernement Slivinski devait précisément partir de là. »

Donc, au moment où le nouveau gouvernement Pilsudski se forme, nous élevons notre revendication d'amnistie politique.

RADEK. — Ce n'était pas un gouvernement de guerre.

DOMSKI. — Oui, avant les élections, ce n'était pas un gouvernement de guerre.

« Un gouvernement démocratique, très bien. Mais, à la Diète et avec les méthodes employées jusqu'à présent, ce gouvernement ne semble guère devoir agir en gouvernement démocratique. »

Seule la lutte des masses pour la démocratie pourrait lui donner la base nécessaire pour cela et si Slivinski avait le courage de s'appuyer sur les masses, s'il avait inauguré son gouvernement par l'amnistie et la proclamation des libertés politiques pour la classe ouvrière, le Parti Communiste y aurait beaucoup gagné. Mais il n'est pas moins sûr que le gouvernement démocratique y aurait gagné autant, en entraînant tout au moins pendant un certain temps les masses et trouvant en elles un appui vaste et ferme. (Interruption.) C'est là, certes, une constatation qui ressemble fort à une proposition d'appuyer le gouvernement. (Interruption : Voilà encore un interprète de songes.) Telle est l'expérience que nous avons faite en Pologne, heureusement elle est un peu maigre. (Le président rappelle à l'orateur qu'il dépasse le temps fixé. Interruptions : Nous demandons une prolongation.) Nous n'avons pas en Pologne une base pour cette tactique du front unique. Nous avions cette base en Allemagne. En France le mot d'ordre du front unique n'a fait qu'aggraver la crise du Parti sans lui apporter aucun profit, au moins jusqu'à présent. (Interruption.)

LE PRESIDENT. — La limite de temps est dépassée.

(Nouvelles interruptions : Prolongez-là.)

MEYER (Allemagne). — Je demande la prolongation du temps fixé à l'orateur, de 5 minutes.

LE PRESIDENT. — Quelqu'un s'y oppose-t-il ? La proposition est acceptée.

DOMSKI. — Je dois abrégier mes explications et en venir directement à la question des revendications partielles et du gouvernement ouvrier qui nous préoccupe en ce moment.

Quant au gouvernement ouvrier, je me trouvais dans la même situation que mon ami Duret. Je ne pouvais pas comprendre ce que signifie le gouvernement ouvrier dans notre tactique. J'entends maintenant pour la première fois une définition exacte. Le camarade Radek m'a consolé personnellement en me disant qu'il ne s'agissait pas de la Pologne.

RADEK. — Je n'ai pas dit cela.

DOMSKI. — Ainsi, voilà qu'on inflige à la Pologne aussi un gouvernement ouvrier. C'est donc un problème international. Radek dit que le gouvernement ouvrier n'est pas une nécessité, mais seulement une éventualité, qu'il serait insensé de repousser. La question est de savoir si nous pouvons inscrire toutes les éventualités sur nos drapeaux. Ensuite, si nous inscrivons cette éventualité sur notre drapeau, en hâtons-nous par là la réalisation ? Je pense qu'il n'est pas impossible qu'au dernier moment un gouvernement ouvrier, ce qui ne signifie pas encore la dictature du prolétariat, surgisse. Mais je pense aussi que si un tel gouvernement se forme, il ne sera que la résultante

de différentes tendances : de notre campagne pour la dictature du prolétariat, de la lutte des social-démocrates contre cette dictature, etc... Est-il juste de se baser sur cette résultante ? Je ne le crois pas, je crois que nous devons continuer la lutte pour la dictature prolétarienne. Si le gouvernement ouvrier doit se former, il se formera même si nous continuons l'agitation et la lutte pour notre programme complet. Il y a diverses résultantes dans notre lutte. Il peut arriver que les masses ouvrières, comme chez nous en Haute-Silésie, abandonnent le Parti ouvrier national et passent au Parti social-démocrate. C'est toujours un progrès. Mais ce n'est pas notre devoir de faire de l'agitation pour ce progrès. Nous devons faire de l'agitation en faveur de notre Parti Communiste.

Mais beaucoup de camarades donnent au mot d'ordre du gouvernement ouvrier une tout autre interprétation : nous luttons pour la dictature du prolétariat mais nous ne pouvons pas le dire. Les masses ouvrières redoutent la dictature communiste, et lorsque nous leur disons que la dictature du prolétariat n'est pas une dictature communiste, elles ne nous croient pas.

Je pense que lorsque dans la lutte pour la dictature communiste on se heurte à des adversaires décrivant la dictature des « commissaires » sous les couleurs les plus effrayantes, on ne saurait se contenter de leur opposer des mots d'ordre qui, comme l'a justement dit Zinoviev, ne sont que des pseudonymes. On ne saurait mener la lutte sous des pseudonymes. Nous ne pourrions ainsi créer que des illusions. Nous devons trouver des mots d'ordre révolutionnaires clairs. Cela ne veut pas dire que nous ne devons poser aucune revendication partielle, au contraire nous en avons posé dans toutes nos campagnes, dans la mesure où cela était nécessaire à la lutte des masses prolétariennes pour améliorer leur sort et relâcher leurs chaînes. Nous devons trouver, formuler et défendre ces mots d'ordre, mais nous ne devons pas en forger auxquels nous ne croyions pas nous-mêmes, bons seulement pour la manœuvre ou le déguisement. Nous devons avoir des revendications, partielles ou totales auxquelles nous croyions nous-mêmes et pour lesquelles nous soyons décidés à combattre.

Je conclus : La classe ouvrière n'est pas aussi bête ni aussi lâche que beaucoup le pensent. La classe ouvrière veut lutter pour la révolution. Celui qui pendant un certain temps a parlé à la classe ouvrière le langage qui lui convient s'en fera comprendre. Considérer la classe ouvrière comme une armée que l'on manœuvre aujourd'hui à droite, demain à gauche, sans qu'elle comprenne de quoi il s'agit, c'est méconnaître les conditions de la lutte de la classe ouvrière. Cette lutte ne peut être conduite victorieusement que si chaque soldat nous comprend, si chacun de nos mots d'ordre, si toute notre idéologie est absolument claire. Alors seulement la classe ouvrière pourra combattre avec suite et méthode.

KOLAROV. — Je prends la parole au nom de la Fédération communiste des Balkans.

Le camarade Zinoviev a fait remarquer que notre Fédération n'a presque pas fonctionné pendant l'année écoulée. C'est malheureusement vrai. Nos efforts pour en faire un centre politique pour les Partis balkaniques n'ont été couronnés de succès que partiellement. Le travail est encore à son commencement et il faudra les efforts continus de tous les Partis balkaniques et le concours effectif de l'Exécutif de l'Internationale pour le mener à bonne fin. Maintenant que le Parti roumain est remis sur pied et que le Parti yougo-slave est en

train de se réorganiser en s'adaptant aux conditions d'illégalité dans lesquelles il se trouve, il y a tout lieu d'espérer que bientôt la Fédération Communiste deviendra un facteur important dans le mouvement révolutionnaire des Balkans.

Je tiens à déclarer que les Partis balkaniques approuvent complètement la ligne politique générale suivie par le Comité Exécutif depuis le troisième Congrès. Ils trouvent que les résolutions des Congrès internationaux ont bien été interprétées par lui et qu'il a agi conformément à leur esprit. En ce qui concerne la tactique du front unique, les Partis balkaniques l'ont adoptée dès le premier moment. Le Parti Communiste bulgare, dans son dernier Congrès a recherché et fixé dans une résolution détaillée les conditions d'application de cette tactique en Bulgarie. Les conférences des Partis yougo-slave et roumain tenues dernièrement ont fait de même. Le Parti Communiste turc de Constantinople a aussi accepté cette tactique. Mais, non contents de donner leur adhésion théorique à la tactique du front unique, les Partis balkaniques ont tâché de la mettre en pratique. Le Parti Communiste de Bulgarie a eu l'occasion de s'en servir à plusieurs reprises et il en a tiré de bons résultats. C'est grâce à elle qu'il a pu ébranler le prolétariat administratif, la partie la plus inerte du prolétariat, et l'entraîner dans la lutte sous la direction effective des communistes. Les Partis bourgeois et petits-bourgeois qui ont toujours exercé leur tutelle sur ces éléments sont en train de voir s'évanouir toute leur influence sur eux en Yougo-Slavie et en Roumanie les social-démocrates ont refusé catégoriquement de faire le front unique avec les communistes, ce qui n'empêche pas que les Partis Communistes de ces pays appellent sans relâche les masses à faire l'unité dans la lutte. L'expérience des pays balkaniques prouve que la tactique du front, sagement interprétée et appliquée, peut servir à révolutionner et à unifier les masses, même dans les pays arriérés au point de vue industriel.

Le problème du Gouvernement ouvrier ne se pose pas dans les pays agricoles des Balkans et je ne veux pas m'y arrêter.

Vu la grande importance de certaines démarches de l'Exécutif, notamment de ses interventions dans les affaires intérieures des Partis Communistes français, italien, tchéco-slovaque, norvégien, etc., je ne peux m'abstenir de dire que les Partis Communistes des Balkans, d'une manière générale, approuvent le point de vue auquel le Comité Exécutif s'est placé dans ses interventions.

De telles interventions, quoique souvent douloureuses, seront toujours nécessaires et salutaires tant qu'il y aura au sein de l'Internationale des Partis laissant à désirer sous bien des rapports.

Il est élémentaire que la discipline rigoureuse est une nécessité vitale, autant pour l'Internationale que pour ses sections. Tous les Partis Communistes le reconnaissent et le proclament. Mais la seule garantie réelle de l'observation de la discipline internationale, c'est la communauté d'opinion sur toutes les grandes questions du programme de l'organisation et de la tactique communistes. Les différences de conception mènent involontairement à l'indiscipline. L'exemple du Parti français, du Parti italien, et d'autres encore, le prouve. Une des missions essentielles de l'Internationale Communiste est de créer et de soutenir cette communauté d'opinion.

SEIDEL (Tchéco-Slovaquie). — Au nom de la délégation tchéco-slovaque, à l'exception du camarade Weithauer, je déclare que nous approuvons

la politique suivie par le Comité Exécutif depuis le 3<sup>e</sup> Congrès.

A diverses reprises, le Comité Exécutif est intervenu heureusement dans le mouvement communiste tchéco-slovaque. Ce pays a une population prolétarienne de langues tchèque, slave, allemande, polonaise, hongroise et ukrainienne. Nous avons obtenu un grand résultat, l'an dernier, en constituant un Parti Unifié international, avec une organisation réellement centralisée. Parmi nous, certains ne croyaient pas à la possibilité de surmonter aussi rapidement, dans une classe ouvrière d'aussi diverses nationalités, les antagonismes de races, la diversité des traditions, les illusions et préjugés nationaux, la multiplicité des langues. Nous pouvons constater maintenant que ces difficultés ont été vaincues. L'Exécutif y a coopéré par ses décisions et ses conseils. Les décisions que l'Exécutif a prises en ce qui concerne la structure du Parti, le front unique et la tactique syndicale ont été très utiles. La commission désignée par ce Congrès s'occupera d'un cas particulier d'indiscipline. Dans cette affaire, le Comité Exécutif a pris une autre position que celle du Congrès National et du Comité directeur tchéco-slovaque. Nous aurons l'occasion, dans la Commission, de donner les raisons pour lesquelles notre Comité directeur estime son point de vue juste, comme nous l'estimons nous-mêmes. Mais nous considérons la discipline dans l'Internationale comme une chose si importante, que nous avons appliqué immédiatement la décision du Comité Exécutif, bien que nous soyons en désaccord avec elle. Nous avons d'ailleurs rédigé une protestation. Nous attendons de la Commission du Congrès qu'elle examine attentivement nos raisons. Etant liés par la discipline communiste, nous déclarons d'avance que nous nous soumettrons à la décision du Congrès. Je me permettrai seulement de faire remarquer que la décision du Comité Exécutif a affaibli l'autorité du Comité directeur au sein du Parti et qu'elle pourrait avoir, dans la situation complexe du mouvement ouvrier tchéco-slovaque, de graves conséquences s'il arrivait que la Centrale du Parti n'eût plus l'autorité et la possibilité de faire respecter la discipline. En ce qui concerne la gestion du Comité Exécutif à l'avenir, nous croyons qu'il est nécessaire de compléter les services de liaison et d'informations.

MARCHLEWSKI, président. — Camarades, la parole est au camarade Landler, qui a demandé une demi-heure. Je voudrais savoir si le Congrès soutient cette proposition du camarade Landler (*Interruption* : Non !) Le camarade Landler prie qu'on lui accorde vingt minutes. (*Nouvelles interruptions*.) Selon notre règlement, le temps de parole est limité à dix minutes. Je vais donc consulter le Congrès. Que ceux qui sont d'avis d'accorder vingt minutes au camarade Landler lèvent la main. Les camarades participent si peu au vote que le *presidium* doute du résultat. Nous allons recommencer le vote.

BOUKHARINE (pour une motion d'ordre). — Camarades, il y a, dans le Parti hongrois, une lutte entre diverses tendances. Le camarade Landler représente une de ces tendances. Si nous lui accordons vingt minutes pour parler, nous devons donner le même temps de parole aux autres délégués hongrois. C'est pourquoi je propose que nous ne nous écartions pas du règlement.

MARCHLEWSKI. — Je passe au vote. Que ceux qui veulent accorder vingt minutes au camarade Landler lèvent la main. — La majorité y est opposée. Nous nous en tenons donc à dix minutes.

LANDLER (Hongrie). — Camarades, Zinoviev a parlé très brièvement et très diplomatiquement de la question hongroise et du mouvement hongrois et (contre toute attente, il s'est prononcé énergiquement contre l'émigration. Il croit qu'en Hongrie, il se produit un renouveau ouvrier et que le mouvement communiste fait des progrès. Il croit pouvoir se baser sur les 170 communistes emprisonnés en un seul jour, et il pense que l'émigration hongroise n'a jamais signalé sa présence et constitue un grand danger pour le mouvement hongrois et pour l'Internationale. Il a demandé au Congrès, pour finir, de prendre énergiquement position contre l'émigration. Je crois que c'est un procédé par trop diplomatique. Je peux affirmer qu'il n'y a personne dans cette salle qui ait compris quelque chose à la question. Après ce rapport de Zinoviev, chacun se demandera : est-ce que le mouvement communiste, en Hongrie, est l'émanation du Saint-Esprit, ou bien est-ce que l'Internationale l'aurait constitué malgré et contre les émigrés ? Ou les émigrés ont peut-être travaillé à ce qu'il n'y ait pas de mouvement en Hongrie. Chacun peut comprendre ce rapport comme il l'entend ; c'est bien pour cela que c'est un procédé diplomatique, car ce n'est que de cette manière qu'on peut prendre une décision énergique contre les émigrés. La chose est d'autant plus surprenante que Zinoviev n'a parlé aussi énergiquement contre aucune tendance. Zinoviev a parlé, par exemple, paternellement, des fautes du Parti français et des camarades du Parti norvégien ; ce n'est que contre l'émigration hongroise qu'il a tonné. Cela n'est pas dans son caractère. Si je cherche la raison de cette attitude, je trouve que la plus admissible est que Zinoviev a employé la méthode classique. Sachant le Comité Exécutif attaqué sur la question hongroise, il a pris l'offensive.

Je ne peux cependant pas faire le plaisir au camarade Zinoviev, que j'estime infiniment comme homme et comme président de l'Internationale, de me laisser contraindre à la défensive, car les organisations hongroises m'ont donné le mandat de découvrir tous les dessous de cette question. Je ne parle pas des fractions, car il n'y a pas de fractions, mais je dois dire la vérité aux camarades. Si je veux être loyal, je ne peux le faire qu'en disant exactement au Congrès tout ce qu'il faut dire sur les organisations hongroises, et je ne peux pas le faire d'une façon aussi courte et diplomatique que le camarade Zinoviev.

Voici ce qu'il en est : un groupe de militants, qui travaille actuellement en Hongrie, est aujourd'hui, selon toutes probabilités, jugé par un tribunal spécial et condamné à mort. Ces militants sont en grande partie des émigrants et appartiennent exclusivement à la fraction à laquelle j'ai eu l'honneur d'appartenir. Ils sont retournés en Hongrie il y a environ neuf mois. La lutte des fractions atteignait alors son apogée, mais nos groupes travaillaient sans y prêter attention, uniquement contre les les social-démocrates et leur régime de Horthy. Ils ont travaillé avec un dévouement héroïque et ils ont obtenu de bons résultats. Ils publiaient chaque semaine, à Budapest, une feuille secrète, dont vingt-neuf numéros ont déjà paru sans interruption. Il ne s'est pas tenu de réunion social-démocrate dans laquelle on n'ait manifesté pour la 3<sup>e</sup> Internationale. Quant à l'influence politique que nous avons exercée, je me contenterai de rappeler que l'organe du Parti social-démocrate a protesté souvent contre le travail des communistes. Malgré les poursuites et les dénonciations des social-démocrates, nos camarades

n'ont pas déserté la lutte. Tous les chefs des émigrants ont travaillé jusqu'à la dernière minute. Je le répète encore une fois : ni dans le journal, ni dans l'agitation, on a soulevé la lutte de fractions, bien qu'elle fit rage dans l'émigration. Des rapports réguliers ont été adressés au Comité Exécutif par un homme de liaison ayant appartenu au groupe anti-Kun. Mais l'Exécutif n'y a jamais répondu. (*Ecoutez ! Energiques coups de sonnette du président.* Camarades, je demande dix minutes de prolongation (*Friedlaender propose d'accorder dix minutes de plus à l'orateur. La proposition est adoptée à une grosse majorité.*) Etant donné ces faits, j'ai le droit de m'élever contre la façon dont Zinoviev a traité ici les émigrants. Soulever la question de l'émigration, quand il n'y a pas eu de lutte de fraction depuis la session du Comité Exécutif Elargi, c'est-à-dire depuis neuf mois, est un peu excessif. Je puis prouver que les émigrants hongrois se sont tous dévoués à la cause depuis le renversement du pouvoir des Soviets. Pas un mois ne s'est passé, pas une semaine où des camarades ne soient rentrés en Hongrie et ne s'y soient sacrifiés. Je ne comprends pas comment Zinoviev peut flétrir ainsi ce mouvement. Je ne parle pas seulement en mon nom et au nom des camarades qui sont maintenant emprisonnés, mais je dois dire qu'une telle attitude envers l'émigration est injuste et ne peut que compromettre la cause. Je ne peux pas comprendre comment on peut traiter ainsi des communistes au Congrès mondial sans apporter la moindre preuve. Le camarade Zinoviev peut s'appuyer sur deux cas d'indiscipline. Il peut dire que le Comité Exécutif a désigné un Comité Central et que ce Comité Central n'est pas allé en Hongrie. Mais on peut prouver qu'un chef de l'organisation hongroise est venu à Berlin et a dit qu'elle n'avait pas besoin, pour son travail, de camarades qui ne pouvaient pas pénétrer dans les usines. Il disait que l'action clandestine était beaucoup plus dangereuse pour un camarade qui était, par exemple, Préfet de Police au temps du pouvoir des Soviets. Des rapports en ce sens furent envoyés, mais n'obtinrent aucune réponse.

Jusqu'au mois d'août, j'ai été ici, à Moscou. On a traité la question hongroise d'une manière rappelant la théorie de la disparition progressive de l'Etat. Le camarade Brandler, qui jouait à Moscou le rôle de commissaire pour la question hongroise, ne lui donna aucune solution. Une fois Brandler parti, on a nommé un commissaire qui ne connaissait que le bulgare et le russe et comme personne d'entre nous ne connaissait ces langues on avait l'impression de vouloir ranimer des cendres. Qu'est-ce que faisait l'Exécutif ? Peut-être traitait-il objectivement les affaires hongroises !

Le camarade Zinoviev peut dire aussi qu'il y a un mois, nous avons publié un journal à Berlin contre la volonté de l'Exécutif. Mais nous avions informé le Comité Exécutif que l'organisation hongroise réclamait un journal. Les camarades hongrois demandaient un journal hebdomadaire de 4 ou 8 pages, qui leur permettrait de s'orienter sur la Russie des Soviets et sur la situation internationale. Dans ce journal, on n'a rien écrit sur la lutte des fractions. Si cette indiscipline est devenue une affaire si grave qu'elle permette de flétrir l'émigration, et cela dans un jugement aussi court que le rapport du camarade Zinoviev, je le tiens alors pour un diplomate de naissance. Mais je crois, camarades, que le Congrès mondial ne se rendra pas à ses conclusions. Dans ces conditions, je demande au Congrès d'accepter la résolution suivante.

Le Congrès décide :

1. « D'admettre, outre la délégation du Parti Communiste de Hongrie nommée par le Presidium, la délégation de l'organisation illégale ».

Les organisations hongroises n'ont ici qu'un représentant venant de Hongrie, mais l'émigration a deux délégués. Mais on s'est refusé à ce qu'ils participent au Congrès, parce qu'ils ont appartenu à notre fraction. Je demande aux camarades de décider leur admission au Congrès.

2. « De mettre à son ordre du jour la question hongroise, la question des organisations existant en Hongrie et de nommer pour l'étudier une commission composée de la même façon que les autres commissions »

3. « De protester contre les cruautés criminelles de l'enquête contre les communistes hongrois récemment emprisonnés, et contre leur traduction devant un tribunal extraordinaire chargé de les condamner à mort. Le Congrès exprime son admiration et sa sympathie pour le courage avec lequel ils combattent pour la Révolution malgré les horreurs de la Terreur Blanche. »

Camarades, je vous demande d'accepter cette résolution. Il ne s'agit pas d'une lutte de fractions, mais de faire sortir la question hongroise de son point mort. On ne peut pas résoudre cette question diplomatiquement. Il n'y a pas de danger à examiner ce qui se passe maintenant en Hongrie ou dans la question hongroise. Prendre le mouvement existant à l'heure actuelle en Hongrie comme point de départ, ne pas chercher de nouvelles formes artificielles et habiles, voilà le seul moyen sérieux de trouver la solution définitive de la question hongroise. Il ne s'agit pas de savoir qui était commissaire du peuple en Hongrie, ni qui porte un nom historique — comme a dit Zinoviev — ou qui a rendu de grands services ; il s'agit de savoir qui rend aujourd'hui de petits services dans le mouvement communiste hongrois et seuls en rendent les camarades qui sont là-bas. On ne résoudra pas cette question par voie secrète et diplomatique. C'est au Congrès à jeter les bases de la solution. Elle viendra ensuite d'elle-même. (*Applaudissements.*)

KATAYAMA. — Camarades, le Parti Communiste japonais a approuvé le rapport de Zinoviev. Je ne veux parler ici du front unique qu'en ce qui concerne le Japon. Le Parti Communiste japonais est illégal et encore jeune. Nous avons travaillé précédemment dans les trade-unions et employé diverses méthodes. Notre Union était une union de combat qui n'avait pas à faire face aux difficultés traditionnelles. Nous n'avons pas d'Henderson, et nous n'avons pas de Gompers, de sorte que notre Union a pu, aussitôt le Parti Communiste organisé, se joindre à lui et avoir avec lui quelque influence. Quand nous avons déclanché le mouvement de propagande contre la Conférence de Washington, toutes les trade-unions y coopèrent et organisèrent cette propagande contre la conférence bourgeoise, capitaliste et impérialiste de Washington. Lorsque le gouvernement promulgua un décret contre tous les mouvements radicaux, de nouveau les trade-unions de toute espèce, les anarchistes, syndicalistes, communistes et modérés se groupèrent en un bloc pour faire une propagande effective qui obligea le gouvernement à retirer finalement son décret.

Nous avons déclanché un mouvement sous le nom de « Bas les mains ! Ne touchez pas à la Russie ! » du genre de celui qui fut organisé en Angleterre, et maintenant les trade-unions et toutes les associations radicales coopèrent à la lutte contre l'intervention et pour la reconnaissance des Soviets. Nous ne pouvions alors rien faire pour la

famine russe, mais après le changement de gouvernement, nous avons organisé l'œuvre de secours et à l'heure actuelle non seulement les trade-unions et les associations radicales viennent en aide à la Russie, mais aussi les petits-bourgeois. Cette aide est tout entière apportée sous le contrôle du Parti Communiste bien que celui-ci soit illégal.

A présent, je voudrais vous dire mon opinion sur quelques difficultés que nous avons au sujet du front unique. Le front unique n'est pas encore établi, il n'est pas même encore fait dans le Parti. Mais, camarades, nous avons un grand ennemi, le plus grand que nous ayons à combattre. Nous devons faire face à cet ennemi de tous les côtés. Vous oubliez, camarades de France, d'Italie et d'ailleurs, vous oubliez l'ennemi et toute l'importance qu'il y a à le combattre. Au lieu de vous disputer entre vous, vous devez faire l'unité de front contre l'impérialisme et le capitalisme. Et pourtant, je vous le répète, nous n'avons pas entendu parler du front unique dans le sens international. Que faites-vous pour venir en aide aux autres pays et réaliser le front unique, contre l'impérialisme et le capitalisme ? Rien jusqu'à présent. Je n'ai rien entendu qui puisse avoir trait au caractère international du front unique. Nous désirons un front unique avec les Partis Communistes forts de tous les pays. Les pays coloniaux ont besoin du front unique pour lutter contre le capitalisme.

Je voudrais insister sur le fait que les camarades doivent remporter du 4<sup>me</sup> Congrès l'impression que le front unique est une nécessité non seulement dans leurs pays respectifs, mais aussi dans tous les autres pays, et, ainsi nous atteindrons notre but. Quelqu'un a dit que le front unique est un compromis. Oui, c'est un compromis, mais un compromis pour atteindre notre but. Cela n'affaiblira pas notre mouvement, mais le renforcera. Ce n'est pas un compromis avec la petite-bourgeoisie. Non. C'est un compromis avec les chefs, dans l'intention de gagner à nous les travailleurs encore sous l'influence de ces leaders. Cela donnera une nouvelle force au mouvement communiste et nous rendra capables d'atteindre nos buts.

RAKOSI. — Camarades, je dois avouer franchement que je ne touche pas volontiers à la question hongroise. Cette question est en ce moment extrêmement délicate et, comme vous pouvez le voir par les paroles du camarade Landler, chaque pas, chaque parole même, insuffisamment réfléchi, coûte la vie à de bons camarades. Je ne puis me permettre le luxe du camarade Landler de traiter ici des questions d'ordre illégal qui coûtèrent la vie à des centaines de nos meilleurs militants et qui pourraient encore à l'avenir la coûter à d'autres. Cependant je voudrais bien, moi aussi, jeter quelque lumière sur la question de l'émigration et du Parti hongrois.

Camarades, qu'est-ce que l'émigration hongroise ? C'est la fraction du Parti Communiste, du mouvement ouvrier hongrois, réfugiée à l'étranger. Qu'était le Parti Communiste ? Il a eu une période d'éclat, qui ne dura que 4 mois. En 4 mois il avait conquis le pouvoir, il le garda 4 mois 1/2. Ces huit mois et demi ne pouvaient certainement pas suffire pour résoudre les divergences d'opinion, les questions de principe et de tactique résultant de la constitution et de la cristallisation d'un Parti Communiste. Le Parti Communiste hongrois émigra, et dans l'émigration il ne put naturellement pas résoudre dans la pratique, dans la lutte quotidienne, toute cette masse de divergences d'opinions pratiques et de principe. Dans

l'émigration ces divergences ne pouvaient pas être résolues par l'activité, par les actions de masses, ni par le travail quotidien dans les masses. Mais l'émigration continua cependant à exister et son action s'usa surtout en frottements et en excitations personnelles.

Dix mois durant l'Exécutif s'occupa de cette question et se donna la peine de déchiffrer aussitôt que possible les bases de principe de toutes ces affaires. Mais comme ces divergences de principe étaient bien microscopiques, on ne put prendre les mesures voulues. Le fait subsista que l'émigration avait déchaîné un scandale qui dura 10 mois. On avait écrit des brochures qui constituaient une bonne proie pour les social-démocrates, lesquels en parlèrent chaque jour pendant des semaines dans le *Vorwärts*, de sorte que notre révolution, que notre dictature des soviets, notre Parti Communiste et l'Internationale Communiste en furent éclaboussés et souillés. L'Exécutif dut prendre position. Il s'en occupa aussi à la session de l'Exécutif Elargi. Dans cette situation, ce n'est pas seulement le droit, mais c'est le devoir de l'Exécutif d'ouvrir énergiquement l'abcès. Aux grands maux les grands remèdes. Après un tel scandale, l'Exécutif ne pouvait faire autrement que d'employer toute son énergie à supprimer l'abcès. Voilà dans ses grands traits l'esquisse de cette lutte de fractions.

MARCHLEWSKI. — Je rappelle à l'ordre le camarade Landler.

RAKOSI, continuant. — Je voudrais ajouter encore quelques mots sur le Parti Communiste hongrois. Le camarade Landler a essayé ici de parer sa fraction des pertes et des blessures reçues par le Parti Communiste hongrois. Je proteste énergiquement contre cette tentative. Le mouvement communiste hongrois n'est pas le fait d'une fraction quelconque. Il est dû à tout le prolétariat hongrois, qui pendant quatre mois et demi a eu le pouvoir et qui voit chaque jour plus clairement ce qu'il a perdu avec la jeune dictature des soviets. Le Parti Communiste hongrois, y compris les camarades actuellement en prison, n'appartient pas à telle ou telle fraction, il appartient aux meilleurs éléments communistes de Budapest et de Hongrie. Je dois donc repousser de la manière la plus énergique la tentative d'attribuer ce fait à une seule fraction.

Encore quelques mots. Il ne serait pas du tout avantageux pour le prolétariat hongrois et pour l'avenir du Parti Communiste de Hongrie que le Congrès mondial eût du Parti hongrois l'impression d'un Parti déchiré par des luttes de fractions. On ne saurait apprécier la force du Parti Communiste hongrois aux luttes de fractions. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'activité de la bourgeoisie hongroise, qui est dictée dans la mesure de 70 % par la peur du Parti Communiste et de son retour. La contre-révolution hongroise, qui voudrait bien étouffer dans le germe, par le fer et par le feu, tout mouvement communiste, est obligée de s'armer pour l'avenir et de s'organiser en petits groupes illégaux menant le combat illégal contre le mouvement communiste qui fermente en Hongrie. J'espère que le Parti Communiste et avec lui le prolétariat hongrois, qui a montré déjà en 1919 qu'il était disposé à lutter pour son affranchissement et qui maintenant, dans des difficultés inouïes, malgré les deux groupes de fractions, malgré l'oppression de la terreur blanche, continue à chercher pour l'avenir la voie que lui prescrivent la situation centrale de son pays et son passé révolutionnaire.

Camarades, je voudrais répéter que lorsque l'Exécutif s'est attaqué énergiquement à cette écurie d'Augias et a voulu y mettre un peu d'ordre, l'odeur a été un peu désagréable. Chaque camarade hongrois a eu le cœur serré de voir son Parti couché sur la table de dissection de l'Exécutif et nous avons éprouvé une très vive douleur en voyant notre travail, notre lutte, donner en fin de compte des fruits pareils.

Je suis tout à fait d'accord avec la dernière partie de la proposition du camarade Landler demandant que le Congrès mondial exprime sa sympathie aux martyrs et proteste contre les souffrances qui leur sont imposées. Je voudrais dire en même temps que l'Internationale Communiste n'a laissé passer aucune occasion, lorsqu'elle s'est présentée, d'offrir son bras secourable au prolétariat hongrois. Les camarades savent très bien que nous avons réussi à tirer 400 camarades des geôles de Horthy et je puis dire que l'Exécutif a tout de suite pris les mesures nécessaires pour arracher ce groupe de prisonniers aux griffes de la justice blanche de Horthy. Nous ne nous opposons pas à une étude minutieuse de la question hongroise.

Je dois seulement prévenir énergiquement qu'il ne faut pas voir dans le cas du Parti hongrois seulement une lutte de fractions, même sous une forme indirecte, comme l'a proposé devant l'Exécutif ou devant le Congrès le camarade Landler. Le Parti hongrois et l'émigration hongroise se sont déjà suffisamment donnés en pâture aux Internationales 2 et 2 1/2 ; or le camarade Landler, par la proposition qu'il vient de faire ici, ne fait que remuer de nouveau ces vieilles ordures. Je m'oppose donc à ce que sa proposition soit acceptée avec la nuance qu'elle porte d'esprit de fraction.

MARCHLEWSKI. — La délégation du Canada demande à pouvoir déléguer un représentant à la commission française, le camarade Spector, et de désigner pour la commission américaine le camarade Macdonald.

La proposition est acceptée.

Quelques délégués proposent que le camarade Socci Maro, qui fut délégué au Congrès de Paris, fasse également partie de la commission française.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 4 h. 15 de l'après-midi.

## Septième Séance (12 Novembre)

### *Fin des débats sur le rapport de Zinoviev — La situation dans le P. C. américain — Réplique et conclusion de Zinoviev* *Le gouvernement ouvrier — Résolution*

Président : Marchlewski.

Orateurs : Marshall, Sullivan, Friedlaender, Voniovitch, Malaka, Zinoviev, Scoccimaro, Graziadei, Souvarine, Dormoy, Peluso, Mayer, Péri, Donski.

MARSHALL (Amérique). — Camarades, au nom de cette tendance du Parti américain, dont le camarade Carr prétend qu'elle n'est pas d'accord avec les directives de l'Internationale Communiste, je déclare que cette tendance est complètement d'accord avec les directives du Comité Exécutif pendant l'année écoulée.

A propos des déclarations du camarade Carr, je dirai que ce camarade a commis la même erreur qu'a déjà critiquée Boukharine, en ne parlant que des questions intérieures du Parti Communiste des Etats-Unis. Et il croit que les délégués du Congrès accorderont confiance à ses paroles sans connaître la situation et les conditions concrètes des Etats-Unis. Il croit, qu'étant donnée l'exiguïté du Parti américain, il lui faut être modeste, ce qu'il a été d'ailleurs, mais seulement intellectuellement. Cependant, la petitesse du Parti américain ne doit pas nous faire perdre de vue que les problèmes qui se posent dans ce pays appartiennent aux grands problèmes de la révolution mondiale, où le mouvement ouvrier est des plus arriérés, et où les tâches les plus difficiles attendent le mouvement ouvrier et le Parti révolutionnaire. Le camarade Carr déclare qu'à l'intérieur du Parti américain, la lutte se déroule uniquement sur le terrain des thèses acceptées par l'Exécutif à Moscou et transportées ensuite en Amérique. On les discute là-bas, puis on en adopte d'autres et l'on nous demande de terminer les

disputes et nous les terminons. Tout simplement. Mais en réalité, les choses se passent autrement. Moscou n'est pas un sous-officier prussien de l'ancienne école et nous ne sommes pas non plus des recrues qui n'attendent qu'un ordre pour y obéir, d'autant plus que notre Parti n'a aucune raison d'attendre les ordres de Moscou.

Quelles sont les divergences qui sont apparues au sein du Parti américain au cours de cette année ? L'Internationale nous recommande d'employer la tactique du front unique. Il s'agit donc pour nous, en Amérique, d'apprécier la situation et d'y conformer notre tactique. Des objections s'élevèrent contre l'appréciation faite par la majorité de l'Exécutif. L'Exécutif a déclaré que, pour les Etats-Unis, la méthode du front unique en politique ne signifiait pas la liaison avec des groupes ou partis plus ou moins révolutionnaires, parce que nous n'avons pas de semblables groupes ou partis. Aux Etats-Unis, la méthode du front unique signifie : réveiller d'abord dans les masses ouvrières la conscience politique, et les mener ensuite au combat. Dans la solution de ce problème, les capitalistes nous apportent une aide précieuse en tournant contre la classe ouvrière tous les moyens de contrainte à leur disposition. Les ouvriers qui sont aujourd'hui en grève contre le patronat se trouveront demain en face de la police, de la milice, des services de l'Etat, de l'armée fédérale. Vous avez tous lu comment, au cours d'une grève des cheminots, un juge de Chicago a tout simplement résolu le conflit en interdisant la grève. Cette façon de procéder des capitalistes américains a pour résultat de faire comprendre aux ouvriers qu'ils ont des intérêts propres, diffé-

rents de ceux des capitalistes. Jusqu'aujourd'hui, les ouvriers ne s'en doutaient pas. La classe ouvrière sur le terrain politique est complètement soumise aux Partis bourgeois, au Parti Républicain et au Parti Démocrate. Mais, aujourd'hui, les masses se réveillent, des résolutions sont adoptées par des grandes organisations ouvrières, par exemple, par la Fraternité des chemins de fer, qui comprend près d'un demi-million de membres, par les mineurs organisés au sein de l'Union des mineurs au nombre d'un demi-million, par l'organisation des machinistes qui comprend plus de 200.000 membres. Dans ces résolutions, dans leurs Congrès, les ouvriers américains demandent la création d'une organisation qui leur permettra d'agir politiquement en tant que classe. Tout cela montre deux choses : 1° l'éveil de la conscience de classe chez les ouvriers ; 2° les efforts des chefs pour étouffer cet éveil de la conscience de classe.

Que doivent faire les communistes dans cette situation ? Trois voies nous sont permises : ou bien lutter contre les tendances qui veulent la constitution d'un Parti ouvrier, ou rester passifs, ou prendre la direction du mouvement. L'ancienne majorité du Comité central se décida pour ce dernier moyen, c'est-à-dire s'emparer du mouvement et essayer de prendre l'initiative pour le faire progresser. Et c'est ici qu'apparut le conflit fondamental au sein du Parti américain en ce qui concerne la tactique du front unique. Le camarade Carr a déclaré que cette tactique consistait à abandonner son propre Parti au lieu de faire de la propagande pour lui. Mais le souci de construire son propre Parti n'est pas une fin en soi. C'est par son activité de Parti ouvrier que notre Parti attirera à lui tous les éléments qui iront à lui par sympathie pour les idées qu'il exprime. Mais il fera naître également un mouvement politique dans les masses prolétariennes non encore révolutionnaires et nous fera faire ainsi un pas considérable vers la révolution prolétarienne. Par ce moyen, dès sa période de formation, notre Parti prendra une place dominante dans le mouvement. Nous deviendrons partie intégrante de ce mouvement, non pas si les ouvriers sont tentés de se décider contre nous, mais si nous sommes une partie de cette force qui a créé le mouvement de masses ; ainsi seulement nous ferons un élément de progrès, ainsi seulement nous rendrons de grands services au mouvement ouvrier. Cette conception ne se heurte à aucune des thèses et résolutions de l'Internationale. Mais si elle constitue une erreur de notre part, c'est le devoir du IV<sup>e</sup> Congrès de nous le dire.

Pour terminer, encore un mot sur la question de la candidature Meyer-London. Le camarade Carr a voulu représenter la chose comme s'il existait dans le Parti une tendance qui, par amitié pure pour Meyer-London, ait retiré en sa faveur la candidature du candidat communiste. Voici comment se sont passées les choses en réalité ! Meyer est le seul candidat du Parti Socialiste. Il n'y a pas longtemps que nous avons commencé à prendre pied au sein des masses ouvrières juives, et nous ne sommes pas encore assez forts pour y faire concurrence au Parti Socialiste, qui y a ses meilleures positions.

Mais si nous avions eu là un candidat avant les élections, les ouvriers, qui croient toujours que le candidat du Parti Socialiste est leur candidat, et qui ne savent pas comme nous qu'il est absolument équivalent pour eux d'élire Meyer-London ou bien le candidat du Parti Démocrate,

seraient dans le trouble. Ainsi, nous avons enlevé au Parti Socialiste la possibilité de nous accuser d'avoir empêché la victoire du candidat ouvrier et d'avoir permis ainsi la victoire d'un candidat capitaliste. Nous ne pouvons pas fournir au Parti Socialiste l'occasion d'employer vis-à-vis de nous un pareil argument. Et qu'avons-nous fait ? Nous avons présenté un candidat, nous avons commencé la campagne électorale contre le Parti Socialiste, et au dernier moment, nous avons retiré notre candidature en expliquant aux ouvriers que nous n'agissions pas ainsi parce que nous voyions en Meyer-London un bon représentant des ouvriers, mais parce que nous n'avions pas encore réussi à les persuader qu'il était un bon représentant et que nous voulions lui permettre d'en faire lui-même la démonstration à ses électeurs. Je pense que cette tactique était la seule possible. Le camarade Carr et ses amis s'y sont opposés, mais, dans leur modestie, ils ne nous ont encore rien proposé d'autre. Je suis d'avis que la modestie est ici de trop et qu'il y a un problème à résoudre. Ou bien nous résoudrons ce problème, ou bien nous devons abdiquer en tant que marxistes et communistes. (Applaudissements.)

SULLIVAN (Amérique). — Camarades, vous avez entendu deux délégués américains. Vous avez entendu celui du Centre, le camarade Carr, qui a de bonnes intentions. Mais je ne suis pas d'accord avec elles. Il a quelques illusions plaisantes, par exemple celle-ci : que, dans le Parti américain, l'aile droite et le Centre pourront travailler ensemble pour le bien du communisme. Je considère ces illusions comme dangereuses. Mais l'auteur est sincère.

Vous venez d'entendre un autre représentant du Parti américain, le camarade Marshall, de l'aile droite. Il est le représentant menchevik. Il n'est pas sincère. Il porte un masque sur sa figure. Il se présente à vous, révélant seulement un peu de sa vraie physionomie, en disant que nous devons élire le social-patriote Meyer-London, sinon le mouvement communiste s'évanouira en Amérique.

Je viens pour représenter l'élément de Gauche d'un Parti dont 4.000 de mes camarades ont été exclus et 1.000 se sont retirés en janvier dernier. Nous avons été exclus par la fraction de Marshall, qui dirigea le Parti jusqu'au mois de septembre. J'ai une critique à formuler sur la gestion du Comité Exécutif de l'I. C. Il a trop soutenu l'aile droite du Parti américain et le résultat évident aujourd'hui est que le Parti s'affaiblit. S'il existe maintenant une unité, ce n'est qu'une unité partielle, artificielle. Cela ne durera pas, parce que l'aile droite, l'aile gauche et le Centre ne peuvent travailler et rester longtemps ensemble dans un même groupement. Je critique le Comité Exécutif, parce qu'il a omis d'appliquer les 21 conditions en Amérique. Autrement, nous n'aurions pas entendu ici le représentant de l'aile droite. Pour vous montrer le genre de propagande que fait la Droite, je vais vous présenter quelques citations tirées de l'organe officiel, qui est publié sous le plein contrôle du Parti, sous le contrôle de Marshall et de son Comité Exécutif. Marshall était à la Conférence de Gênes. Voici ce qu'écrivait l'organe officiel du Parti, destiné à propager le communisme : « Néanmoins, la Conférence de Gênes est le premier effort sincère des gouvernements européens pour réparer les dommages de guerre ».

Au nom du communisme, M. Marshall vante la conférence des bandits impérialistes !

MARSHALL. — Est-ce moi qui ai écrit cela ?

SULLIVAN. — Vous étiez membre du Comité Exécutif, donc responsable. L'organe était sous votre contrôle. Vous n'avez pas apporté une seule objection. Ces lignes sont tirées d'un éditorial officiel du Parti. « Le premier essai sincère des gouvernants européens ! » Voilà le genre de propagande communiste qu'on fait au nom de la 3<sup>e</sup> Internationale !

Il y en a une autre, meilleure encore. Je voudrais demander au presidium s'il ne serait pas possible d'ajouter aux figures représentant Kaplan tirant sur Lénine et aux pièces à conviction des socialistes-révolutionnaires une copie de l'organe du Parti américain publié par Marshall, lequel est responsable de la politique qui y est menée. Voici ce que nous y lisons : « La situation politique actuelle rendrait plus que téméraire de vouloir punir trop sévèrement des actes commis pendant la première période révolutionnaire ».

Est-ce une politique communiste ?

MARSHALL. — Produirez-vous ces documents ?

SULLIVAN. — Je les montrerai à la commission américaine. Vous ne croyez pas que je les aie, mais il en est comme je le dis.

MARCHLEWSKI. — Je vous prie de ne pas interrompre, car le temps de l'orateur est limité.

SULLIVAN. — Si quelqu'un se sent touché, je n'y puis rien. J'en suis même bien aise.

Il y a un autre éditorial qui parle de la Conférence des trois Internationales à Berlin. Qu'a-t-on écrit, pour la propagande communiste ? L'article est d'un des leaders, Mr X... et n'a jamais été contredit par qui que ce soit dans la presse officielle du Parti. X... n'a pas oublié le baiser reçu du camarade Vandervelde, le très humble serviteur de son roi, pendant l'hiver de 1914-1915. Il veut un second baiser : « Il y a quelque chose de fascinant dans l'appel à l'unité de front (Conférence des trois Internationales à Berlin). Cela nous hypnotise et l'espoir monte doucement en nous que le temps viendra où il n'y aura plus qu'un seul Parti Socialiste et qu'une seule Internationale ».

Ainsi, cela nous hypnotise et l'espoir monte doucement en nous qu'un jour viendra où il n'y aura plus qu'un seul Parti Socialiste et qu'une seule Internationale ! Voilà le genre de propagande communiste mené par la Droite américaine ! Pourquoi ? Parce que l'Internationale Communiste a eu le tort de tolérer les mencheviks américains.

C'est en quoi je critique le Comité Exécutif de l'I. C.

Aussi ne devriez-vous pas vous étonner que les éléments révolutionnaires quittent le Parti. Je pourrais vous donner beaucoup plus d'exemples des exploits de nos mencheviks. Notre Parti a été entre les mains de ceux qui attaquaient ouvertement les 21 conditions de l'Internationale Communiste, défendaient les Lévi, les Serrati et repoussaient le contrôle du Parti Communiste sur l'organisation du Parti légal. Pour le front unique, ils propagèrent l'idée de la liaison organique avec les mencheviks, en élisant au Congrès social-patriote Meyer-London.

Marshall n'a pas osé dire que lui et les droitiers insistent pour la dissolution du Parti illégal. Il a mené campagne pour cette dissolution, pour l'adoption d'un programme rentrant dans les bornes de la légalité bourgeoise, tout comme les anciens liquidateurs russes de 1906. La Droite voulait un grand Parti de 100.000 membres : il est tombé maintenant à 14.000, et c'est un Parti menchevik centriste, organe d'une petite secte.

Je ne dirai pas tout ce que j'ai à dire, parce

que le temps me manque. Tant que l'Internationale Communiste ne dira pas que la Droite menchevikue doit être exclue du Parti, vous ne verrez pas en Amérique de mouvement communiste puissant.

Vous verrez, comme aujourd'hui, les vrais éléments révolutionnaires et ouvriers quitter le Parti et le mouvement devenir un mouvement petit-bourgeois, considérant que sa tâche principale est d'élire Meyer-London, social-patriote, au Congrès.

VOUJOVITCH. — Camarades, l'Internationale Communiste des Jeunes a toujours approuvé et approuve encore entièrement la ligne politique suivie par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Son opinion est que le Comité Exécutif, au cours de ces quinze derniers mois, a appliqué les décisions du 3<sup>e</sup> Congrès, conformément à l'esprit et à la lettre.

L'Internationale Communiste des Jeunes n'a pas seulement déclaré sa solidarité théorique avec la ligne politique suivie par le Comité Exécutif, mais elle a en même temps, de son côté, fait les plus grands efforts pour appliquer la même tactique dans les organisations des Jeunes.

Nous pouvons dire que l'application du front unique dans les Jeunes a été couronnée, dans tous les pays où nous l'avons réalisée, des plus grands succès. En Allemagne, en France, en Tchéco-Slovaquie, dans d'autres pays, les organisations des Jeunes, se basant sur la ligne générale donnée par le Comité Exécutif de l'I. C., ont appliqué le front unique, et l'on peut dire que cette expérience pratique a montré que cette ligne était juste.

L'Internationale Communiste des Jeunes est aussi en complet accord avec l'attitude du Comité Exécutif de l'I. C. dans les cas particuliers de France, d'Italie, de Norvège, de Tchéco-Slovaquie et des divers autres pays où le Comité Exécutif a eu besoin d'intervenir au cours de la période écoulée.

L'Internationale Communiste des Jeunes considère que la volonté montrée par le Comité Exécutif d'agir dans tous les pays en vue de la réalisation politique des décisions du 3<sup>e</sup> Congrès, c'est-à-dire la volonté d'agir dans tous les pays en vue de conquérir la majorité de la classe ouvrière, a été non seulement bien comprise par le Comité Exécutif, mais aussi pratiquement bien appliquée dans tous les pays, en particulier en Tchéco-Slovaquie et en Italie.

L'Internationale Communiste des Jeunes, au nom de laquelle je parle, veut surtout insister sur un point qui lui paraît fondamental dans le discours du camarade Zinoviev. C'est celui qui concerne la formation de noyaux communistes dans toutes les usines et dans les ateliers. Elle considère qu'il est grand temps qu'on passe à l'application pratique et concrète des thèses adoptées sur ce point particulier par le 3<sup>e</sup> Congrès.

L'Internationale Communiste des Jeunes a déjà fait de son mieux pour essayer, par sa propre action, de réaliser l'application de ces thèses. Nous pourrions vous citer des exemples concrets, et notamment celui qui nous est fourni en France, dans la région lyonnaise. Les organisations d'usines que nous avons essayé de créer là-bas ont obtenu un grand succès, et de cette manière, par notre action, une première réalisation des noyaux communistes dans les usines et les ateliers a été concrétisée.

L'Internationale Communiste des Jeunes est d'avis que, dans la période prochaine, tous les Partis Communistes doivent fournir un effort véritable dans ce sens.

Un autre point nous paraît également très important. C'est la centralisation nécessaire de l'Internationale Communiste et la discipline au sein de l'Internationale Communiste.

L'Internationale des Jeunes a déjà prouvé, par l'activité de ses organisations particulières dans les différents pays, qu'elle est pour la discipline et la centralisation communistes, non pas seulement en paroles, mais en pratique.

En France et dans d'autres pays, où le Comité Exécutif a eu à compter avec une certaine résistance de la part des Partis Communistes, les organisations de Jeunes ont toujours été les premières à apporter l'appui nécessaire au Comité Exécutif, au sein des Partis Communistes aux côtés desquels elles avaient à combattre.

Les différents cas de violation de la discipline que nous avons pu constater au cours de la période écoulée sont jugés par les Jeunes avec la plus grande sévérité. Nous espérons qu'à l'avenir de pareils faits ne se reproduiront pas et que tous les Partis Communistes sauront montrer que les thèses, les résolutions fondamentales de l'Internationale Communiste, qui ont été acceptées partout à maintes reprises et dans nombre de résolutions, au cours de plusieurs Congrès, ne seront pas acceptées seulement en paroles, mais que véritablement chaque section montrera désormais, au cours des luttes révolutionnaires à venir, que la discipline communiste est existante et vivante. Nous espérons aussi que, grâce à cela, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pourra compter avec beaucoup plus de sincérité que jusqu'à présent que toutes les décisions seront appliquées. Nous exprimons le vœu que dorénavant les mots d'ordre de l'Internationale Communiste — comme le front unique — soient acceptés et appliqués en entier.

L'Internationale Communiste des Jeunes estime que l'Exécutif de l'I. C. est sorti de la première période, pendant laquelle il avait seulement à s'occuper de donner une ligne politique générale à tous les Partis Communistes. Nous jugeons qu'il est largement temps que, dans la période qui s'ouvre, le Comité Exécutif puisse s'occuper des questions d'organisation et influencer d'une manière encore beaucoup plus large que jusqu'à présent l'organisation des Partis Communistes pour en faire de véritables Partis de masses. Nous voulons espérer que les sections de l'I. C., par leur résistance cachée ou ouverte, ne gêneront plus le Comité Exécutif dans sa direction politique et lui permettront ainsi de se consacrer davantage dans tous les pays au travail de la réorganisation des Partis sur la base des Comités d'usines, et aux renforcements de leurs racines dans les masses ouvrières.

De cette manière, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif pourront conduire à l'avenir toutes les luttes révolutionnaires imposées par la situation, avec beaucoup plus d'énergie et beaucoup plus de succès. (*Applaudissements.*)

MARCHLEWSKI. — Camarades, je viens de recevoir des camarades des délégations suisse, autrichienne et hollandaise, la proposition de clôturer les débats, à l'exception des jeunessees et des représentants des peuples orientaux. Pour les jeunessees, le camarade Voulovitch, vient de parler et pour les peuples d'Orient le camarade Malaka, de Java, est inscrit. Le camarade Fridlaender va motiver sa proposition de clôture.

FRIDLAENDER (Autriche). — Camarades, les débats sont épuisés. Toutes les tendances ont pris la parole. D'autre part, il est certain que les

camarades sont fatigués. Enfin, le camarade Zinoviev a encore un long discours à prononcer pour répondre aux divers orateurs qui ont parlé sur son rapport. C'est pourquoi il me semble inutile de continuer la discussion. Je pense qu'il suffit de laisser parler un représentant des peuples d'Orient qui ne sont pas encore intervenus. Je pense que les camarades seront d'accord avec cette proposition.

MARCHLEWSKI. — Quelqu'un désire-t-il prendre la parole contre cette proposition ? Personne.

Nous allons donc procéder au vote. Que celui qui est contre lève la main... Personne. La proposition est adoptée. Le camarade Malaka a la parole.

MALAKA (Java). — Camarades, après les discours de Zinoviev, Radek et des autres camarades d'Europe, je pense, étant donnée l'importance de la question du front unique pour nous autres Orientaux, pouvoir parler au nom du Parti Communiste de Java, pour les peuples opprimés d'Orient. Je veux poser quelques questions aux camarades Zinoviev et Radek.

Je crois que Zinoviev n'a pas pensé à un autre front unique possible, à ava. La décision du 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale signifie pratiquement que nous devons faire le front unique avec les nationalistes-révolutionnaires. Nous devons reconnaître dans notre pays que le front unique est nécessaire non pas avec les social-démocrates, mais avec les nationalistes-révolutionnaires. Mais les nationalistes ont diverses méthodes de lutte. Les deux méthodes de lutte nationaliste les plus populaires contre l'impérialisme sont le boycottage et la guerre sainte pour la libération de l'Islam ou le panislamisme. Je m'occuperai spécialement de ces deux méthodes de lutte, et c'est pourquoi je veux poser les deux questions suivantes : 1<sup>o</sup> Devons-nous soutenir, oui ou non, le mouvement national de boycottage ; 2<sup>o</sup> Devons-nous, oui ou non, soutenir le panislamisme et, si oui, dans quelle mesure ?

Je dois reconnaître que le boycottage n'est sûrement pas une méthode communiste, mais étant donné le joug militaire et politique que nous subissons en Orient, c'est une de nos meilleures méthodes de lutte. L'expérience de ces trois dernières années nous montre qu'en 1919 le boycottage contre l'impérialisme anglais en Egypte, de même que le boycottage chinois des années 1919 et 20 ont été couronnés de succès. Le dernier mouvement de boycottage a eu lieu dans les Indes britanniques. On peut s'attendre à ce que, cette année ou l'année prochaine, une nouvelle espèce de boycottage soit employée en Orient. Le boycottage n'est pas notre méthode de lutte, c'est la méthode de la petite-bourgeoisie nationaliste. Nous pourrions même dire que c'est l'arme du capitalisme indigène, mais nous savons aussi que la campagne de boycottage aux Indes britanniques a conduit en prison 18.000 leaders révolutionnaires et a provoqué un mouvement révolutionnaire qui a obligé le gouvernement anglais à demander l'appui militaire du Japon pour le cas où ce mouvement dégénérerait en insurrection armée. Nous savons bien que les leaders mahométans hindous, le docteur Kirchleff Hasret Mahomi et les frères Aï, sont, au fond, des nationalistes, que nous n'avons assisté à aucun soulèvement lorsque Gandhi a été arrêté, mais on sait très bien aux Indes qu'une insurrection locale se terminerait fatalement par une défaite, parce que nous ne disposons pas d'armes et de matériel de guerre en quantité suffisante. C'est pourquoi la question du boycottage

est pour nous, communistes, d'une importance considérable.

Un grand nombre de nos camarades voulaient étendre le mouvement de boycottage à Java, parce qu'il n'y a là-bas aucune possibilité d'action communiste, capable de lui être opposée. En tout cas, nous sommes placés devant la question suivante : devons-nous soutenir ou non cette tactique, et dans quelle mesure ?

En ce qui concerne le panislamisme, c'est une vieille histoire. Je vais d'abord parler des expériences que nous avons faites aux Indes, où nous avons travaillé avec lui. Nous avons à Java une grande ligue de paysans pauvres, « le sarekatislam », qui comptait entre 1912 et 1916 plus d'un million de membres. C'était une organisation populaire extrêmement révolutionnaire. Jusqu'en 1921, nous avons travaillé avec elle. Notre Parti, qui comprenait alors 13.000 membres, allait dans ses réunions et y faisait de la propagande. En 1921, nous réussîmes à faire adopter par le sarekatislam notre programme. Nous répandions parmi les paysans le mot d'ordre « contrôle de la production » et « tout le pouvoir aux paysans pauvres ». Mais en 1921 une scission se produisit à la suite d'une critique maladroite des chefs du sarekatislam. Le gouvernement exploita cette scission, ainsi que la décision du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste sur la lutte contre le panislamisme. Il dit aux paysans : Vous le voyez, les Communistes ne veulent pas seulement faire la scission chez vous, ils veulent anéantir votre religion. Cela, les paysans ne pouvaient pas l'admettre. Le paysan se dit : j'ai tout perdu dans ce monde, dois-je aussi perdre le ciel ? Les agents du gouvernement ont très habilement exploité cet état d'esprit (le président Marchlewski : Votre temps de parole est épuisé). Je viens des Indes et j'ai voyagé quarante jours. (Applaudissements.) Ainsi, nous avons eu la scission. Les paysans sont avec nous en ce qui concerne leurs intérêts matériels, mais ils sont avec les chefs du sarekatislam en ce qui concerne leurs intérêts religieux, car nous ne pouvons pas leur donner le ciel. C'est pourquoi ils ont boycotté nos réunions et nous avons été dans l'impossibilité de faire aucune espèce de propagande. Au début de l'année dernière, nous nous sommes efforcés de rétablir la liaison avec le sarekatislam. Nous avons dit à notre Congrès de décembre dernier que les mahométans du Caucase et des autres pays qui collaborent avec les Soviets et luttent contre le capitalisme international, comprennent bien mieux leur religion et, s'ils veulent faire de la propagande pour elle, peuvent la faire, non dans les réunions, mais à l'église.

On nous a demandé dans les réunions publiques : Etes-vous mahométan, oui ou non ? Croyez-vous en Dieu, oui ou non ? A cela j'ai répondu : quand je suis devant Dieu, je suis mahométan, mais quand je suis devant les hommes, je ne suis pas mahométan, parce que Dieu a dit qu'il y aussi des Satans parmi les hommes. (Applaudissements.) Et ainsi nous avons fait subir une défaite à leurs chefs et nous les avons obligés, à notre Congrès de l'année dernière, de collaborer avec nous. Au mois de mars dernier, éclata une grève générale. Les leaders du sarekatislam sont venus à nous pour nous demander notre aide, car nous avions les cheminots, nous leur avons dit : Oui, votre Dieu est puissant, mais Dieu a dit que les chemins de fer sont encore plus puissants sur cette terre. (Applaudissements.) Les chemins de fer sont le Comité Exécutif de Dieu sur cette terre.

(Gaieté.) Mais la question n'est pas encore résolue, car si nous avons de nouveau une scission, nous pouvons être sûrs que les agents gouvernementaux ramèneront la question du panislamisme, et c'est ce qui fait que cette question est très importante pour nous.

Que signifie exactement le panislamisme ? Le panislamisme a une signification historique, à savoir que l'Islam doit conquérir le monde, l'épée à la main. La Guerre Sainte doit être menée sous la direction d'un Khalife de race arabe. Mais quarante ans après la mort de Mahomet, l'Empire arabe s'est divisé en trois tronçons. La Guerre Sainte a ainsi perdu sa signification pour le monde mahométan. Le panislamisme ne signifie plus la conquête du monde entier, pour le khalife et pour la religion mahométane, parce que chacun des khalifes dirigeant un des trois tronçons de l'Empire arabe prétendait : « C'est moi qui suis le véritable khalife et qui dois conduire la bannière de l'Islam ». Actuellement, le panislamisme a une tout autre signification. C'est la guerre de délivrance nationale, parce que l'Islam est tout pour le mahométan ; il n'est pas seulement la religion, il est l'Etat, l'économie, etc. Le panislamisme, c'est actuellement l'union de tous les peuples mahométans, la guerre de libération non seulement du peuple arabe, mais des peuples hindou, javanais et de tous les peuples opprimés, non seulement contre le capitalisme hollandais, mais aussi contre le capitalisme anglais, français, italien, contre le capitalisme du monde entier. Il en résulte pour nous le devoir de soutenir la guerre nationale des 250 millions de mahométans contre l'impérialisme. C'est pourquoi je vous demande encore une fois : devons-nous soutenir le panislamisme, et si oui, dans quelle mesure ? (Vifs applaudissements.)

ZINOVIEV. — Camarades, permettez-moi tout d'abord de traiter plus en détail le chapitre du gouvernement ouvrier. Je ne suis pas bien certain qu'il y ait parmi nous des divergences d'opinions sérieuses à ce sujet. Peut-être que tout simplement la question n'a pas encore été suffisamment élucidée et qu'il ne s'agit que de la terminologie. Au cours du Congrès et lors de l'élaboration de la résolution sur les questions tactiques qui devra être examinée par nous après la question russe, nous allons nous en rendre compte. Pour moi, il ne s'agit nullement du « pseudonyme » dont on a parlé ici. J'en ferais volontiers mon deuil. Mais il s'agit de la conception que cache le mot. Je pense, camarades, que la question sera mise en lumière si je l'exprime comme suit. Tout d'abord, il est clair pour nous que tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement de la bourgeoisie et un gouvernement capitaliste. Il serait très difficile de s'imaginer un gouvernement bourgeois, un gouvernement de la classe bourgeoise, qui ne soit pas en même temps un gouvernement capitaliste. Mais, malheureusement, on ne peut pas dire l'inverse. On ne peut pas dire que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement prolétarien. Un gouvernement ouvrier n'est pas toujours un gouvernement socialiste. Cette contradiction est très profonde. Elle reflète ce fait que la bourgeoisie possède à l'intérieur de la classe ouvrière des positions avancées, tandis que l'inverse n'est pas vrai. Il nous est impossible d'avoir des postes avancés dans le camp de la bourgeoisie.

Tout gouvernement bourgeois est donc un gouvernement de la bourgeoisie ; mais des gouvernements ouvriers peuvent aussi, par leur contenu

social, être des gouvernements bourgeois. D'après moi, c'est là le fait saillant : il y a gouvernement ouvrier et gouvernement ouvrier. Il me semble qu'on peut concevoir plusieurs espèces de gouvernements ouvriers et, en ce sens, la liste des modalités possibles est loin de pouvoir être épuisée. Il peut y avoir des gouvernements ouvriers qui, par leur contenu, sont des gouvernements libéraux : tel est, par exemple, le gouvernement ouvrier d'Australie. L'Australie a possédé un gouvernement ouvrier, et certains de nos camarades australiens disent que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier ne doit pas être arboré, précisément parce qu'ils savent qu'il y a eu, en Australie, un gouvernement ouvrier qui était un de ces gouvernements ouvriers dont le contenu est purement libéral : un gouvernement ouvrier bourgeois si on peut dire.

Faisons une supposition : les élections se font maintenant en Angleterre. Il n'est guère vraisemblable qu'elles puissent donner naissance à un gouvernement ouvrier ; mais, théoriquement, la chose est admissible. Ce gouvernement sera alors semblable au gouvernement ouvrier d'Australie, et son contenu sera celui d'un gouvernement libéral. Ce gouvernement libéral peut, si les circonstances s'y prêtent, devenir le point de départ d'une crise révolutionnaire. Cela peut arriver. Mais il n'en reste pas moins pour cela un gouvernement ouvrier libéral. Nous autres communistes, nous soutenons à présent, en Angleterre, le Labour Party. C'est comme si nous soutenions un gouvernement ouvrier libéral. Les communistes anglais sont forcés, par la conjoncture actuelle, de soutenir un gouvernement ouvrier libéral. Et c'est une tacti-

que excellente. Pourquoi ? Parce qu'un gouvernement libéral sera pour l'Angleterre un pas en avant, parce qu'il rompra l'équilibre, parce qu'il sera le meilleur moyen d'y préparer la faillite du capitalisme. N'avons-nous pas vu en Russie, sous Kérénski, un gouvernement libéral ébranler le capitalisme, bien que les libéraux fussent des agents du capitalisme ? Plekhanov appelait les mencheviks des semi-bolcheviks, dans la période qui va de février à octobre 1917. Nous lui répondions alors qu'il exagérait ; ce ne sont pas des moitiés de bolcheviks, mais des quarts de bolcheviks seulement. Nous parlions ainsi, parce que nous les combattions et parce qu'ils trahissaient le prolétariat. Mais, objectivement, Plekhanov avait raison. Objectivement, le gouvernement mencheviste a contribué à faire perdre la partie au capitalisme, à lui rendre la situation impossible. Nos camarades qui combattent maintenant les mencheviks ne veulent ni ne peuvent se rendre compte de ce fait. Ils ne voient en eux que leurs antagonistes, que les traîtres qu'ils sont à la classe ouvrière. Or, s'ils ne sont pas les adversaires de la bourgeoisie, il n'en est pas moins vrai que, quand les armes de la bourgeoisie leur tombent pour un temps entre les mains, ils peuvent en user d'une façon qui est objectivement dangereuse pour l'Etat bourgeois. Aussi soutenons-nous, en Angleterre, le gouvernement ouvrier libéral et le Labour Party. La bourgeoisie anglaise a bien raison de dire : « Le gouvernement ouvrier commence par Clynes, mais peut fort bien finir par la Gauche ».

Tel est le premier type possible de gouvernement ouvrier.

(A suivre.)

## MONOGRAPHIE DE L'EURE

Cinq arrondissements, 36 cantons, 700 communes se partagent les 603.700 hectares du département. Cet ancien territoire des Eburovices, des Aulerici, des Lexovii et des Vélicasses a peu conservé de souvenirs des anciens Gaulois au sud de la Seine ou des anciennes tribus belges au nord du grand fleuve.

Son climat est doux, son sol crayeux, recouvert d'épais limons tertiaires et quaternaires (de l'ancien golfe de Paris), est excessivement fertile.

Les arrondissements de Bernay et Pont-Audemer sont de plus en plus livrés à l'élevage des bovins, ainsi qu'une partie de l'arrondissement de Louviers. Ceux des Andelys et d'Evreux sont surtout de très grandes cultures.

La vigne était encore bien cultivée il y a vingt ans, les vigneron vendaient encore à l'époque près de 10.000 hectolitres de vin chaque année. Mais presque tout est arraché, maintenant, et si, vers Vernon, des « entétés » persistent à soigner leur maigre vignoble, la production est insignifiante (4 hectolitres vendus en 1922) et ne se vend plus.

Par contre, le blé est là le maître, avec la betterave, le lin, le colza surtout.

La grande exploitation siège dans les arrondissements des Andelys et d'Evreux, et il n'est pas rare de voir des ouvriers agricoles, par centaines, attachés à la même culture. Ces ouvriers sont, là, traités comme à la caserne ; le recrutement peut

s'y exercer pour les syndicats agricoles de travailleurs. Leur salaire ne dépasse pas 1 fr. 25 de l'heure, s'ils sont en leur ménage, ou 2.000 francs par an pour le premier charretier, logé à la ferme. Pour vivre avec sa famille, un cultivateur doit travailler de 12 à 15 hectares de terre.

De hauts plateaux, depuis l'altitude de 177 mètres pour celui de Lyons, jusqu'aux 257 mètres du canton de Rugles, se partagent le département, que la Seine creuse profondément d'Est en Ouest, et que de nombreuses rivières poissonneuses, aux rives verdoyantes, parcourent en tous sens.

Des forêts importantes couronnent les plateaux et occupent une importante corporation de bûcherons, encere non groupés.

La forêt des Andelys compte 1.600 hectares, la forêt de Vernon 2.500 hectares, celle de Lyons 10.608 hectares, celle de Beaumont-le-Roger 4.800 hectares, celles de Breteuil et Conches, qui ont 16 kilomètres de longueur, avec 12.000 hectares à elles deux, et celle d'Evreux 5.000 hectares, en hêtres, pins, sapins, chênes, ipiceas.

L'ancien port maritime de Pont-Audemer, aujourd'hui, n'est plus guère fréquenté que par le petit bateau faisant la messagerie pour Le Havre ; la mer, d'ailleurs, s'est retirée ; la Risle, rivière de Pont-Audemer, débouche en Seine, canalisée, maintenant.

La Seine n'est navigable, dans le département,

que pour les nombreux chalands desservant surtout la région parisienne et qui approvisionnent quelques ports d'appontements comme Pont-de-l'Arche, Gisors, Vernon. (Deux petits navires, allant de Londres à Paris, passent néanmoins chaque semaine.)

Les nombreuses rivières d'eaux vives font mouvoir une grande quantité d'usines de moyenne importance. Ce sont surtout : l'Epte, l'Andelle, la Risle, la Charentonne, l'Iton, l'Eure, etc.

Le sol crayeux absorbe souvent une partie des eaux courantes, voire même la rivière entière, comme l'Iton, la Risle. Pour le service de la grande ville normande d'alors, au douzième siècle, le duc de Normandie, Henri, avait fait détourner une partie du cours de l'Iton pour l'amener dans l'Avre, à Verneuil, alors peuplée de 25.000 habitants (il n'y en a plus que 9.000) ; mais Paris a enlevé la majeure partie des eaux de l'Avre pour les besoins de sa population.

Le sous-sol de l'ouest du département contient du minerai de fer, jadis exploité en de magnifiques établissements métallurgiques, aujourd'hui relégués à l'arrière-plan. C'est à Conches que fut fondue la flèche de la cathédrale de Rouen, qui s'élève à 151 mètres du sol.

Si les routes sont nombreuses et bien entretenues, le réseau de voies ferrées est mal organisé et mal desservi.

447.000 hectares de terrain sont en culture ou en prés. Sur cette superficie, 216.000 sont exploités par leurs propriétaires, mais plus de la moitié est de grande exploitation, et le « maître » dirige, sans beaucoup mettre la main au travail. Plus de la moitié du terrain de culture (231.000 hectares, appartient à des hobereaux, noblesse royale genre Broglie, noblesse bonapartiste genre Albulféra, pour lesquels 17.037 fermiers travaillent. Les rivières sont poissonneuses, aussi les propriétaires interdisent la pêche à leurs fermiers et se la réservent pour l'exploiter ou l'affermier à part. Dans les communes voisines du département de Seine-Inférieure, c'est le droit de chasse qui est retiré aux fermiers sur les terres qu'ils louent.

La beauté du pays a attiré deux requins politiques de taille : Aristide Briand, à Cocherel ; Georges Clemenceau, le Tigre, à Bézou-Saint-Eloi.

Les renégats s'épanouissent sous ce climat tempéré. Un ancien instituteur socialiste, M. Abel Lefèvre, est devenu sénateur. Les fondateurs du Parti dans l'Eure : Allix, créateur du Groupe socialiste international de Saint-André, y est devenu conseiller d'arrondissement « Bloc National » ; Huvé, fondateur de la section blanquiste et du Syndicat des ouvriers en peignes, est devenu conseiller municipal « Bloc National » d'Ezy. Leuret, le plus dissident des dissidents de Seine-Inférieure, a pris naissance politique à Evreux, au service du juge Bonjean, dont la philanthropie quelque peu exploiteuse fut bien connue voilà dix ans. Enfin, c'est également à Evreux que le renégat Le Troquer a terminé son aventure de tire-laine politique, au service du préfet de l'Eure.

Aux temps de la première Révolution française, l'Eure connut la révolte agraire des paysans armés contre les exploités bourgeois. L'armée girondine fut battue là par les travailleurs révolutionnaires. Mais ce n'est qu'en 1899 que fut créé, par Allix, le premier groupe socialiste.

Dupont (de l'Eure), député socialisant de 1848, Isambard, Grosflay, élus « rouges », tracèrent le sillon républicain. Les élus sénatoriaux et législatifs sont « Bloc National », mais le « Bloc des Gauches » les « talonne » de près.

La Fédération Communiste compte 400 adhé-

rents. Sa section principale est à Vernon, les plus importantes sont à Louviers, Ezy, Gaillon, Neaufles, Saint-Martin (où le maire, Drouet, est communiste), Gisors; puis à Pont-Audemer, Serquigny, Ivry-la-Bataille, Verneuil, Evreux, Bordeaux-Château, Saint-Clair, Garennes, Saint-Pierre-du-Vauvray, Saint-Pierre-Motel. Elle a des adhérents à Routot, Lyons-la-Forêt, Marcilly et dans dix autres communes. Elle a des correspondants en vingt autres communes.

La Fédération Socialiste, détachée de la Seine-Inférieure en 1919, avait groupé sur ses candidats, la même année, 6.800 voix. Après le Congrès de Tours, la majorité des militants resta au Parti Communiste. Actuellement, la Fédération dissidente, malgré qu'elle ait un élu cantonal à Pont-Audemer, n'a pas d'activité, et le chiffre de ses adhérents ne dépasse pas la centaine.

Au point de vue syndical, malgré que les réformistes possèdent un local à Evreux, leur influence ne s'étend guère. Les travailleurs de la vallée de l'Eure, les ouvriers en peignes, les cheminots, les métallurgistes, sont groupés à la C. G. T. U., laquelle compte près de 3.000 adhérents.

Le *Communiste de Normandie* est l'organe hebdomadaire de la Fédération Communiste de l'Eure. *L'Humanité* ne se vend quotidiennement qu'à 700 exemplaires dans la région.

Bien qu'il n'y ait pas de très grosse industrie dans le département, l'ensemble des industries occupe la moitié des 323.000 habitants de l'Eure. Draps de Louviers, chaussons de Pont-de-l'Arche, peignes, instruments de musique sont spécialités du pays.

Le caractère froid, persévérant de ces Normands fait que leur adhésion aux organisations ouvrières est sérieuse, si elle est lente. Les agglomérations étant peu peuplées, les sections ne seront jamais considérables ; mais les petites villes sont nombreuses et il y a à recruter.

D'autre part, à Louviers et à Saint-André de l'Eure, en ville et en campagne, nos candidats furent, en mai 1922, bien accueillis et écoutés. Les salaires pour 10 heures de travail sont ordinairement de 12 à 16 francs et 18 à 25 francs pour les industries de luxe.

Et voici, en dehors des travailleurs de la grande culture, des bûcherons et autres, les ouvriers des corporations du bâtiment, des cheminots, les industries dans lesquelles le Syndicat et le Parti doivent recruter leurs membres :

*Fabriques de gants* : à Bourth.

*Fabriques de chaussures* : à Evreux, Saint-Pierre-du-Vauvray, Pont-de-l'Arche.

*Fabriques de chaises* : à Tourny, Fontenay-en-Vexin, Pacy-sur-Eure, Berthenouville, Gasny, Grainville, Bézou-Saint-Eloi.

*Fabriques de jeux et jouets* : à Muzy, La Chapelle-Ranville, Etrépagny, Douville-sur-Andelle, Dangu, Neaufles, Saint-Martin.

*Fabriques d'instruments de musique* : à La Couture-Boussey, Garennes, Ivry-la-Bataille, Ezy, Les Andelys, Mouettes, Gaillon.

*Fabriques de conserves* : à Evreux.

*Fabriques de biscuiteries* : à Gisors, Montfort-sur-Risle.

*Fabriques de moutarde* : à Saint-Pierre-de-Cormeilles.

*Produits chimiques* : à Nonancourt, Ezy, Ivry-la-Bataille, Tillières-sur-Avre, Vernon, Saint-Marcel, Bernay, Gaillon, Serquigny, Aubevoye.

*Textile* (broderies, dentelles, chanvre, lin, coton, laine et soie) : à Evreux, Brosville, Tournerville, Fontaine-la-Louvet, Louviers, Acquigny, La Haye-Malherbe, Beaumontel, Glos-sur-Risle, Nonancourt, Pacy-sur-Eure, Marcilly-sur-Eure, Ver-

non, Pont-Authon, Brionne, Broglie, Montreuil-l'Argilé, Triberville, Bournainville, Drucourt, Duranville, Les Andelys, Fleury-sur-Andelle, Charleval, Douville-sur-Andelle, Ferriers-sur-Andelle, Perreuil, Romilly-sur-Andelle, Gisors, Neaufles-Saint-Martin, Vascoeuil, Bernay, Menneval, Saint-Victor-de-Chrétienville, Serquigny, Beaumont-le-Roger, Corneville-sur-Risle, Manneville-sur-Risle, Pont-Audemer, Saint-Cyr-du-Vaudreuil, Houdouville, Authouillet, Léry, Heurdreville-sur-Eure.

**Fabriques de peignes** : à Muzy, Merey, Bois-le-Roy, Ezy, Garennes, L'Habit, Ivry-la-Bataille, Mouettes, Saussy.

**Objets en caoutchouc** : à Saussay, Les Préaux.

**Etablissements métallurgiques** : à Evreux, Gravigny, Breteuil, Cintray, Francheville, Guernanville, La Guéroulde, Couches, La Bonneville, Nonancourt, Pacy-sur-Eure, Hécourt, Rugles, Ambeval, Auvergnay, Bois-Arnault, Les Bottereaux, La Chapelle-Bayvel, La Neuve-Lyre, Bois-Normand-Lyre, Chagny-Normand, Tillières-sur-Avre, Vernon, Thil-en-Vexin, Amfreville-sous-les-Monts, Authueil, Ecardenville-sur-Eure, Pitres, Pont-Audemer, Thuit-Hebert, Charleval, Trizay-Vieille-Lyre, La Couture-Boussay, Ivry-la-Bataille, Bourth, Verneuil-sur-Avre, Pont-Saint-Pierre, Romilly-sur-Andelle, Dangu, Hebecourt, Fontaine-l'Abbé, Brionne, Montreuil-l'Argilé, Le Planquay, Louviers, Acquiigny, Amfreville-sur-Iton, Houdouville, Aubevois.

**Fabriques de chaussons** : à Romilly-sur-Andelle, Pont-de-l'Arche.

**Scieries mécaniques et usines travaillant le bois** : à Evreux, Gravigny, Gisors, La Croix-Saint-Leufroy, Fontaine-sous-Jouy, Breteuil, Sainte-Marthe, Nonancourt, Pacy-sur-Eure, Ménilles, La Neuve-Lyre, La Vieille-Lyre, Charleval, Léry, Surtanville, Notre-Dame du Vaudreuil, Saint-Cyr-du-Vaudreuil, Pont-Audemer, Beuzeville, Garennes, Verneuil-sur-Avre, Vernon, Saint-Christophe, Les Andelys, Montfort-sur-Risle, Glos-sur-Risles, Pont-Authon, Saint-Maclou, Bordeaux-Saint-Clair, Gasny, Morgny, Fleury-sur-Andelle, Menesqueville, Pont-Saint-Pierre, Bézu-Saint-Eloi, Lisors, Rosay, Serquigny, La Barre-en-Ouche, Brionne, Broglie, Mélicourt, Louviers, Trinité-de-Réville, Thiberville, Amfreville-sur-Iton, La Haye-Malherbe, Le Neubourg.

**Fabrique de glaces** : à Gravigny.

**Verrière (flacons fins)** : à Romilly-sur-Andelle.

**Fabrique de pièces d'anatomie** : à Saint-Aubin-d'Ecrosville.

**Fabriques de chocolats, lait séché et farine lactée** : à Menilles, Saint-Aquilin, Verneuil et Vernon.

**Fabrique de mal d'avoine** : à Saint-Paer.

**Fabrique de papiers, de cartonnages et impressions** : à Mesnil-sur-l'Estrée, Aubevois, Pont-Audemer, Ezy, L'Habit, Les Andelys, Bordeaux-Saint-Clair, Serquigny.

**Poteries de terre et réfractaires** : à La Haye-Malherbe, Saint-Ouen-du-Tilleul.

**Fabrications en ciment armé** : à Pont-de-l'Arche, Aalizay, Pitres.

**Tanneries, fabriques de tan et corroieries** : à Gravigny, Francheville, La Guéroulde, Rerrières-sur-Risle, Nonancourt, Neaufles-sur-Risle, Ivry-la-Bataille, Verneuil, Bourth, Gisors, Saint-Marcel, Les Andelys, Pont-Saint-Pierre, Saint-Denis-le-Ferment, Bernay, Beaumont-le-Roger, Broglies, Louviers, Pont-Audemer, Saint-Germain-Village, Montfort-sur-Risle.

**Fabriques de brosses** : à Saint-Germain-des-Angles, Vraiville, Gaillon, Pont-Audemer.

**Fabriques de sabots** : à Pléssis-le-Grohan, Baux-de-Breteuil, Guernanville, Sainte-Marguerite-de-l'Autel, La Neuve-Lyre, Chennebrun, Fleury-sur-Andelle, Lyons-la-Forêt, Fleury-la-Forêt, Rossay, Le

Tronquay, Noyer-en-Ouche, Beaumont-le-Roger, Cambon, Nassandre, Rouge-Périers, Les Préaux, Cormeilles, Brestot, Vieux-Port, Saint-Georges-du-Vievre, Saint-Christophe-sur-Condé.

Puis il y a des *sucrieries* à Nassandres, Etrépaugny et quelques autres endroits moins importants ; des *minoteries*, des *briqueteries* en chaque canton ; des *carrières* et des *fabriques de chaux* en chaque vallée profonde, ainsi qu'une quantité de petits ateliers de *vanneries*. L'usage de la chandelle, encore fort répandu, nécessite en beaucoup de communes un *fondoir de suifs*. Pour le travail du drap, on exploite la *terre à foulon*, entre autres à Vironvay ; puis des artisans préparent des *chardons* spéciaux, comme à Léry et à Saint-Etienne du Vauvray.

La grande culture de graines de semences, à Bourg-Achard ; l'exportation des fruits dans les vallées de l'Eure, de la Risle et de la Seine ; la fabrication des fromages genre « Camembert », surtout dans l'arrondissement de Pont-Audemer, emploient également un grand nombre de travailleurs.

Les membres du bureau fédéral et des syndicats, les secrétaires de sections ont, on le voit, des possibilités de recrutement. Qu'ils y travaillent sans relâche et leurs groupements grandiront vite.

Ernest LEPEZ.

#### LA COLLECTION DU BULLETIN

La 1<sup>re</sup> année reliée du Bulletin Communiste s'est enlevée rapidement ; nous n'avons plus aucun exemplaire disponible. Un certain nombre de nouvelles demandes nous sont parvenues ; nous leur donnerons satisfaction dès que notre relieur nous aura livré. Un délai de quinze jours est nécessaire.

L'Administrateur : René LEDOUX.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

#### ABONNEMENTS INDIVIDUELS

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

#### ABONNEMENTS COLLECTIFS

Fédérations et Sections

3 mois .....	3 »
6 mois .....	6 »
12 mois .....	12 »



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.